

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Sommaire

10-11 mars 2012 : démonstration de force	P. 3
Poursuivons notre action !	P. 5
Actions et vie des groupes	P. 6
Le nucléaire, symptôme d'une démocratie défailante	P. 9
Nucléaire : qu'en pensent les candidats ?	P. 10
Japon : les citoyens agissent	P. 14
Tchernobyl, Fukushima : le prix de l'énergie atomique	P. 16
Fermer le robinet des cancérigènes	P. 20
Vite, des infos !	P. 21
Areva en Afrique	P. 25
Les Aborigènes contre les mines d'uranium	P. 29
À la rencontre des antinucléaires australiens	P. 31
Vite, des infos !	P. 34
Coût du nucléaire, la fin du mythe	P. 35
Le Manifeste Négawatt	P. 37
La voile, une technologie d'avenir	P. 39
Des trajets scolaires "zéro énergie"	P. 42
Énergie partagée, l'investissement citoyen pour la transition énergétique	P. 44
Le double refus d'Israël	P. 46
À livres ouverts...	P. 47
Découvrez l'équipe du Réseau "Sortir du nucléaire"	P. 50
Du 26 au 29 avril, journées internationales d'action !	P. 52

Photo de couverture :
© Martin Leers - www.martinleers.com

"Insurgeons-nous contre le nucléaire !"

À la veille de la grande chaîne humaine du 11 mars, Stéphane Hessel nous a adressé un message de soutien public. Bien que quelques semaines soient passées depuis, les propos de l'auteur du manifeste "Indignez-vous" restent d'une brûlante actualité...

"Chers amis,

Le 11 mars 2011, la catastrophe de Fukushima a rappelé au monde entier que la technologie nucléaire est mortifère, et que prétendre la contrôler est une illusion. Un an après jour pour jour, une immense chaîne humaine va relier Lyon à Avignon, dans cette vallée du Rhône où quatorze réacteurs nucléaires exposent des millions de gens à un risque intolérable.

Solidaires avec le peuple japonais, des dizaines de milliers de personnes venues de toute la France et d'autres pays européens vont réagir ensemble, pour affirmer haut et fort : "Sortir du nucléaire, c'est possible !"

Je veux saluer la détermination des citoyens à l'origine de cette initiative coordonnée par le Réseau "Sortir du nucléaire". Refusant que la France soit condamnée à subir tôt ou tard un accident nucléaire majeur comme celui qui a frappé le Japon, c'est une véritable "réaction en chaîne humaine" qu'ils ont lancée.

Aujourd'hui, je tiens à partager avec vous mon soutien à cette mobilisation, qui est à mes yeux une véritable insurrection démocratique. Je voudrais dire à chacune et chacun d'entre vous :

vous aussi, insurgez-vous ; vous aussi, mobilisez-vous pour la sortie du nucléaire !

Ensemble, nous pouvons être suffisamment forts pour résister au lobby nucléaire et pour nous réapproprier la question énergétique. Nous devons refuser que les choix qui nous engagent et qui engagent nos enfants et petits-enfants pour des décennies soient dictés par des industriels qui n'ont que faire des déchets éternels et de la pollution qu'ils laissent aux générations futures.

La France doit sortir du nucléaire, elle doit dire adieu à cette technologie dangereuse. Elle doit sans retard se tourner vers les énergies renouvelables et un usage plus sobre et raisonnable de l'énergie. En un mot, la France doit choisir un avenir énergétique... plus humain ! Nous savons que c'est possible, alors n'attendons pas qu'il soit trop tard.

Vous non plus, n'attendez pas... le 11 mars, rejoignez la grande chaîne humaine pour la sortie du nucléaire !"

Stéphane Hessel

Ancien résistant et diplomate
Auteur du manifeste "Indignez-vous !"



"Insurgeons-nous contre le nucléaire !"

Stéphane Hessel

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°53
Printemps 2012.
Abonnement pour un an : 12 euros (4 n°).
Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>
Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Patrice Bouveret.
Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.



Corrections : Myriam Battarel.
Maquette : W. Quénu.
CPPAP : 06 013 G 83296 - ISSN : 1276-342 X
Tirage : 19 000 exemplaires.
Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé
avec des encres à base végétale.
Date de dépôt légal : à parution.

La reproduction d'articles est autorisée et vivement
conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le
nom des auteurs.

En supplément à ce numéro : un bulletin de réabonnement, un feuillet d'autorisation de prélèvement automatique, un dépliant Énergie Partagée.

10-11 mars 2012 : démonstration de **force** du mouvement antinucléaire !

Fukushima : une catastrophe qui ne fait que commencer

Il y a un an, débutait la terrible catastrophe de Fukushima. Un séisme, un tsunami et quatre accidents nucléaires majeurs ont frappé le Japon. Un an a passé, les médias se sont retirés, mais la catastrophe ne fait que commencer. Les réacteurs de la centrale de Fukushima-Daiichi ne sont toujours pas sous contrôle, ils continuent de disperser des radioéléments dans l'environnement, et restent à la merci d'un prochain séisme.

Dans la préfecture de Fukushima, l'"ennemi invisible" de la radioactivité est à l'œuvre ; pernicieux, silencieux, inodore, incolore... Et les conséquences vont rapidement se faire sentir. Des gravats radioactifs sont disséminés partout. Le sol, l'eau, les aliments, sont contaminés. On autorise à nouveau la vente de riz pollué par le césium-137 et les mesures prises pour protéger les enfants sont dérisoires.

Partout c'est l'électrochoc, sauf en France...

Dans le monde entier, la catastrophe de Fukushima a provoqué un électrochoc. Et très vite, plusieurs pays européens ont réagi : la Suisse a décidé de sortir du nucléaire ; l'Allemagne et la Belgique ont accéléré leur plan de sortie et l'Italie a confirmé par référendum qu'elle ne recourrait plus à cette énergie. À l'international, de nombreux projets de réacteurs ont été reportés ou annulés et les commandes d'Areva sont en berne.



Mais les responsables politiques français, eux, persistent et signent : il n'est pas question de toucher au fleuron de l'industrie française. Dans les jours qui ont suivi la catastrophe et tout au long de cette année, le lobby et le gouvernement ont multiplié les déclarations lénifiantes et mensonges éhontés sur la prétendue sûreté de nos centrales.

Réagir pour ne plus subir...

Face à ce déni et devant la surdité des responsables politiques, des habitants de la vallée du Rhône ont décidé de réagir. Réagir, pour ne plus subir. Pour la plupart, ils n'étaient pas des militants antinucléaires, mais ils vivent aux pieds des centrales et la catastrophe de Fukushima les a interpellés, elle les



© Guillaume de Crop - fotographe@laposte.net

a profondément marqués. Ils se sont alors lancés dans un pari que tout le monde estimait fou : mobiliser tout autour d'eux tous ceux qui souhaitent un avenir sans nucléaire pour former une chaîne humaine sur 235 km, entre Lyon et Avignon, dans la région la plus nucléarisée d'Europe. Pour mener de front ce projet, ils se sont regroupés autour d'un collectif, la RECH : "réaction en chaîne humaine". Et ils ont convaincu les associations antinucléaires de la région, le Réseau "Sortir du nucléaire", nos partenaires et soutiens, et vous tous qui nous avez rejoints dans ce pari. Au nom de toute l'équipe du Réseau "Sortir du nucléaire", nous tenons ici à les en remercier.

Une réaction en chaîne humaine pour sortir du nucléaire !

Grâce à eux, c'est une véritable réaction en chaîne humaine qui s'est engagée contre la réaction en chaîne !. Pour préparer cette grande mobilisation, des dizaines d'événements et chaînes locales ont été organisés partout en France. Les partenaires ont afflué. Des associations comme Greenpeace et le syndicat Sud-Rail nous ont prêté main forte dans l'organisation. Nous avons swingué au son de Sanseverino, et des artistes tels que Karpatt, Les Fils de Teuphu ou Léoparleur ont ré-interprété, à leur manière, la chanson "Monsieur le Président", mise à notre disposition par la cohérite Boris Vian. Des scientifiques et des personnalités se sont associés à nous, à l'instar de Stéphane Hessel qui a appelé à s'insurger contre le nucléaire.

Et c'est un moment historique que nous avons vécu. Répartis sur 10 tronçons et emmenés par plus de 800 bénévoles (organisateurs de départs groupés, référents tronçons et parking, vendeurs ambulants, vigilants à vélo...), plus de 140 cars et 60 000 personnes, habitants de la vallée du Rhône ou militants venus de toute la France, ont déferlé sur la

Notes :

1 : Processus qui conduit l'énergie dans le cœur des réacteurs nucléaires.



© Joël Query

La chaîne humaine entre Feyzin et Saint Symphorien d'Ozon (69).

Nationale 7, formant ainsi la plus grande chaîne humaine jamais réalisée dans notre pays.

Ce dimanche 11 mars, nous nous sommes toutes et tous donné la main, en solidarité avec le Japon et pour montrer aux habitants de Fukushima qu'on ne les oublie pas. Et en déroulant cette chaîne humaine, nous avons montré que nous étions prêts à nous mobiliser par dizaines de milliers pour reprendre en main notre avenir énergétique. Un moment historique pour le mouvement anti-nucléaire qui marque un tournant pour notre lutte commune.

Des maillons supplémentaires partout en France

Au cours du week-end, nous avons également dénombré des dizaines d'évènements, organisés en écho ou en parallèle de cette grande action. Des débats, d'abord, comme aux Vans (07), à Flamanville (50) ou encore à Avignon (84), où une conférence, avec des intervenants venus de toute la France a permis d'apporter une information libre et objective sur l'ensemble de la problématique nucléaire. Des chaînes locales ensuite, rajoutant ainsi de nombreux maillons à la grande chaîne, à Alençon (61), Amiens (80), Angoulême (16), Arras (62), Bayonne (64), Bordeaux (33), Conflans Saint Honorine (78), Dijon (21), La Rochelle (11), Le Faou (29), Lille (59), l'île d'Yeu (85), Nantes (44) et Saint-Malo (35). Des rassemblements et manifestations de toutes formes, enfin, sur deux jours ou simplement de quelques minutes : à Cahors (46), Chalons-en-Champagne (51), Chaumont (52), Dieppe (76), Fécamp (76), Fessenheim (68), Fougères (35), Lannion (22), Le Havre (76), Montreuil (93), Metz (57), Niort (79), Paris (75) devant l'ASN, l'ambassade du Japon, à la gare du Nord ou encore devant l'Hôtel de Ville, Poitiers (86), Parthenay (79), Rouen (76), Saint-Nazaire (44), Vitry (35).



© Xavier Rabilloud

Toutes les générations étaient représentées lors de la chaîne humaine !

Devant la centrale nucléaire de Cruas (Ardèche), des antinucléaires portent le message de paix de la "couverture vivante" (www.couverturevivante.org), gigantesque patchwork composé de milliers d'autoportraits / messages confectionnés par des femmes et des hommes du monde entier.



© Martin Leiris - www.martinleiris.com

Dans l'ouest, on s'est également déchaîné contre les THT : à Ernée (53), Villedieu (50) et Lapenty (50), où des militants ont déboulonné des pylônes en construction de la ligne Cotentin-Maine. À 15h36, heure de la première explosion à Fukushima-Daiichi une onde des tambours s'est propagée dans plusieurs villes françaises. À Paris, aux alentours de midi, une dizaine de personnes a pris l'antenne de France Inter pendant quelques minutes, tandis qu'entre 19h55 et 20h00 le soir du 11 mars, 20 à 30 000 personnes ont, pendant 5 minutes, éteint leurs lumières contre le nucléaire.



© Guillaume de Croc - fotographe@laposte.net

Des manifestations et des commémorations... partout dans le monde !

Au-delà de nos frontières, l'appel à chaîne humaine a été entendu jusqu'en Amérique Latine : à Buenos Aires, Rio de Janeiro et Sao Paulo. Des manifestations et marches ont également eu lieu à Taïwan, à Oulan Bator en Mongolie, en Australie, en Suède, en Inde, aux États-Unis, en Pologne, en Suisse, en Belgique et en Espagne. En Grande-Bretagne, plusieurs centaines de militants ont occupé la centrale nucléaire désaffectée d'Hinkley Point. En Allemagne, 25 000 manifestants se sont rassemblés en 5 lieux du pays et autant de personnes ont formé une chaîne de lumière à proximité du centre d'enfouissement de déchets de Asse.

Un an après le triple accident qui l'a frappé, le Japon a quant à lui pleuré ses morts. Une minute de silence a été observée à 14h46, heure du déclenchement du séisme le 11 mars 2011. Des commémorations ont eu lieu dans tout le pays. Près de 14 000 Japonais ont encerclé la Diète (Parlement) pour protester contre l'inaction du gouvernement et demander une sortie totale du nucléaire. Et à 60 kilomètres de la centrale accidentée de Fukushima, 16 000 personnes, principalement des anciens habitants de la zone évacuée, se sont retrouvées dans un stade à Koriyama, en présence du prix Nobel de littérature Kenzaburo Oé, une des figures du mouvement anti-nucléaire nippon. Tous mus par une même conviction : le Japon, dont le dernier réacteur encore en marche sera arrêté pour maintenance au printemps, doit tirer un trait définitif sur le nucléaire.

Charlotte Mijeon et Laura Hameaux

Après la mobilisation historique du 11 mars, poursuivons notre action !

Ce dimanche 11 mars, nous étions 60 000 à former une immense chaîne humaine entre Lyon et Avignon. Au cours du week-end nous avons également dénombré des dizaines d'initiatives pour la sortie du nucléaire en France : chaînes humaines locales, rassemblements, actions de protestation ou d'information, au moins 5 000 maillons supplémentaires ont ainsi été ajoutés lors de ce week-end d'actions. Une journée historique pour la lutte antinucléaire.

La chaîne humaine dans la Vallée du Rhône est une éclatante démonstration de force et nous a prouvé que nous pouvions rassembler bien au delà des convaincus et faire descendre nos amis et voisins et notre famille dans la rue. Alors que les élections présidentielles approchent à grand pas, nous venons d'envoyer un message fort aux candidats : "Nucléaire, nous ne voulons plus subir, nous voulons en sortir !"

Mais soyons lucides, une seule grande et belle action ne suffira pas. Il nous faut transformer l'essai et ancrer ce vaste mouvement populaire dans la durée. Les semaines et mois à venir seront cruciaux pour notre lutte et nous devons amplifier notre action : informer, sensibiliser et accentuer la mobilisation.

Notez vite les prochains rendez-vous à ne pas rater !

26, 27, 28 et 29 avril 2012

Tchernobyl, Fukushima : plus jamais ça !

Alors que le 26 avril prochain la catastrophe de Tchernobyl entrera dans sa 26ème année et que celle de Fukushima ne fait que commencer, en France, sous le poids du lobby, les partis dominants demeurent sourds à nos revendications. C'est pourquoi nous lançons un nouvel appel à mobilisation : nous vous proposons quatre journées d'actions décentralisées, du jeudi 26 au dimanche 29 avril, précisément entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Du 26 au 29 avril – Tchernobyl, Fukushima : plus jamais ça !

**Journées d'actions internationales
Formons des chaînes humaines
pour sortir du nucléaire
partout en France et dans le monde**

◆ Rejoignez la chaîne humaine la plus proche de chez vous ou organisez-en une à proximité d'une installation nucléaire ou au départ d'un lieu symbolique (préfecture, agence EDF ou AREVA...)

◆ Il n'y a pas de chaîne humaine près de chez vous ? Mettez en place une action "porteur de parole" pour que chacun-e puisse se réapproprié la question énergétique, trop longtemps confisquée

par des élites coupées du monde. Le principe ? Installer dans une rue passante des panneaux avec de simples questions, pour provoquer la discussion et le débat avec les passants.

◆ Diffusez massivement nos revendications en commandant des tracts et documents, et affichez les couleurs antinucléaires à l'aide de banderoles, drapeaux, badges et autocollants.

Mai et juin 2012 :

faisons pression sur les candidats aux législatives pour obtenir une loi de sortie du nucléaire

Aux alentours de la mi-mai, nous connaissons la composition du nouveau gouvernement et la campagne pour les élections législatives battra son plein. Nous le savons, l'Assemblée Nationale est truffée de députés pro-nucléaires, pris dans une étroite collusion avec l'industrie nucléaire. Ce déni de démocratie a assez duré !

Sur notre site, vous pourrez découvrir une "liste noire" des candidats les plus proches de l'industrie nucléaire, pour vous aider à y voir clair et à dénoncer, à nos côtés, ces nombreux conflits d'intérêts. Nous mettrons également à votre disposition des outils et idées de mobilisation pour faire pression sur les candidats à la députation. Objectif : obtenir une loi de programmation de sortie du nucléaire et de réorientation de la politique énergétique.



Le relai principal de notre action, c'est vous !

Pour mener à bien toutes ces actions, des associations locales s'activent sans relâche sur le terrain. Vous partagez nos idées ? Alors rejoignez un des nombreux groupes du Réseau près de chez vous. Il n'y en a pas ? Créez-en un ou devenez relai local. Contactez-nous : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts des derniers mois. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Laura Hameaux, coordinatrice des groupes et actions.
Courriel : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr – Téléphone : 06 85 23 05 11

Bure 2012 : année atomique

Face au projet d'enfouissement de déchets radioactifs, on se démène à Bure ! Les travaux de la Maison de Résistance à la poubelle nucléaire avancent à grands pas et les actions et projets d'actions se multiplient.

Marie, nouvelle résidente de la Maison de Bure, a pris ses quartiers depuis le début du mois et plusieurs militants se relaient à ses côtés afin de faire vivre le lieu : bénévoles de passage, voisins et amis, co-présidents de Bure Zone Libre, etc.

D'ailleurs... n'oubliez pas que cette Maison a vocation à accueillir tous ceux qui souhaitent s'opposer aux projets d'enfouissement et au nucléaire en général : amis lecteurs, vous y êtes les bienvenus !

Passez-nous juste un petit coup de fil ou envoyez-nous un mail pour prévenir de votre arrivée.

Alors, à bientôt à Bure !

Les travaux de la Maison et de la salle multi-activités avancent

La salle multi-activités, en construction depuis près de trois ans, sera bientôt en état d'usage après de nombreuses difficultés et de non moins nombreux rebondissements. BZL espère bien obtenir pour cette salle la norme ERP (Établissements Recevant du Public) qui permettra d'accueillir le public non-militant, notamment les scolaires, dans de bonnes conditions.

De nombreuses actions militantes prévues dans les mois à venir

◆ Diffusion active des travaux du géologue Antoine Godinot sur le potentiel géothermique du sous-sol meusien, argument de taille pour contrecarrer le projet.

◆ Déplacement à Gorleben, en Allemagne, à l'occasion d'une action francophone au mois d'avril (plus d'infos à la fin de cette rubrique), afin de tisser du lien et de se former à l'action en vue des prochaines échéances à Bure.

◆ Poursuite du "Tour de France de Bure" afin de faire connaître la problématique de l'enfouissement et de préparer le débat public prévu en 2013. Vous souhaitez organiser un débat, une conférence ou une projection sur le sujet, contactez-nous et nous nous déplacerons !

◆ Re conduite d'une nouvelle édition du "Festival de Bure" : plus d'infos dans le prochain numéro !

◆ Nombreux événements prévus au niveau local : conférences, projections, blocages et rassemblements...

Une mobilisation capitale pour préparer et dénoncer le débat public de 2013

Vous avez dit débat public ? Disons plutôt simulacre de démocratie, organisé pour la deuxième fois à Bure. Pourquoi un second débat public, qui n'a aucun caractère contraignant mais s'apparente en réalité à une enquête d'opinion, au lieu du référendum réclamé depuis 2007 par 40 000 Meusiens et Hauts-Marnais ?

Il n'y aura pas de justice, juste nous : il n'y a que nos efforts qui feront considérer CIGEO (Centre industriel de stockage géologiques pour les déchets HA et MA-VL) comme inacceptable, car d'un point de vue légal et administratif, il sera toujours dans les clous. Alors mobilisons-nous afin que le projet de l'ANDRA et ses 300 000 mètres cubes de colis HA et MA-VL (Moyenne et Haute Activité – Vie Longue) se retrouvent sous le feu des projecteurs d'ici 2013...

Infos et contact :
<http://burezoneblog.over-blog.com>
leherissonvengeur@gmail.com

09 54 10 57 11

Un nouveau collectif en Eure-et-Loir

Depuis quelque temps en Eure-et-Loir (28), des citoyennes et citoyens se retrouvent pour réfléchir aux moyens d'action pour promouvoir l'arrêt du nucléaire en France et dans le monde. Ces personnes sont persuadées que le débat sur le nucléaire doit être mis sur la place publique pour que toutes et tous s'emparent de cette question cruciale. Déterminées à ouvrir le débat pour sensibiliser et convaincre qu'il y a des futurs possibles grâce aux économies d'énergie et aux renouvelables, une dizaine d'entre elles ont tenu un stand d'information dans le centre-ville de Chartres, toute la journée du samedi 11 février 2012. Malgré le froid hivernal, elles ont tenu bon et sont bien décidées à renouveler ce type d'action. Présent dans la vallée du Rhône le 11 mars pour la chaîne humaine, ce



nouveau collectif envisage d'occuper à nouveau le terrain les 11 avril, 11 mai et 11 juin 2012, avec à chaque fois des actions différentes. Vous habitez le département ? Rejoignez vite le groupe !

Contact : stop.nucléaire28@voila.fr



© Jean-David Aubert

Ça tourne rond mais pas en rond chez SDN Bugey

Depuis quelque temps, aux alentours du 11 de chaque mois - en référence à Fukushima - les membres du collectif SDN Bugey occupent un rond-point dans la zone d'activité commerciale d'Ambérieu-en-Bugey (à 25 km de la centrale). Ils y restent en général toute la matinée, équipés de combinaisons et de masques et y installent des panneaux et banderoles avec des slogans percutants. Comme nous l'a rapporté un des militants du groupe "l'avantage du rond-point, c'est que l'on touche deux mille automobilistes sur la matinée et en direct - sans parler des articles dans les journaux - et les gendarmes nous laissent une relative carte blanche !". Des amateurs ?

Contact : SDN Bugey - Joël Guerry
guerry51@orange.fr — 04 74 34 06 01



DR

Une association "Négajoule" pour contrer le Mégajoule

Le Laser Mégajoule, ou LMJ, est un des principaux éléments du programme militaire français "Simulation". Ce programme, mené par la Direction des applications militaires du CEA, au Barp en Gironde, est présenté dans les discours officiels comme un simple instrument de recherche pour maintenir la force de dissuasion nucléaire après l'arrêt définitif des essais dans le Pacifique. Sa véritable finalité est en fait la mise au point d'une nouvelle génération d'armes nucléaires. Preuve en est l'absence de ce type d'installation (à part aux USA) chez les autres pays détenteurs de l'arme nucléaire : leur simulation est faite par informatique ! Initialement prévue pour la fin 2011, son entrée en service a été reportée à plusieurs reprises et devrait avoir lieu en 2014, soit 20 ans après l'annonce du programme.



Pour contrer ce projet pharaonique et complètement fou, une association, Négajoule, a été créée à la fin de l'année dernière et a rapidement rejoint notre fédération. De nombreuses actions sont d'ores et déjà prévues : interpellation des élus avec demande expresse de réponses motivées qui seront ensuite rendues publiques ; veilles sur place, rendez-vous avec le Directeur de Mégajoule pour demander officiellement l'arrêt du chantier ; alerte des populations sur la dangerosité des essais et surtout action en justice contre l'État français pour violation des traités internationaux de non-prolifération et poursuite des recherches sur l'armement nucléaire. Chaque année, Négajoule commémorera Hiroshima et Nagasaki avec, entre autres, dépôt de couronnes de fleurs au nom des victimes du nucléaire militaire. Cette année l'action aura lieu le 5 août.

Contact : Jean-Marc Louvet
negajoule1@gmx.fr — 06 62 70 98 50

Zero Watt ! "Y va faire tout noir"... PARTOUT !

Ça y est, le Clan du néon et les Déboulonneurs ont enfin fait des petits ! Nous avons l'honneur de vous annoncer la création de l'initiative Zero Watt qui vous propose rien de moins que de lutter contre le gaspillage énergétique ET le matraquage publicitaire. Oui, oui, les deux à la fois ! Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il n'est pas acceptable qu'un panneau lumineux puisse consommer plus d'électricité qu'une famille de quatre personnes, ou que la vitrine d'un magasin fermé reste allumée inutilement simplement pour rendre visibles ses produits également la nuit.

Voilà ce qui se cache derrière les pubs : une douzaine de tubes d'éclairage qui consomment 6,9 kWh en une nuit, soit autant qu'une famille en 24h !



Le 13 janvier dernier, 25 "extincteurs", répartis en quatre groupes, ont parcouru les rues de Niort, afin d'éteindre le superflu et d'affiner les techniques d'extinction. Sans dégradation et dans la bonne humeur. Le lendemain, ils tenaient un stand, afin d'expliquer l'action. Après cet essai concluant, Zero Watt propose à toutes les personnes motivées d'organiser des soirées "chasse au gaspillage électrique", comme ce fut le cas le 16 mars dernier, où plusieurs villes de France se sont mobilisées.

Vous ne savez pas comment faire ? Pas de panique, ils ont tout prévu, et surtout un site internet, très bien fait, dans lequel toutes les techniques pour éteindre enseignes, panneaux lumineux, sucettes publicitaires sans les dégrader vous sont présentées, photos à l'appui. Éteindre ces lumières est un acte légitime de désobéissance civile... et de bon sens ! Zero Watt pour la pub ! On éteint tout !

Retrouvez tous les détails pour organiser cette action sur <http://zerowatt.c.la>

Et n'oubliez pas de leur signaler votre action dans la rubrique contact.

Ligne THT déboulonnons des boulons, encore déboulonnons !

À grand renfort d'articles dans la presse, RTE (Réseau de Transport d'Electricité) fait la promotion de son chantier de la ligne à très haute tension (THT) Cotentin-Maine. Le terrassement des accès et des plates-formes de montage des pylônes avance à grand pas, les premières fondations sont posées, les



premiers pylônes sont déjà assemblés au sol et commencent à être dressés, tandis que les arbres sont écimés ou abattus. Mais localement la résistance s'organise. Certains élus, notamment les maires du Chesfresnes et de Chèvreville (Manche), résistent toujours et lors de l'Assemblée du 14 janvier 2012 à Coutances, a été décidée la mise en place des "dimanches du Chefresne": un moment de rencontres, de discussion et de préparation des actions à venir. Depuis, de nombreuses visites de chantier, randonnées sous les pylônes, actions de déboulonnage avec dépôt des boulons devant les préfectures et les sièges des journaux locaux ont eu lieu.

Pour plus d'informations et prendre part aux actions :
<http://www.stop-tht.org>
<http://valognesstopcastor.noblogs.org>
<http://pylones.noblogs.org>

Toutes les infos sur l'Assemblée générale 2012 !

Découvrez tous les documents de l'Assemblée générale du Réseau "Sortir du nucléaire" qui s'est déroulée les 28 et 29 janvier 2012 à Angers, en vous rendant sur le site : <http://ag.sortirdunucleaire.org>

Vous pourrez notamment y lire le rapport financier, le rapport moral, le compte rendu avec les décisions importantes... Vous pouvez aussi nous demander ces documents sur papier en nous écrivant ou en nous téléphonant au 04 78 28 29 22.

Vous souhaitez dynamiser la lutte antinucléaire dans votre région ? Contactez-nous !

Afin de permettre à chaque groupe et militant-e antinucléaire de rencontrer les autres associations et militant-e-s de sa région, de créer du lien, de construire des actions communes et de mettre en place des dynamiques régionales, nous vous proposons d'organiser des rencontres près de chez vous. Entre le mois de janvier et de février, les régions Centre, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et PACA nous ont accueillis. Dans les mois à venir, d'autres journées sont prévues. Contactez-nous, nous les préparerons volontiers à vos côtés !

Contact : Laura Hameaux,
laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr



Le nucléaire, symptôme d'une démocratie défailante

Alors qu'une écrasante majorité de Français-e-s se prononce désormais contre le nucléaire, il est vraisemblable qu'à l'élection présidentielle ils et elles seront une écrasante majorité... à voter pour des candidat-e-s pronucléaires. Comment expliquer ce décalage autrement qu'en pestant contre le "manque de cohérence des gens" ? La raison est à chercher non pas dans le manque de vertu politique des électeurs et électrices, mais dans la manière dont elle est sollicitée, à travers le processus de la représentation. Cela nous emmène vers un détour historique...

L'invention du gouvernement représentatif

Quand les constituants français reprirent à leur compte au XVIII^e siècle l'idée de démocratie, ils avaient à leur disposition des descriptions précises du gouvernement grec : prise de décision en assemblée par l'ensemble du corps des citoyens¹, magistrats tirés au sort, défraiment indispensable à la présence des citoyens qui travaillaient, etc. Mais ils inventèrent le processus de la représentation, contre la démocratie et pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec la plus grande taille des communautés modernes².

Permettre à la voix du peuple de s'exprimer à condition que ce soit à travers celle d'un homme qui aura été jugé plus digne que la moyenne de ses concitoyens, c'est introduire dans le suffrage une dimension à proprement parler aristocratique³ où l'élection est sélection. Les fondateurs du gouvernement représentatif ont théorisé le caractère mixte, entre aristocratie et démocratie, du régime qu'ils ont inventé.

Ce furent d'abord des notables, puis des cadres de partis politiques, qui profitèrent ainsi de la sélection, dont on peut douter qu'elle amène sur le devant de la scène les personnalités les plus brillantes et les plus visionnaires de la société... Mais il reste que ces personnes, une fois élues, sont investies d'une responsabilité très particulière vis-à-vis des enjeux de l'époque.

Le nucléaire, un objet politique aristocratique

Le fossé qui se creuse entre l'opinion générale et la vision des responsables politiques tient à plusieurs raisons. La première est sociologique : par leur sexe, leur âge, leur éducation et leur milieu socio-professionnel, les élu-e-s représentent (au sens de "donner image") bien mal le corps électoral. Celui qu'on retrouve majoritairement dans les assemblées, par la magie de la représentation et de la sélection au sein des partis, c'est l'homme blanc vieillissant (âge moyen des députés : 59,8 ans), qui a fait son éducation dans le monde radieux des années 1950 ou 1960, où le Progrès nous apporterait tout le confort imaginable et où une noisette d'uranium (français !) donnerait de l'énergie (gratuite !) pendant un an à une ville de 100 000 habitant-e-s.



© Benoît Facchi - www.cliche-bf.fr

Cet homme-là est structurellement moins sensible aux questions environnementales que le sont les femmes et les plus jeunes⁴. L'élue responsable ne comprend d'autre part la lutte antinucléaire que comme une peur irrationnelle et émotionnelle de l'accident. Devant assumer son devoir au-dessus de ces faibles passions, il ou elle est tenu-e de la négliger dans son analyse politique.

Ajoutez à cela certaines – plus anecdotiques – particularités françaises (le scrutin majoritaire, qui laisse difficilement surgir des forces politiques neuves, et des liens souvent étroits avec l'oligarchie énergétique), et vous avez là les raisons qui font que la plupart des élu-e-s se refusent à céder à l'impulsion générale de sortie rapide du nucléaire.

Nous continuons néanmoins à les élire, sur le malentendu du mandat imprécis qui est l'essence même de la représentation. Même si le nucléaire s'est imposé dans la campagne, le cœur des programmes (qui détermine les choix électoraux) reste pour la plupart des Français-e-s les questions socio-économiques. Voilà pourquoi, tant que nous ne serons pas consulté-e-s spécifiquement sur le nucléaire⁵, nous continuerons à donner malgré nous aux élu-e-s pronucléaires ce qu'ils et elles pensent être des mandats pour continuer leur œuvre. Comme si de rien n'était.

Aude Vidal

Retrouvez ces analyses, plus détaillées, sur le site <http://blog.ecologie-politique.eu/category/Democratie> et dans une brochure (32 pages, petit format).

Notes :

1 : Les exclusions du titre de citoyen sont bien connues, nous n'insisterons pas dessus.

2 : La preuve étant que les outils de la démocratie directe (mandat impératif, tirage au sort) ont été écartés alors qu'ils étaient utilisables dans des États modernes.

3 : Au sens du mot grec *aristos*, meilleur. Nous n'employons pas ici le mot *oligarchie*, qui fait florès ces jours-ci, parce qu'il ne contient aucune dimension morale et ne permet pas de comprendre l'essence du gouvernement représentatif.

4 : Depuis des décennies déjà, de nombreuses enquêtes d'opinion montrent que les Français-e-s se disent majoritairement volontaires pour arbitrer en faveur de l'environnement, serait-ce aux dépens de l'économie.

5 : Ce peut être à travers un référendum ou une consultation de personnes tirées au sort, qu'on appelle une conférence de citoyen-ne-s. La seconde réunie en France, au début des années 2000, sur le thème de l'énergie, est arrivée à la conclusion consensuelle que nous devons abandonner l'énergie nucléaire... Ses conclusions sont restées lettre morte.

Nucléaire : qu'en pensent les candidats ?

Ça n'a pas pu vous échapper : ces derniers mois, les candidats de tous bords redoublent de ferveur pour démontrer leur aptitude à occuper la fonction suprême. Fukushima oblige, ils doivent se positionner en matière d'énergie, et de nucléaire – civil, comme militaire – en particulier. À quelques semaines du premier tour des élections présidentielles, le Réseau "Sortir du nucléaire" met leur sens des responsabilités à l'épreuve de cette question cruciale : des partisans de la sortie aux inconditionnels de l'atome, tour d'horizon des candidats (par ordre alphabétique).

Nathalie Arthaud, Lutte Ouvrière

Pour Nathalie Arthaud, le danger de la technologie est conditionné par son mode de gestion. "Je pense que la menace [nucléaire] est décuplée du fait de la gestion capitaliste qui en est faite", déclare la candidate de Lutte Ouvrière. "À la question "faut-il sortir du nucléaire ?", je réponds qu'il faut sortir du capitalisme."



Le désarmement nucléaire ne semble pas non plus le sujet de prédilection de LO : "Les armes de destruction massive, nucléaires ou non, constituent un danger permanent ; comme en constitue un la prolifération des armes classiques. Le problème de l'armement n'est pas dans son caractère nucléaire mais dans l'irresponsabilité de ceux qui dirigent la société."

Plus d'infos sur <http://www.nathalie-arthaud.info>

François Bayrou, Mouvement Démocrate

Avec François Bayrou, les choses... ne sont pas claires : "Ou bien le nucléaire est dangereux et il faut fermer toutes les centrales ; ou bien il y a des assurances de sécurité, auquel cas il n'y a aucune raison de fixer un calendrier politique de fermeture des réacteurs", déclarait-il encore il y a quelques semaines.

En 2006, Bayrou s'est opposé à l'enfouissement à Bure ; pour autant, il ne souhaite pas la fermeture

de Fessenheim : "Si l'ASN dit qu'on peut la laisser ouverte, au moins que l'on se fie à son avis", affirmait-il en janvier dernier.

Bayrou délaisse complètement la question, qui ne semble pas vraiment l'intéresser. La position du Modem sur le sujet est donc majoritairement couverte par Yann Wehring, le responsable environnement du Modem. Il déclarait ainsi, en octobre dernier : "il ne faut pas partir du principe "on va arrêter le nucléaire", mais réfléchir au niveau d'effort que l'on peut faire. Si, par une plus grande efficacité énergétique et un développement des énergies renouvelables, on peut répondre aux défis à une échéance moyenne (2030) ou longue (2050), alors on aura réussi notre objectif de réduire les énergies fossiles et le nucléaire. Mais si on commence par dire "pour ou contre le nucléaire", on va avoir un débat stressant, dogmatique, diviseur."

Au final, il "demande [aux écologistes d'EELV] d'arrêter de se focaliser sur des symboles qui ne servent à rien. Faisons tous les cinq ans des rendez-vous de type Grenelle de l'énergie pour faire le point : si on a fait tant d'effort, cela signifie que l'on peut fermer une centrale ou deux".

François Bayrou est par ailleurs visiblement favorable au maintien de la dissuasion nucléaire, comme l'indique sa visite à la base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de l'île Longue le 23 janvier dernier.

Plus d'infos sur : <http://www.bayrou.fr>

Jacques Cheminade, Solidarité et Progrès

Scientiste convaincu, Jacques Cheminade mérite probablement la palme du candidat le plus nucléocrate.

Pour lui, sortir du nucléaire aurait les mêmes conséquences que si les hommes des cavernes, en leur temps, avaient renoncé à utiliser le feu : "renoncer aujourd'hui à appliquer les découvertes relativement les plus avancées de la science [ndlr : à savoir le nucléaire, dont il parle dans la phrase précédente] serait comme si les premiers hommes avaient renoncé au feu. Au contraire, c'est la dynamique de la création humaine qui doit être notre pari. Sans elle, hier nous en serions restés à l'âge de pierre."



C'est un ardent défenseur de l'EPR, mais surtout de la "quatrième génération" (les réacteurs au plutonium), de la fusion thermonucléaire (il a d'ailleurs créé une Fondation pour l'énergie de Fusion) et des réacteurs au thorium. Promoteur d'une "économie isotopique", il considère la physique nucléaire comme la pierre philosophale qui garantira à l'espèce humaine une expansion infinie et sortira le Tiers-Monde de la misère : "il s'agit pour l'homme de dépasser la vision d'une terre composée de ressources en quantité finie et d'assumer sa responsabilité de créateur de ressources nouvelles nécessaires à maintenir une population mondiale en croissance, à un taux constamment supérieur de production et de consommation physiques par tête." N'allez surtout pas lui parler d'économies d'énergie !



Parmi ses grands projets d'avenir "nécessaires pour un décollage de l'humanité", citons "des centrales nucléaires mobiles sur barges, pour apporter un "input" dans les régions les moins favorisées, des villes se développant autour d'une centrale nucléaire, les "nuplexes", pour lancer d'urgence de grands centres urbains", "des centrales sous-marines et le recours à la fusion thermonucléaire pour cette grande aventure de l'humanité que sera l'exploration spatiale".

Pour Jacques Cheminade, en matière de défense, "l'arme atomique reste notre principal atout" et sa modernisation doit être accélérée. La priorité doit être donnée aux armes laser (comme le laser Mégajoule) et à "bouffée de particules".

Plus d'infos sur <http://www.cheminade2012.fr/>

Nicolas Dupont-Aignan, Debout la République

La sortie du nucléaire n'est pas vraiment le thème de prédilection du candidat de Debout la République.

Lorsqu'il était député, il avait déjà eu l'occasion d'afficher son soutien à une énergie qui, pour lui "[offrait] les meilleures garanties en terme de protection de l'environnement, de quantité de production d'énergie et de sécurité", ainsi qu'au programme EPR. Notons cependant qu'il s'était prononcé pour un moratoire sur l'enfouissement des déchets.

Dans les semaines suivant la catastrophe de Fukushima, il réclamait la tenue d'un référendum

portant non sur le nucléaire en tant que tel, mais sur la libéralisation du secteur.

Le volet de son programme consacré à l'énergie propose uniquement d'organiser des "États Généraux de l'Avenir Énergétique" pour "orienter notre avenir énergétique à long terme en prenant en considération [...] le prix, l'indépendance, la sûreté et l'impact sur l'environnement."

Enfin, Nicolas Dupont-Aignan se prononce pour le maintien de la dissuasion nucléaire.

Plus d'infos sur <http://debout-la-republique.fr/>

François Hollande, Parti Socialiste

Pour le Parti Socialiste, l'émoi de Fukushima est désormais bien loin. La ligne imposée par François Hollande n'a plus rien à voir avec la sortie du nucléaire jadis portée par Martine Aubry ou Ségolène Royal.

Afin de "sortir de la dépendance du nucléaire", le candidat PS a proposé une réduction de la part du nucléaire, pour la ramener de 75 à 50 % du mix électrique national d'abord d'ici 2025, puis "2025-2030"... qui dit mieux ? Le "pragmatisme" avancé par le PS se révèle un dangereux immobilisme : d'ici 2030, tous les réacteurs du parc nucléaire existant (à l'exception de Civaux) auront dépassé les 30 ans, et 49 auront dépassé les 40 ans !

Il était déjà difficile d'imaginer comment se concrétiserait cette réduction de la part du nucléaire au regard de la volonté de François Hollande de "préserver la construction d'un EPR" à Flamanville - l'EPR en projet à Penly, lui, serait annulé. Début janvier, par la voix de son porte-parole, le candidat PS a annoncé qu'il ne comptait pas respecter l'accord signé avec EELV impliquant la fermeture de 24 réacteurs et qu'il ne fermerait que Fessenheim durant son mandat.



Les choses sont maintenant claires : soit François Hollande compte laisser à son successeur le soin de réaliser cette réduction de la part du nucléaire pendant la période 2017-2025, soit il se contrefiche complètement de ses promesses — et des 85 % d'électeurs du PS favorables à la sortie du nucléaire.



Ajoutons à cela que le Parti Socialiste reste attaché au très polluant "retraitement" des déchets nucléaires à La Hague, et à la production du MOX, un dangereux combustible contenant du plutonium. On relèvera que c'est Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande, qui s'est fait le porte-voix d'Areva lors des négociations avec EELV pour plaider pour le maintien de cette technologie.

Enfin, François Hollande a rappelé fin décembre 2011 son attachement sans faille à l'arme nucléaire : "Même si elle ne doit jamais cesser de s'adapter, je serai le garant de la capacité de dissuasion nucléaire de la France. C'est une prérogative spécifique du président de la République : je la revendique et l'assume pleinement".

Les choses sont claires : la sortie du nucléaire ne fait clairement pas partie du programme de François Hollande.

Plus d'infos sur <http://francoishollande.fr>

PS : Le 26 janvier 2012, le Réseau "Sortir du nucléaire" a interpellé le pôle écologique du Parti Socialiste sur sa vision de la "réduction de la part du nucléaire" (retrouvez le courrier sur notre site, rubrique Campagne 2012). À ce jour, aucune réponse ne nous a été apportée.

Éva Joly, Europe Ecologie Les Verts

Malgré l'échec de l'accord PS/EELV (que vous pouvez retrouver sur notre site web, rubrique Campagne 2012), Éva Joly reste intransigeante sur la sortie du nucléaire : "Ce n'est pas une position de principe, mais un impératif et nous pouvons décider ensemble et dès demain d'éloigner définitivement ce péril". Elle plaide pour une fermeture du dernier réacteur à échéance 2030, sans extension de durée de vie. "On ne pourra pas à la fois investir 60 milliards d'euros pour prolonger la durée de vie des réacteurs et développer en même temps les énergies renouvelables". EELV propose de créer 500 000 nouveaux emplois d'ici 2020 grâce à une transition énergétique reposant sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, tout en luttant contre la précarité énergétique.

Pour remédier à la perte d'emplois dans le nucléaire, EELV propose de créer une filière industrielle dans le démantèlement.



DR

Éva Joly a apporté son soutien à la Charte pour un Monde Vivable, qui pose comme objectif le désarmement nucléaire mondial, par la renonciation à l'usage et à la prolifération de l'arme nucléaire.

Plus d'infos sur <http://evajoly2012.fr>

Jean-Luc Mélenchon, Front de Gauche

L'évaluation de Jean-Luc Mélenchon s'est avérée plus difficile que pour les autres candidats, dans la mesure où le Front de Gauche réunit deux partis qui montrent de grandes différences culturelles sur l'environnement en général, et le nucléaire en particulier.



DR

Le Parti de Gauche a une position parfaitement claire sur la sortie du nucléaire, inspirée du scénario négaWatt. Leur proposition prévoit une décision immédiate de sortie progressive du nucléaire, par non-renouvellement des réacteurs et arrêt des programmes en cours, avec en parallèle l'élaboration d'un scénario de sortie très rapide mobilisable en temps de crise.

En revanche, le Parti Communiste, en tant que soutien de longue date de tous les programmes atomiques, pose comme principe que le nucléaire n'est plus dangereux dès lors qu'il n'est plus capitaliste.

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche et lui-même partisan de la sortie du nucléaire, ne fait pas mystère de cette opposition : "C'est vrai que c'était une réelle difficulté entre nous. Même dans nos partis : une minorité dans le Parti de Gauche n'est pas d'accord sur l'urgence de la sortie du nucléaire et une minorité au Parti communiste n'est pas favorable au nucléaire, même sécurisé et public", déclarait-il en octobre dernier.

La position médiane adoptée par le Front de Gauche consiste à demander la tenue d'un débat national suivi d'un référendum, pour laisser aux citoyens le soin de trancher. Un consensus existe quant au devenir des travailleurs du nucléaire : le Front de Gauche prévoit la création d'un "pôle 100% public de l'énergie comprenant EDF, GDF, Areva et Total".

Le Parti de Gauche propose de réduire les dépenses liées à la dissuasion nucléaire, notamment aérienne. Quant au PCF, il a toujours été un fervent partisan du désarmement nucléaire.

Plus d'infos sur <http://www.placeaupleuple2012.fr>

Marine Le Pen, Front National

En matière de nucléaire, Marine Le Pen, candidate du Front National, se contente de hurler avec les loups.

En juin dernier, elle affirmait que la sortie du nucléaire était "un objectif qu'il faut avoir à l'esprit parce que c'est une énergie énormément dangereuse (sic)"; cette sortie serait "positive" et "limiterait les dangers pour le monde". À cet instant, elle estimait même qu' "on pourrait consulter les Français". Quelques mois après, une fois Fukushima disparu des écrans de télévision, il ne restait plus grand-chose de ce fugace éclair de lucidité.

Début 2012, le programme écologique du Front National a repris son visage habituel, démontrant un manque flagrant de réflexion sur la question. Le FN plaide à la fois pour une baisse de la part du nucléaire et pour son maintien à moyen terme, en prévoyant le renouvellement des réacteurs et le maintien de l'EPR de Flamanville. Il s'agit de "maintenir l'indépendance énergétique de la France", même si bien sûr, dans les faits, nous importons la totalité de notre combustible nucléaire. Enfin, le FN affirme son soutien au programme ITER.



Sans surprise, le FN plaide pour une importante hausse des dépenses consacrées à la défense et pour "réaffirmer et préciser notre concept de dissuasion nucléaire", cette dernière étant considérée comme "le fondement de notre stratégie de défense". Il estime également qu' "un effort s'impose quant à nos sous-marins d'attaque".

Plus d'infos sur <http://www.marinelepen2012.fr>

Philippe Poutou, Nouveau Parti Anticapitaliste

Le NPA se prononce sans ambiguïté pour une sortie du nucléaire "en dix ans maximum", scénario à l'appui, dans la perspective d'une transition énergétique plus globale.

Pour autant, il estime nécessaire de rendre justice aux travailleurs du nucléaire, et propose l'embauche en CDI de tous les sous-traitants. Il souhaite la mise en place d' "un vrai service public de l'électricité, débarrassé de l'énergie nucléaire, cogéré



par les salariés et les usagers". Le NPA est opposé à ITER, à l'EPR et aux projets d'enfouissement de déchets nucléaires.

Le NPA plaide par ailleurs pour un désarmement unilatéral de la France.

Plus d'infos sur <http://poutou2012.org>

Nicolas Sarkozy, UMP

Sa position a le mérite d'être claire : pour Nicolas Sarkozy, le nucléaire, c'est sacré ! Le nucléaire est "l'intérêt supérieur de la France", il représente le "progrès" face au "retour au Moyen-Âge", déclama-t-il dans son discours de Pierrelatte, en novembre dernier : "on ne va pas retourner à la bougie ! Devons-nous être le seul pays qui tourne le dos au progrès ?".

Il aime par ailleurs se faire le porte-voix des fausses vérités : indépendance énergétique de la France, emploi, infériorité des énergies renouvelables... tous les clichés sont revisités par le président candidat.

Il tient à montrer son attachement à l'EPR, "des réacteurs de nouvelle génération, qui, par nature, sont plus sûrs que les réacteurs plus anciens". Évidemment en faveur du maintien de l'EPR de Penly, il considère le lancement de nouveaux projets en France comme "une condition absolument indispensable pour projeter notre savoir-faire à l'exportation". Il souhaite notamment développer la 4^{ème} génération (réacteurs au plutonium, comme "Astrid").

Même si Nicolas Sarkozy prétend soutenir les énergies renouvelables, les faits ont prouvé que son gouvernement s'est bien plus appliqué à les brider qu'à les développer ; par ailleurs, il ne souhaite en aucun cas qu'elles remplacent le nucléaire.

"Je ne renoncerai pas à l'arme nucléaire", avait-il rappelé en 2010, à Washington, en plein congrès sur le désarmement.

Plus d'infos sur <http://www.lafranceforte.fr>



Information et radioprotection au Japon les citoyens **agissent**

Nous publions ici quelques extraits du rapport "Initiatives citoyennes au Japon suite à la catastrophe de Fukushima" élaboré par l'ACRO (Association de Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest) à la demande de l'Autorité de Sûreté Nucléaire. Le rapport complet (30 pages), d'une lecture aisée et instructive, est librement téléchargeable sur le site www.acro.eu.org

Une information médiatique verrouillée

Pour le quotidien national Asahi, couvrir l'accident de Fukushima est comme couvrir une guerre : les seules informations viennent de TEPCo. La majorité des intervenants sur le site de la centrale accidentée refusent de parler. Le quotidien a réussi à recueillir les confessions de certains d'entre eux, la nuit, sur les parkings, quand les autres dormaient. Ils se plaignaient des conditions de travail terribles, de la crainte de la contamination et de contrôles insuffisants de la radioactivité.

Il n'a pas été possible d'interroger directement le directeur de la centrale. Les images sont aussi entièrement contrôlées par TEPCo qui ne diffuse que ce qu'elle veut. Il n'y a eu qu'un seul voyage de presse sur le site de la centrale avec une sélection très rigoureuse des journalistes.

De même pour la zone évacuée de 20 km. L'Asahi n'a pas pu y pénétrer avant le 25 avril. Des journalistes indépendants y sont allés avant que cette zone ne soit bouclée. Le deuxième voyage dans la "zone" a eu lieu le 10 mai quand les résidents ont eu le droit de retourner chez eux pour une courte période.

Tatsuru Uchida, Professeur émérite de philosophie à Kobe College : "Je suis abonné aux quatre principaux quotidiens du pays, mais je ne peux pas

distinguer les journaux quand je lis un article relatif à l'accident nucléaire. Non seulement, il n'y pas d'effort d'apporter un éclairage différent, il y a comme une crainte de rapporter quelque chose de différent des autres journaux et un sentiment de sécurité d'avoir les mêmes articles. Cela a conduit à de la colère des lecteurs qui voient une répétition de ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale."

Pour les médias étrangers, c'est encore plus difficile. Certaines conférences de presse ou voyages de presse ne leur sont pas accessibles.

Pour beaucoup de Japonais, l'absence de critique des médias envers l'énergie nucléaire pendant des années les a complètement décrédibilisés lors de la catastrophe. Le fait que la compagnie et les autorités aient affirmé pendant longtemps qu'il n'y avait pas eu de fusion, mais seulement un endommagement des combustibles, pour finalement reconnaître qu'il y avait eu fusion dans les réacteurs 1, 2 et 3, a créé un choc pour les médias et le public. [...]

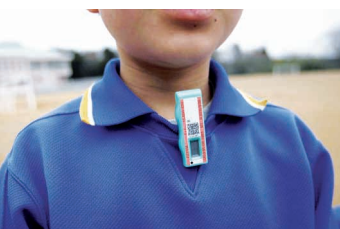
La quête d'informations indépendantes

[...] Les populations sont perdues et ne savent plus quel expert écouter. Même à l'intérieur des familles, les dissensions sont fortes à ce sujet, provoquant parfois des divorces.

Internet et les réseaux sociaux ont joué un rôle très important dans l'information des gens. Nous en voulons pour preuve la fréquentation du site internet de l'ACRO qui a explosé : c'est la page de résultats [de mesure de radioactivité sur différents types d'échantillons] en japonais qui a été la plus consultée en 2011.

La télévision en ligne Our Planet a aussi joué un rôle important de diffusion d'informations alternatives en invitant de nombreux militants associatifs qui avaient déjà des connaissances sur le sujet, comme par exemple des représentants de l'association Kakehashi qui vient en aide aux victimes de Tchernobyl. Son audience a été multipliée par 10, avec des pics à 100 fois plus de téléspectateurs qu'habituellement.

Des universitaires tweetent aussi et ont gagné une large audience. Certains blogs prennent la peine de traduire les informations japonaises en anglais pour leur donner une résonance internationale. [...]



© Toru Hanai - Reuters

À Minamisoma, un élève de l'école élémentaire d'Omika équipé de son dosimètre. Le dosimètre ne comptabilise que l'irradiation externe, mais pas la contamination interne (radioéléments inhalés ou ingérés).

© Koji Sasahara - Associated Press



De nombreuses associations locales, souvent intitulées "sauvons nos enfants", ont été créées dans tout le pays. Il y en a plus de 275 de Hokkaidô à Okinawa, organisées en réseau. C'est dans les métropoles (Tôkyô et la région de Kyôto-Ôsaka) et dans les zones contaminées, qu'il y a le plus de groupes. Ces associations ont d'abord permis d'échanger sur les problèmes liés à la radioactivité, les conflits qui en résultaient dans la famille, les mesures à prendre pour protéger les enfants et faire pression sur les élus locaux pour décontaminer les écoles, refuser les débris du tsunami, contrôler les repas servis à la cantine, et, à Fukushima, demander un élargissement de l'évacuation, au moins pour les enfants et les femmes enceintes.



© Uehara - Adrian Sney

Pour beaucoup de ces mères, c'est la première fois qu'elles militent. Certaines n'avaient même jamais voté.

Parmi leurs succès, la décontamination de nombreuses écoles ou l'engagement du gouvernement de financer des appareils de mesure pour contrôler le repas servi dans les cantines scolaires de 17 provinces. La plupart de ces groupes restent à distance du mouvement anti-nucléaire pour permettre à toutes les opinions d'adhérer. Leur but est d'abord de sauver les enfants, pas de faire de la politique.

Une de leurs difficultés sera de tenir dans la durée, comme le reconnaît Emiko Ito, une des initiatrices du réseau : "Les groupes de parents ont poussé dans tout le pays, et pendant environ 6 mois, ils ont continué sur leur lancée. Mais l'implication à long terme est difficile. Il va falloir transformer cet élan en un mouvement qui n'oublie pas, qui n'abandonne pas, qui ne s'arrête pas."

Des associations anti-nucléaire, comme Fukurô no kai, Greenaction ou Friends of the Earth Japan, pour ne citer qu'elles, ont été en première ligne pour venir en soutien aux victimes de la catastrophe. En effet, les militants anti-nucléaire connaissent déjà très bien les notions nécessaires pour appréhender la radioactivité et ses risques et sont bien organisés. Leur aide a été précieuse pour de nombreux groupes de protection des enfants. [...]

Quelle énergie pour aujourd'hui et pour demain ?

Note du Réseau : fin avril, les deux derniers réacteurs japonais encore en fonction seront arrêtés. Le pays

sera alors de facto sorti du nucléaire, qui couvrirait environ 28 % de son approvisionnement électrique.

"Économiser l'électricité m'a demandé moins d'effort que ce que j'avais pensé. Cela m'a fait comprendre combien je gaspillais avant." (Yumiko Masuda, Tôkyô, un citoyen cité par le journal Yomiuri Shimbun, 13 septembre 2011)

L'avenir de l'énergie nucléaire est devenu un enjeu de société. Le 19 septembre 2011, Tôkyô a connu une des plus grandes manifestations de ces dernières décennies. Du jamais vu pour de nombreux Japonais : 60 000 personnes selon les organisateurs.

C'est aussi devenu un enjeu électoral, comme par exemple, à Kyôto. Le nouveau maire d'Ôsaka, Toru Hashimoto, et son parti, ont fait de la réduction de la part du nucléaire un argument de campagne. Comme la ville, avec 8,9 % des parts, est le premier actionnaire de KEPCo, il a les moyens de faire changer les choses. Il a le soutien de la province de Shiga avec le lac Biwa, le plus grand du Japon, qui fournit en eau potable Kyôto. Il est aussi directement sous les vents dominants des 14 réacteurs de la province de Fukui, sur la côte de la Mer du Japon.

Le gouverneur de la province de Niigata est aussi opposé au redémarrage de la plus grosse centrale du monde, avec 7 réacteurs, située à Kashiwazaki-Kariwa tant que l'on n'aura pas tiré toutes les leçons de ce qui s'est passé à Fukushima.

Les citoyens d'Ôsaka et Tôkyô ont rassemblé suffisamment de signatures pour demander un référendum d'initiative populaire sur l'avenir du nucléaire. La ville de Tôkyô est aussi un actionnaire important de TEPCo. Ces initiatives ont reçu le soutien du quotidien Asahi. Ils ont, pour cela, recueilli la signature de plus d'un votant sur 50. Ce sera la première fois qu'un référendum sur le nucléaire est organisé au Japon en dehors d'une commune qui héberge une centrale.

Lire l'intégralité du rapport sur www.acro.eu.org

ACRO

Colonne de gauche : Plus de 60 000 personnes ont manifesté à Tokyo le 19 septembre 2011 pour demander que le Japon sorte du nucléaire.

Depuis le début de la catastrophe, l'ACRO, dotée d'un laboratoire de mesures accrédité, s'est fortement investie pour venir en aide aux populations japonaises. Cela s'est traduit par l'aide à la création de laboratoires sur place et par l'analyse de plus de 300 échantillons en provenance du Japon.

Pour des raisons de place, nous avons supprimé les nombreuses notes incluses dans le rapport en référence des informations apportées.



© Thierry Ribault

Tchernobyl, Fukushima : le prix de l'énergie atomique

L'accident atomique catastrophique survient toujours par surprise. Les informations sur l'état des installations et les rejets en cours sont fragmentaires. La protection de la population passe toujours après la priorité n°1 : reprendre le contrôle des installations... et préserver l'image de l'industrie atomique. Cette logique conduit à minimiser la gravité des situations de crise radiologique, puis à en nier les effets sur la santé.

Bombes, explosion d'un stock de déchets radioactifs (Kyshtym, 1957), désastres de Tchernobyl et de Fukushima, un point commun générique : la dispersion dans l'environnement de quantités énormes de radionucléides artificiels. Beaucoup de radioactivité mais très peu de matière, des masses se chiffrant en dizaines de kg, voire moins... C'est la spécificité de l'énergie formidable contenue dans les atomes radioactifs, et la clé pour comprendre le problème que posent les déchets nucléaires.

La figure 1 souligne la gravité des accidents de Tchernobyl et Fukushima. Rien de comparable, sauf celui de Kyshtym en 1957, n'a jamais eu lieu. À l'échelle de l'hémisphère Nord, le plus touché, les tests atomiques militaires dans l'atmosphère ont provoqué une pollution radioactive générale qui rend possible le brouillage¹ des séquelles épidémiologiques de ces deux catastrophes, mais aussi de tout accident passé et à venir.

L'histoire des catastrophes atomiques donne lieu à des récits irréconciliables. D'une part celui de la science, basé sur l'observation rigoureuse des faits et la recherche des mécanismes dont ils procèdent. D'autre part celui du pouvoir atomique et de sa plus ardente zélatrice, l'organisation mondiale de la radioprotection institutionnelle, sorte de "Curie atomique onusienne" avec ses diverses congrégations, UNSCEAR, CIPR, OMS, étroitement connectées avec l'AIEA, l'industrie et les agences atomiques et de radioprotection nationales². Par exemple, Natalia Shandala, une radiobiologiste russe qui a intégré récemment le "Comité Central", celui chargé de rédiger les recommandations, est aussi conseillère de Rosatom, l'équivalent russe d'AREVA. Tout un entrelacs de conflits d'intérêts homogénéise une conception de la radioprotection en faveur de l'énergie nucléaire.

La phase aigüe : émissions radioactives, nuage... pagaille et désarroi

La reprise du contrôle des installations est la priorité absolue. En second lieu vient le contrôle de la population, qu'il est toutefois impossible de protéger efficacement. Tout l'art de la communication consistera à donner à croire que, si l'on n'a pas fait au mieux, on sait comment mieux faire la prochaine fois...

Dans le cas d'accident de réacteurs, Windscale (1957), Three Mile Island (1979), Tchernobyl (1986) et Fukushima (2011), la menace initiale est portée par les radioisotopes de l'iode et singulièrement l'iode-131. Ce gaz représente environ 4 % de la radioactivité initiale du combustible. Très facilement libéré lorsque ce dernier fond, ou explose comme à Tchernobyl, il occupe une part plus importante dans les rejets, évaluée à 17 % pour Tchernobyl et Fukushima. Si l'on retire les gaz rares radioactifs (qui ne sont pas métabolisés et ne provoquent pas de retombées au sol) de l'inventaire de ces derniers, l'iode-131 dans l'activité rejetée atteint 40 %.

La thyroïde est l'organe le plus avide d'iode. Ingré, par inhalation ou ingestion, l'iode va s'y fixer en quelques heures. Une idée simple : saturer la thyroïde avant le passage du nuage pour qu'il ne reste plus de place pour son jumeau radioactif ! Mais la thyroïde élimine rapidement tout excès d'iode. La "fenêtre de tir" est extrêmement étroite : vu la dangerosité de l'iode-131, il faut prendre son

Notes :

1 : La décision de mélanger les produits agricoles radioactifs avec des produits "propres" pour amener leur taux de contamination sous la limite légale sert deux buts : l'un, économique, l'autre statistique en noyant dans l'ensemble de la population les effets des contaminations internes.

2 : UNSCEAR (United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation), CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique), OMS (Organisation Mondiale de la Santé), AIEA (Agence Internationale pour l'Énergie Atomique).

Crédit Yves LENOIR, Février 2012

Les accidents et tests atomiques

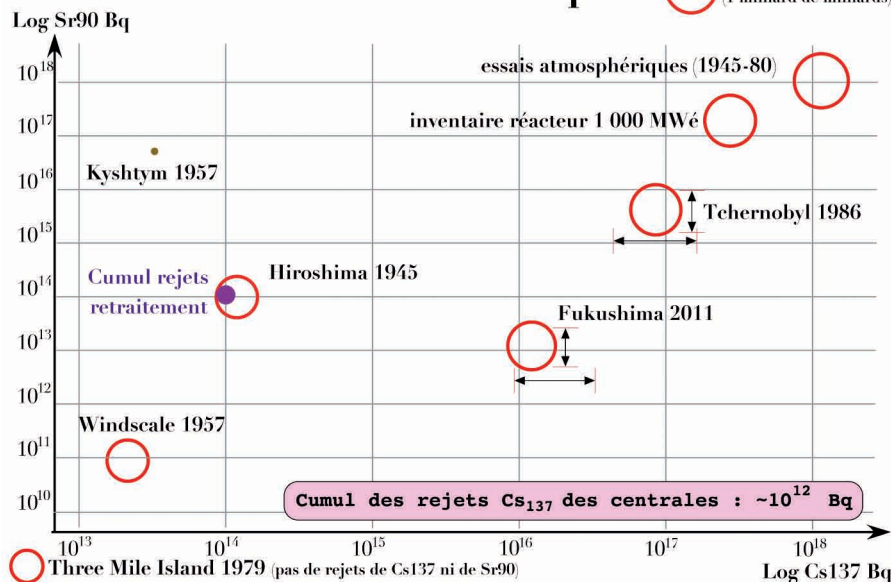


Figure 1
Origines de la contamination radioactive de l'environnement
Note : échelles logarithmiques (à l'augmentation d'une unité correspond une multiplication par 10)

Les accidents nucléaires s'inscrivent dans le temps selon une séquence immuable : une crise aigüe de court terme, caractérisée par la dispersion dans l'atmosphère et l'eau (nappe phréatique, lac, fleuve, océan... selon les cas) d'un cocktail complexe de radioisotopes gazeux ou solides, suivie d'une longue tragédie silencieuse dont des stigmates se transmettent de génération en génération au cœur de tous les êtres vivants.

comprimé, si disponible en pharmacie, moins de vingt heures avant le passage du nuage ! Cinq heures après, l'efficacité n'est plus que de 50 %, et de 5 % après 24 heures. Il est exclu de prendre régulièrement de l'iode stable pour se protéger de la contamination des aliments par l'iode radioactif, car cela peut provoquer des troubles graves, notamment des reins et de la thyroïde, des troubles digestifs, des allergies. Il n'y a pas de prophylaxie individuelle sûre contre une contamination de la chaîne alimentaire par l'iode-131.

Les rejets massifs de Tchernobyl se sont étalés sur dix jours, ceux de Fukushima ont duré encore plus longtemps (cf fig.2). Leur caractère fluctuant et les aléas de la météorologie rendaient impraticable une protection par de l'iode stable, même si les rejets avaient été correctement mesurés en temps réel. Il ne fut procédé à aucune distribution d'iode stable à Tchernobyl. L'augmentation rapide et considérable des cas de cancer de la thyroïde au sein des populations touchées étant une séquelle épidémiologique reconnue (la seule) par les organismes officiels de radioprotection, les autorités japonaises ont, elles, essayé de faire quelque chose.

Ainsi, le 12 mars, le service de santé national envoie un ordre écrit préconisant la distribution d'iode si la dose engagée à la thyroïde peut atteindre ou dépasser 100 mSv ; le 14 mars, la Préfecture de Fukushima discute du bien fondé de distribuer des comprimés d'iode dans la zone des 50 km, à raison de 2 comprimés pour les personnes âgées de moins de 40 ans (le 20 mars, les comprimés auront été distribués) ; le 15 mars, ordre est donné de distribuer de l'iode aux patients évacués des hôpitaux ; quelques autorités locales prennent l'initiative de distribuer de l'iode à la population ; dans la nuit du 15 au 16 mars, on décide que tous les habitants de la zone des 20 km devront recevoir de l'iode durant leur évacuation... La morale de cette histoire est triste : cette agitation administrative n'aura pas été plus efficace que l'économisme laxisme des autorités soviétiques après Tchernobyl.

Reste le "confinement", présenté comme la première mesure à prendre dès l'annonce d'un relâchement de radioactivité. Ainsi, le 23 avril, le Japan Times rapporte que le gouvernement a demandé aux autorités locales de préparer des plans d'évacuation pour les habitants de la zone comprise entre 20 et 30 km. D'ici là, ces derniers auront dû rester confinés chez eux. Cette directive est plus dangereuse que toute autre. En effet, la plupart des logements, surtout en hiver à cause de la différence de température avec l'extérieur et du fonctionnement des chaudières, ont un taux de renouvellement d'air relativement important. Ainsi lors du passage d'un nuage radioactif l'air contaminé pénètre dans la maison où il se mélange avec l'air intérieur. Puis on demande aux gens de se calfeutrer au maximum en bouchant aérations et joints fuyards. La radioactivité reste alors confinée elle aussi, longtemps après que l'air extérieur est de nouveau sain. Sans

instrument de mesure et une bonne compréhension des phénomènes, le confinement est un placebo psychologique pour se contaminer en croyant se protéger.

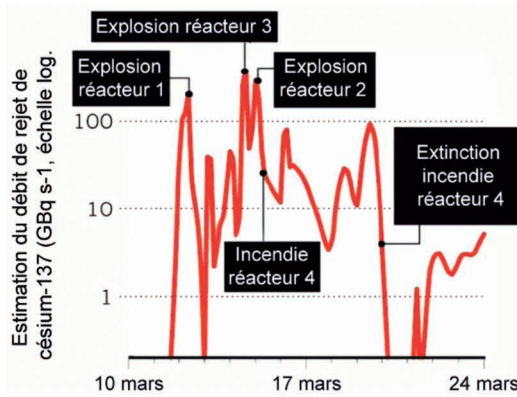


Figure 2
Débits en GBq/s de césium-137 à Fukushima (reconstitution). Durant la première semaine les rejets d'iode-131 sont de 10 à 50 fois ceux de césium-137. Les enfants et les femmes sont les plus vulnérables. (rejets journaliers environ 85 000 fois plus élevés après estimation du débit moyen du jour)

L'évacuation

D'après l'AIEA, "Les différentes mesures pour protéger la population n'ont pas toutes la même importance, et cela s'applique également à l'effet psychologique défavorable qu'elles peuvent provoquer ; de ce point de vue, l'évacuation de la population est l'action la plus complexe que l'on puisse avoir à prendre. Il s'en suit que la sélection des niveaux de danger impliquant l'introduction de telle ou telle mesure de protection ne doit pas être seulement basée sur des considérations quant au risque biologique d'une exposition aux radiations, mais aussi sur l'effet psychologique négatif et la nocivité pour la santé publique qui pourraient résulter de la mise en œuvre d'une mesure donnée." (in Bulletin AIEA, avril 1987)

Tout est dit : à la charnière entre le court et le long terme, les évacuations interviendront toujours trop tard pour la plupart des personnes touchées. Ainsi à Tchernobyl, en 1986, la première évacuation ne concerna que Pripjat et Tchernobyl-city. La seconde, le 15 mai, y ajoutait 26 000 habitants de la "zone de haute radiation" dans le sud de la Biélorussie, puis le 5 juin 60 000 enfants de la "zone dangereuse" près de Gomel, etc. La dernière cohorte trop exposée, 18 000 personnes, sera évacuée entre juillet et octobre 1989, portant à plus de 340 000 le nombre de personnes déplacées. Toutes auront subi le "choc de l'iode" puis une intoxication chronique par le césium, qui ne cessera que si leur alimentation est systématiquement contrôlée.

À Fukushima la doctrine appliquée ne diffère guère. Une intense polémique agita l'ex-URSS entre fin 1988 et avril 1989. Elle portait sur la limite d'exposition externe retenue pour les évacuations, 5 mSv/an, c'est-à-dire cinq fois le niveau recommandé par la CIPR pour l'exposition du public (1 mSv/an, norme adoptée par de nombreux pays dont la France). L'OMS se chargea de convaincre populations et autorités que la protection ainsi assurée était plus que suffisante. Le "principe d'optimisation" économique, qui met en balance le coût de la protection avec les effets sanitaires potentiels d'une exposition

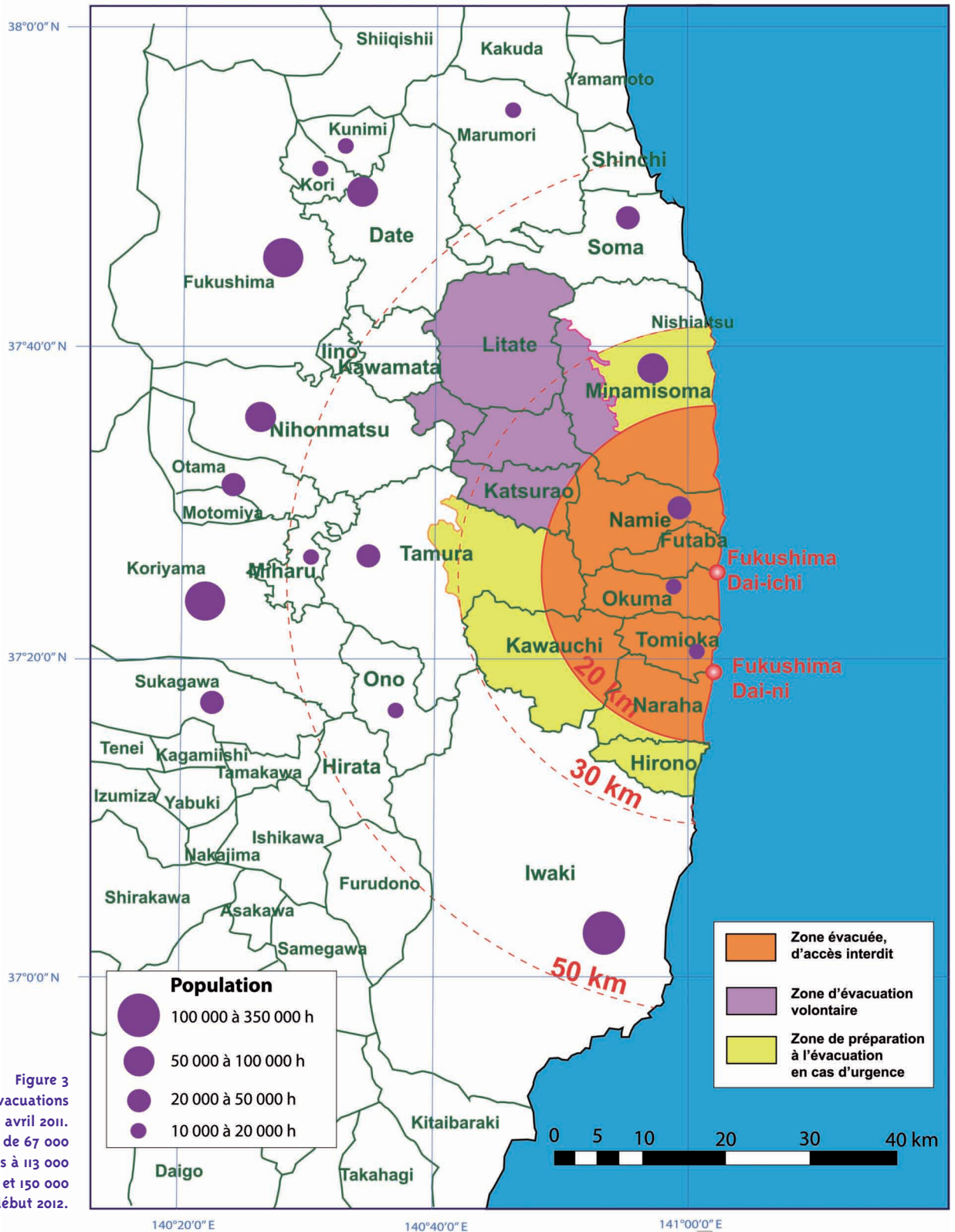


Figure 3
Carte des évacuations
au 11 avril 2011.
Le nombre passe de 67 000
à 78 000 puis à 113 000
en septembre, et 150 000
début 2012.

aux radiations, ne manqua pas de peser. Comme la CIPR n'a reconnu aucune des données épidémiologiques post-Tchernobyl dans les zones contaminées sous la limite des 5 mSv/an, hormis les cancers de la thyroïde en excès dus à l'iode-131 qui disparaît en 3 mois, elle considère que le risque résiduel dans ces zones est nul. Le Japon en a donc profité pour adopter un seuil scandaleux de 20 mSv/an pour l'évacuation des enfants (quatre fois plus haut qu'à Tchernobyl). Idem pour les normes de contamination des aliments, de 4 à 10 fois moins sévères que dans la Biélorussie post-Tchernobyl.

Les bricolages, les effets précoces

Comment calmer les mères, comment éviter que les gens partent ? Gratter la terre des cours d'école et l'entasser au fond, contre la clôture. Arroser les murs et les toits contaminés. Répandre le bruit que des plantes peuvent capter le césium et purifier le sol. Autant de mesures inefficaces, voire contreproductives, mises en œuvre en vain il y a un quart de siècle autour de Tchernobyl. Il faut bien faire quelque chose et tuer l'angoisse en s'occupant.

Pas facile de se rassurer, car des effets précoces probables sont apparus quelques semaines après l'accident. Les relevés hebdomadaires du Centre de surveillance des maladies infectieuses montrent de brusques poussées de maladies infectieuses démarrant toutes six semaines après l'accident et culminant autour de la semaine 26 (infections cutanées x4, érythèmes x2, conjonctivites hémorragiques x13, méningites aseptiques x6, maladies respiratoires virales x3, effondrement de l'immunité x6... par rapport à la moyenne des 10 années antérieures) et une maladie dont l'incidence ne cesse de croître à partir de la semaine 17, la pneumonie à mycoplasme (x4 la semaine 41). Et encore ces chiffres concernent-ils le pays dans son ensemble, et non les seules régions les plus contaminées proches de Fukushima. Des symptômes inédits tels de fréquents saignements de nez chez les enfants "de la zone des 20 mSv" durant l'été sont compatibles avec une agression des très fins vaisseaux sanguins des parois nasales par des poussières chargées de césium-137 et 134. Comme l'indique le Pr Michel Fernex, il existe un indicateur fiable d'un effet précoce des radiations, et dont les données sont accessibles aux citoyens, c'est l'augmentation du sex-ratio mâle/femelle 3.

Et après ?

À Fukushima les niveaux de contamination sont du même ordre qu'à Tchernobyl, mais pour une surface bien moindre (qui représente tout de même 8 % du territoire nippon) : car plus de 80 % des retombées ont eu lieu en mer du fait de vents soufflant le plus souvent du Sud-Ouest. S'il n'en avait pas été ainsi, avec un risque de précipitation élevé, Tokyo et sa région (une quarantaine de millions d'habitants) auraient été à évacuer... Néanmoins, la population de la Préfecture de Fukushima, 2 millions d'habitants, est équivalente à celle des régions du Bélarus touchées par Tchernobyl.

En octobre les autorités ont lancé un programme d'examen thyroïdien pour les 360 000 habitants de moins de 18 ans. Cet examen sera repris tous les deux ans jusqu'à leurs 20 ans et tous les 5 ans ensuite jusqu'à la fin de leur vie. Le Pr Yamashita Sunishi (le radiologue qui prétend que le sourire protège des radiations), conseiller du gouverneur de Fukushima, a commenté cette mesure : "Il est hautement improbable que l'on détecte quoi que ce soit à ce stade". Le 25 janvier, les résultats portant sur 3 765 enfants révèlent que plus de 30 % d'entre eux présentent des grosseurs et/ou des kystes thyroïdiens. À ce stade, le pronostic pour les enfants de Fukushima n'est guère favorable.

On peut parier que, comme à Tchernobyl, cette focalisation sur la thyroïde servira à nier tous les dommages sanitaires non cancéreux provoqués par l'ingestion de césium-137 (troubles cardiaques, hypertension, cataractes, atteintes

génétiques...). Les devant ont été pris en ce sens : 280 000 dosimètres individuels (qui mesurent seulement l'irradiation externe) ont été distribués aux enfants. Les doses externes seront décrétées inoffensives en regard des recommandations CIPR. Comme à Tchernobyl, la prétendue "radiophobie", cette maladie psychique inventée fin 1988 par les experts en radioprotection pour expliquer tous les maux non cancéreux accablant les enfants et les liquidateurs, restera seule responsable. On enverra à la rescousse des bataillons de psychologues et de sociologues... comme à Tchernobyl.

Une seule vraie différence : le rejet en mer d'une très grande quantité de radioactivité, près de 3 x 10¹⁶ Bq de césium-137, une contamination inédite du milieu marin. Les études ont montré que sa concentration dans l'eau a baissé de moitié chaque semaine. Mais les sédiments en ont capturé une proportion significative, ce qui fait peser une menace permanente sur la chaîne alimentaire marine d'une vaste région côtière.

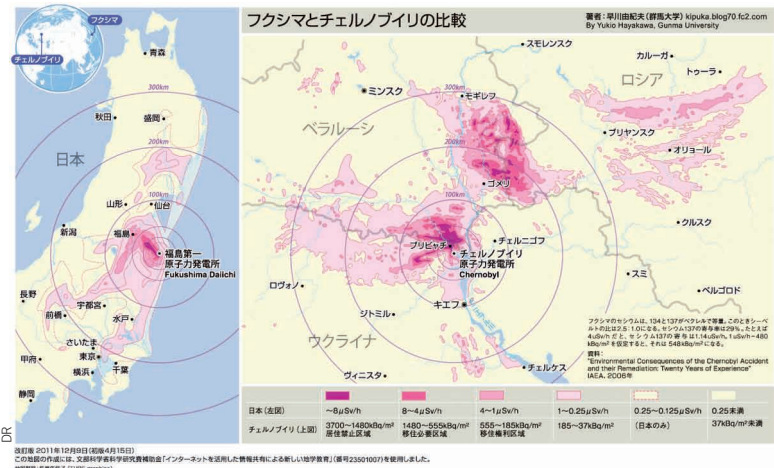


Figure 4
Comparaison de l'étendue des régions contaminées.
 La légende donne la relation entre concentration surfacique du Cs137,134 et irradiation gamma en µSv/h.

Notes :

3 : http://enfants-tchernobyl-belarus.org/doku.php?id=base_documentaire:articles-2011:etb-90

Yves Lenoir

Président de l'association
 Enfants de Tchernobyl Belarus
<http://enfants-tchernobyl-belarus.org>

Fermer le robinet des **cancérigènes**



© Olivier Rollet - www.olivierrollet.com

Armand Farrachi

Les gouvernements successifs s'engagent tous, sans exception, à lutter à bras le corps contre le cancer. Que proposent-ils ? D'aider la recherche ? Certes, il faut aider la recherche, mais depuis le temps qu'on aide la recherche, ne pouvait-on espérer un peu mieux qu'une constante et phénoménale augmentation du taux de cancer, devenu la deuxième cause de mortalité en France ? De mieux prendre en charge les malades ? Certes, il le faut, mais cela ne revient-il pas à augmenter les postes de secours pour lutter contre les accidents de la route et donc à déployer un véritable tapis rouge sous les pieds du fléau ? D'adopter de bons "comportements" ? Certes, il faudrait consommer "au moins cinq fruits et légumes par jour" et ne plus fumer, mais cela ne conduit-il pas à rendre l'individu responsable de sa maladie et à dédouaner les choix politiques de l'État ?

Or, les uns après les autres, nos gouvernements, sans exception non plus, depuis plus de cinquante ans, ont placé notre pays dans la dépendance directe des pesticides, des champs électromagnétiques ou des radiations ionisantes, puissants facteurs cancérogènes, auxquels il est impossible d'échapper, même en s'arrêtant de fumer, en devenant végétarien ou en aidant la recherche.

comme l'expliquait cyniquement le nucléaire soviétique Pétrossians après Tchernobyl : "La science exige des victimes". Exige ! Le nucléaire, comme jadis le Minotaure, est sans pitié.

Geneviève Barbier et moi l'écrivions en 2004 dans *La Société cancérogène*¹ : "La même société scandalisée par les sacrifices humains que les précolombiens consacraient à leurs divinités accepte quelques cancers au nom de la modernité ou du confort. Les sacrifiés n'y gagneront ni honneurs ni médailles et, le plus souvent, pas même la reconnaissance d'une maladie professionnelle." Les 25 000 travailleurs et sous-traitants qui interviennent sur la robinetterie et la tuyauterie des centrales nucléaires en savent quelque chose. L'énergie nucléaire est bien une source d'irradiation et donc une cause de cancers. La "valorisation" des déchets "faiblement" radioactifs, en particulier dans les matériaux de construction ou sur les chemins forestiers, ne peut qu'augmenter "faiblement" la toxicité ambiante et contribuer à rendre le monde un peu plus nocif à ceux qui l'habitent.

Dès 1995, Jean-François Viel avait montré que la fréquentation des plages ou la consommation de coquillages sur les plages proches de l'usine de "retraitement" de La Hague étaient associées à un risque accru de leucémies, en particulier chez l'enfant. Une toute récente étude épidémiologique de l'INSERM et de l'IRSN confirme une corrélation entre la proximité des centrales françaises et l'accroissement des leucémies infantiles. Que répondront les politiques à cela ? Qu'il faut "raison garder", qu'il est inutile d'affoler les populations, et qu'il faudrait mener d'autres études pour apporter des preuves, encore et toujours de nouvelles études qui permettent surtout de gagner du temps, c'est-à-dire d'en perdre, et de délibérer quand l'ennemi brise les portes.

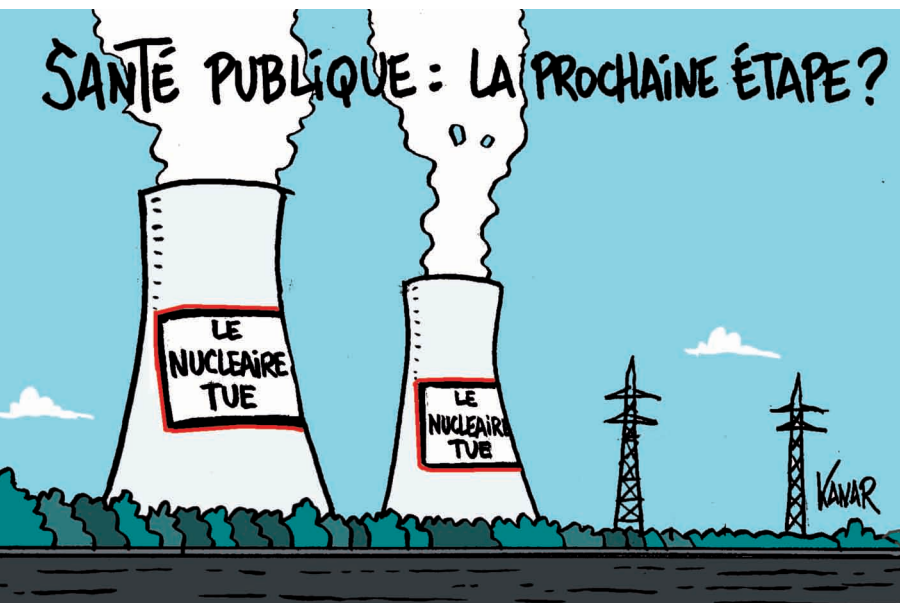
Je le remarquais moi-même : voici soixante ans encore, les pires souvenirs de l'histoire humaine portaient des noms de charniers : Verdun, Auschwitz, Hiroshima... Désormais, les sites de la honte coïncident avec des catastrophes industrielles et nucléaires : Tchernobyl, Seveso, Bhopal, Fukushima... Est-ce tout le bien qu'on nous veut ?

Armand Farrachi

Mener une véritable politique de prévention, c'est-à-dire tarir le cancer à la source, exigerait évidemment de fermer le robinet des cancérogènes, et non d'écooper, quitte à remettre enfin en cause une politique agricole, industrielle ou énergétique catastrophique en termes de santé publique et criminelle envers la nature. Il ne faut pas s'étonner que les nouveaux fléaux du monde "moderne" soient présentés comme une conséquence annexe de facteurs positifs, comme une fatalité dans un processus irréversible : "On n'arrête pas le progrès", "On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs", "On ne peut pas revenir à la bougie", ou même,

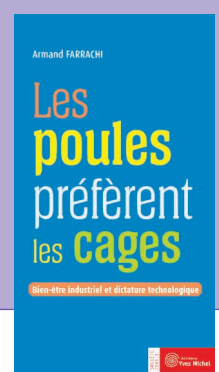
Notes :

1 : *La Société cancérogène*, A. Farrachi et G. Barbier, Éd. du Seuil, 2004



© KAWAR

Les éditions Yves Michel vient de ré-éditer *Les poules préfèrent les cages*, ce manifeste écologiste au verbe acéré publié au début des années 2000 par Armand Farrachi. À lire sans faute !



Vite, des infos !

Autriche : objectif "zéro kWh nucléaire" d'ici 2014

L'Autriche, pays sans nucléaire et dont la constitution interdit le recours à cette énergie, envisageait récemment d'interdire la vente sur son territoire d'électricité d'origine nucléaire. Mais une telle interdiction violerait le droit européen ! Suite à l'avis de la Commission Européenne, le ministre autrichien de l'Economie et de l'Energie, Reinhold Mitterlehner, a néanmoins déclaré que le pays peut atteindre une indépendance totale à l'égard de l'électricité nucléaire "à l'aide d'incitations positives, de liberté de choix et de mesures ciblées."

La part de l'énergie nucléaire sur le réseau autrichien est descendue à 3,9 % en 2010. En poursuivant le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'Autriche obtiendra une balance importation-exportation d'électricité indépendante de l'énergie nucléaire d'ici 2014. Le ministre a ajouté que "des mesures ultérieures contre l'énergie nucléaire ne devraient être prises qu'en coordination avec les activités de sortie du nucléaire de l'Allemagne qui veut établir un système d'origine dke l'électricité dès le milieu de 2012, car les moyens de pression de l'Autriche sont beaucoup trop faibles pour obtenir des transformations structurelles sur le marché européen de l'énergie dans une action solitaire."

Dans le même temps, l'État fédéré autrichien du Burgenland s'engage plus avant dans le secteur des énergies renouvelables avec la mise en service d'ici 2013 de nouvelles capacités éoliennes pour une puissance nominale totale de 198 mégawatts (MW), dont une éolienne géante d'une capacité de 7,5 MW, une première mondiale. Cet État couvre déjà deux tiers de ses besoins en électricité avec les renouvelables. D'ici 2015, un autre projet devrait encore ajouter environ 270 MW de puissance éolienne.

Sources : Ministère Fédéral autrichien de l'Économie, la Famille et la Jeunesse / Enezine



Un réacteur nucléaire... vide ! Zwentendorf, l'unique centrale nucléaire autrichienne, n'a jamais été mise en service.

Gorleben : une "bourse aux emplois" antinucléaire

Début 2012, l'organisation antinucléaire allemande "X-tausendmal quer" a mis en place une initiative originale et positive pour lutter contre le stockage des déchets radioactifs dans le site de Gorleben. Afin d'aider les travailleurs embauchés sur le site à quitter leur emploi au profit d'activités respectueuses de l'environnement, les antinucléaires d'outre-Rhin ont créé une véritable bourse aux emplois antinucléaire, qui propose déjà près de 300 annonces d'emplois en lien avec les énergies renouvelables, quelques jours à peine après sa mise en service. De surcroît, ils proposent aux candidats à la "sortie du travail nucléaire" un accompagnement par un organisme neutre, afin de les aider dans leur démarche, pour que leur engagement ne les conduise pas à subir des difficultés économiques personnelles.

Source (en allemand) : www.gorleben365.de/ausstieg-aus-dem-atom-job.html



USA : les renouvelables dépassent le nucléaire

Malgré le ralentissement de l'économie et l'absence de toute avancée dans la politique climatique, les énergies renouvelables ont connu une bonne année 2011 aux États-Unis. Selon un récent rapport de l'Energy Information Administration (EIA), instance gouvernementale d'information sur l'énergie, les renouvelables se sont développées à un rythme record et ont pour la première fois quitté la dernière place du classement des sources d'énergie du pays. Dans les neuf premiers mois de l'année, les renouvelables ont représenté 11,95 % de la production domestique d'énergie, dépassant le nucléaire avec ses 10,92 %.

Les renouvelables se portent encore mieux dans le secteur de la seule production d'électricité. La part du nucléaire y a baissé de 2,8 % par rapport aux neuf premiers mois de 2010, et la part du charbon de 4,5 %. Dans le même temps, la part des renouvelables a augmenté de... presque 25 % !

Source : www.good.is

La climatisation (presque) sans électricité

Le nouveau bâtiment du Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie (CRITT) de La Rochelle est équipé d'un système de rafraîchissement au fonctionnement très économique : six euros par an pour 600 m² ! Ce procédé passif associe un réseau de tuyaux en PER qui capte la fraîcheur du sol et un plafond rafraîchissant à très basse température. À 60 cm sous le sol, la température est proche de 15 °C. Une pompe de 20 kW conduit l'eau, rafraîchie en profondeur, vers le plafond des pièces.

En août 2009, une maison test de 113 m² équipée de ce procédé et suivie par l'Ademe, n'a pas dépassé la température de 24,5 °C alors que le thermomètre extérieur affichait 36 °C, le tout pour moins d'un euro et un investissement de 1 500 euros. Avec le CRITT, le procédé change d'échelle : ce sont 600 m² qui seront ainsi rafraîchis, pour un investissement de 12 000 euros (20 euros/m²), comprenant 6 km de tubes coulés dans le béton des fondations. Le réseau de tuyaux est aussi utilisé pour le chauffage, par couplage avec une pompe à chaleur air-eau d'un coefficient de performance de 5.

Source : Environnement Magazine

Potabiliser de l'eau gratuitement avec l'énergie solaire

De nombreux pays du Moyen-Orient sont confrontés à des pénuries d'eau. Tandis que certains s'essaient à promouvoir la construction de réacteurs nucléaire dans ces zones au motif de "désaliniser l'eau de mer" (rappelons-nous l'accord entre M. Sarkozy et feu le dictateur lybien Kadhafi), les personnes à travers le monde qui n'ont pas accès à l'eau potable disposent désormais d'une méthode extrêmement simple pour potabiliser de l'eau grâce à l'énergie solaire.

La désinfection solaire de l'eau — ou méthode SODIS —, reconnue par l'Organisation mondiale de la Santé et l'UNICEF, permet d'éviter les maladies diarrhéiques, une des causes principales de décès chez les habitants des pays en développement. Après

filtration de l'eau à travers une couche de sable si elle est trouble, il s'agit simplement de remplir d'eau aux trois quarts une bouteille en plastique, de bien la secouer pour mélanger l'eau à l'air, de remplir totalement la bouteille, puis de la laisser exposée au soleil pendant au moins 6 heures, avant de la laisser refroidir. Les rayons ultraviolets du soleil tuent les germes infectieux. Bien sûr, cette méthode est impuissante contre des pollutions chimiques, radioactives...

Source et mode d'emploi détaillé : www.sodis.ch/methode/anwendung/index_FR

Énergies Posit'if, un nouvel outil en Ile-de-France

Les 2/3 des logements d'Ile-de-France sont anciens et donc de vraies "passoires thermiques", au point que leurs habitants se ruinent pour se chauffer, voire n'en ont pas les moyens (7 % des ménages franciliens, soit 300 000, sont ainsi considérés en situation de précarité énergétique). Pour faire face à cette situation, la Région a décidé en novembre 2011 de créer Énergies Posit'if, un opérateur public d'aide à la rénovation thermique des logements et au développement des énergies renouvelables.

À partir du printemps 2012, cette Société d'Économie Mixte (SEM) exercera deux missions : amorcer la rénovation énergétique des bâtiments actuellement délaissés, en particulier le logement collectif (copropriétés et petits bailleurs sociaux) et le parc des bâtiments des collectivités territoriales ; soutenir le développement des énergies renouvelables en Ile-de-France. En matière de rénovation thermique, Énergies Posit'if pourra se charger de trouver elle-même les entrepreneurs requis (en priorité des PME et artisans), assurer le suivi du chantier et, surtout, prendre en charge le financement initial, lequel pourra être remboursé sur le long terme (sur 15 ou 25 ans).

Source : www.iledefrance.fr

Efficacité énergétique : deux avancées mineures

Le décret d'application fixant l'obligation d'éteindre les enseignes lumineuses commerciales entre 1h et 6h entrera en vigueur au 1er juillet 2012. On se demande bien néanmoins ce qui justifie de continuer d'autoriser l'éclairage des enseignes en-dehors des horaires d'ouverture... Selon Enerzine, la mesure permettrait une économie d'énergie globale estimée à 700 GWh, équivalant à la consommation annuelle d'électricité (hors chauffage et eau chaude) de 260 000 ménages. Le parc d'enseignes français représente une puissance installée de près de 750 MW. La consommation globale des enseignes lumineuses est de l'ordre de 1,1 TWh entre 22h et 6h du matin, soit 0,2 % environ de la consommation électrique française.

Ci dessous : Utilisation du procédé SODIS en Indonésie



Les quelques 700 km de meubles frigorifiques de vente (MFV) à température positive (-1 à + 7°C), installés dans les magasins alimentaires français, gaspillent énormément d'énergie et frigorifient les clients autant que les aliments, faute d'être fermés. Seuls une vingtaine de magasins sur 12 000 grandes



surfaces sont aujourd'hui équipés de MFV positifs fermés. Mais pour en finir avec cette aberration, il n'est là même pas question d'une obligation réglementaire. La ministre de l'Environnement s'est contentée de signer une convention avec la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution, par laquelle les enseignes de la distribution alimentaire s'engagent à installer des portes sur les meubles frigorifiques de vente dans tous les projets de réouverture ou de construction de magasin qui représentent chaque année 1 200 chantiers environ.

Et pourtant, le froid commercial est le poste de dépense énergétique le plus important d'une grande surface alimentaire, représentant en moyenne 40 % de sa consommation totale d'énergie. La mise en place de portes à double vitrage sur les MFV positifs permettrait de baisser de 20% de la consommation énergétique annuelle des supermarchés et des hypermarchés, tout en améliorant le confort des clients et des employés, en évitant la sensation de froid dans les rayons.

L'objectif visé : fermer 75 % des meubles frigorifiques d'ici 2020, permettant ainsi d'économiser 2,2 TWh chaque année, soit la consommation annuelle de 500 000 personnes. Le manque d'ambition est flagrant, et reste à savoir si les entreprises observeront effectivement leur "engagement volontaire et collectif".

Source : Enerzine

Un éclairage public plus sobre au Liechtenstein

En janvier et février 2012, toutes les communes du Liechtenstein ont éteint un tiers de leur éclairage public. Dans trois des 11 communes de la principauté, seules quelques rues principales sont restées allumées entre 0h30 et 5h30. La commune de Planken a même éteint tous ses candélabres. Les premières communes ont introduit l'extinction de

l'éclairage public il y deux ans. Cette expérimentation est aussi motivée par la volonté de protéger l'environnement : la vallée du Rhin alpin est une importante voie de passage pour les oiseaux migrateurs, qui se déplacent essentiellement la nuit et sont perturbés par l'éclairage. La réduction de l'éclairage n'est pas dangereuse pour la population. La police du Liechtenstein confirme ce que l'on savait déjà de la ville allemande de Rheine, qui éteint ses feux la nuit depuis 2005 : la criminalité n'y a pas augmenté.

Source : CIPRA (Commission Internationale pour la Protection des Alpes) – www.cipra.org

Colonne de gauche : La grande majorité des meubles frigorifiques de vente ne sont pas fermés.

Une centrale solaire qui fonctionne... la nuit !

À Séville (Espagne) fonctionne depuis quelques semaines Gemasolar, la première centrale solaire commerciale au monde capable de produire de l'électricité même sans soleil, grâce à l'utilisation de sel fondu pour stocker la chaleur. Plus de 2 600 miroirs répartis sur 185 hectares concentrent les rayons du soleil sur un récepteur géant placé au centre de l'installation afin de chauffer le sel liquide. Grâce à la capacité de stockage du sel, la centrale est à même d'injecter de l'électricité dans le réseau jusqu'à 15 heures sans qu'il y ait de soleil, par exemple pendant la nuit et les périodes nuageuses. Forte d'une capacité de 19,9 MW, Gemasolar peut approvisionner en électricité quelque 27 500 ménages du sud de l'Espagne.

Source : Enerzine

Ci dessous : La centrale solaire thermodynamique Gemasolar en Andalousie.



Recherche : des avancées en vue pour le photovoltaïque

Plusieurs équipes de chercheurs développent en laboratoire des technologies qui pourraient permettre de fabriquer des cellules photovoltaïques dont le rendement de conversion de l'énergie solaire serait largement amélioré. Une de ces

nouvelles cellules (créée à l'université de Cambridge) utilise du pentacène, un semi-conducteur organique, pour capter l'énergie des photons de lumière bleue, actuellement inexploitée. Elle serait moins onéreuse à fabriquer que les cellules classiques à base de silicium. Une autre (créée à l'université de Buffalo) intègre des "boîtes quantiques" pour réussir à exploiter l'énergie des rayons infrarouges, alors qu'à l'heure actuelle les panneaux photovoltaïques n'utilisent qu'une partie de la lumière visible.



© DOENERL

Au Massachusetts Institute of Technology, le chercheur Andreas Merschin a réussi à créer une cellule photovoltaïque d'une nature totalement nouvelle, qui utilise la protéine nécessaire à la photosynthèse chez les végétaux. Selon Merschin, "l'efficacité du nouveau système est 10 000 fois supérieure à la version précédente, bien qu'il ne convertisse pour l'heure que 0,1 % de l'énergie solaire en électricité. Cependant, 1 à 2 % d'efficacité seront suffisants pour que l'on puisse imaginer une utilisation commerciale, car les ingrédients ne coûtent presque rien et le procédé de fabrication est particulièrement simple". Rappelons que le soleil est une énergie gratuite et illimitée, et donc qu'un faible rendement de conversion de cette énergie est bien moins problématique que pour les énergies fossiles ou fissiles (le rendement d'un réacteur nucléaire est d'à peine 33 %), dont le combustible est onéreux et non renouvelable.

Pour finir, mentionnons l'étude de Joshua Pearce, professeur adjoint du département de génie mécanique de l'Université du Queen, qui arrive à la conclusion que nombre d'analyses et d'études sur le coût du photovoltaïque se fondent sur des données obsolètes, ne tenant pas compte des avancées technologiques récentes et des réductions de coûts constatées en phase industrielle.

Source : Enerzine

Moduler la consommation, une nouvelle activité à la pointe...

Le 3 février dernier, Energy Pool, un opérateur de modulation d'électricité créé en 2008 et employant 45 personnes, a libéré 600 MW de capacité électrique en période de pointe de consommation. Cette capacité électrique a correspondu à la puissance nécessaire pour garantir l'alimentation électrique de l'équivalent des villes de Nantes et Nice au moment de la pointe.

Selon son fondateur Olivier Baud, "La raison d'être d'Energy Pool, c'est d'éviter de construire des centrales thermiques qui tournent 500 heures par an, coûtent des fortunes et polluent beaucoup". En 2003, M. Baud avait lui-même expérimenté l'effacement électrique alors qu'il dirigeait à Dunkerque l'usine Péchiney de fabrication d'aluminium, qui est l'activité industrielle la plus grosse consommatrice d'électricité.

Activée à la demande de RTE, la solution d'Energy Pool a consisté à réunir un panel ("pool" en anglais) de consommateurs industriels de nombreux secteurs et être alors en mesure de "moduler" (interrompre et réactiver) une partie de leur consommation en fonction des nécessités d'équilibrage du réseau. Energy Pool joue en quelque sorte le rôle d'interlocuteur unique du gestionnaire du réseau de transport d'électricité, au nom de ces consommateurs, tout en les rémunérant pour le service rendu au réseau, simplifiant ainsi le dialogue entre consommateurs et gestionnaire.

Energy Pool réalise d'abord, chez chaque industriel volontaire, une analyse technico-économique, afin d'identifier, machine par machine, processus par processus, ce qui pourrait être arrêté rapidement, dans quelles conditions et à quel coût. Il rassemble ensuite ses clients-consommateurs en les connectant à son centre de pilotage basé à Savoie Technolac, près de Chambéry. Enfin, Energy Pool module en temps réel, à la demande du gestionnaire du réseau, et agit sur le réseau avec une ampleur et une réactivité que peu de consommateurs industriels pourraient atteindre isolément.

Toutes applications confondues, Energy Pool dispose actuellement d'une capacité de modulation de 1 000 MW (la puissance d'un réacteur nucléaire), mobilisables dans un délai de 1 minute à 2 heures. Elle pourrait être portée à plus de 1 500 MW d'ici la fin d'année.

Source : Enerzine / AFP

Colonne de gauche :
Dans les coulisses d'Energy Pool





107, Bd de Magenta
75 010 PARIS
survie.org
01 44 61 03 25
contact@survie.org

AREVA en Afrique

La face cachée du nucléaire français



9 rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
sortirdunucleaire.org
04 78 28 29 22
contact@sortirdunucleaire.fr

« En France, on n'a pas de pétrole, mais on a du nucléaire. »

Depuis 40 ans, le développement du nucléaire est justifié au nom de « **l'indépendance énergétique** » de notre pays. Pourtant, avant même la fermeture de la dernière mine d'uranium française, en 2001, le combustible nécessaire aux centrales françaises était importé en grande partie. Il l'est maintenant en totalité. Si les sources d'approvisionnement se sont diversifiées, le sous-sol africain a été historiquement, et reste encore aujourd'hui indispensable au fonctionnement de notre parc électronucléaire.

Comment peut-on alors parler d'indépendance énergétique ? C'est simple, il suffit à nos dirigeants de considérer que le sous-sol des anciennes colonies françaises continue d'appartenir à l'ex-métropole, ou de payer l'uranium à un prix tellement dérisoire qu'il en devient négligeable dans les indicateurs officiels.



C'est bien cette logique qui a sous-tendu la politique française d'approvisionnement en uranium, et le fonctionnement de l'entreprise chargée de la réaliser, Areva, ex-Cogema. Comme la préservation de l'approvisionnement pétrolier à travers Elf, absorbée par Total, la sécurisation des mines françaises d'uranium, au Gabon et au Niger, a justifié que **la cellule Afrique de l'Élysée sponsorise des coups d'État et affiche un soutien sans faille à des régimes dictatoriaux « amis de la France »**, plus compréhensifs à l'égard des intérêts économiques français que soucieux de nourrir leur propre population.

C'est à ce prix que s'est réalisée la prétendue « **indépendance énergétique** » française. « **Indépendance** » pour les uns, privation de souveraineté et misère pour les autres.

L'euphorie nucléaire revue à la baisse

À partir de 2005, quand les prix de l'uranium ont commencé à exploser sous l'effet de la spéculation, Areva a entrepris de multiplier ses permis miniers, notamment en Afrique. Représentants officiels et réseaux officieux de la Françafrique aidant, elle a ainsi décroché de nouveaux contrats – aux clauses secrètes – en Centrafrique, au Niger, en République démocratique du Congo, au Sénégal ou encore en Namibie.

Les bénéfices potentiels d'Areva sur le marché du nucléaire ayant été revus à la baisse depuis, les gigantesques projets miniers qui avaient été annoncés sont aujourd'hui gelés, en attendant qu'on les juge à nouveau rentables.

Les retombées financières pour les pays concernés ont également été oubliées, démontrant le leurre que constitue la promesse d'un développement économique fondé sur l'exploitation de l'uranium par une société étrangère.

Ce mépris, c'est aussi celui de l'État français, principal actionnaire d'Areva... pour l'instant. Dans le projet annoncé de privatisation - pardon, « *d'ouverture du capital* » -, c'est le pôle minier d'Areva, le plus rentable, qui devrait être bradé en premier. Le pire est donc à craindre quand l'entreprise n'obéira plus qu'aux impératifs de profit maximum, aux aléas de la spéculation, et n'aura de compte à rendre qu'à ses actionnaires. Une raison de plus d'en finir maintenant avec les méfaits de l'exploitation française de l'uranium en Afrique.

Organismes en charge de l'exploitation de l'uranium

CEA, créé en 1945,
(Commissariat à l'Énergie Atomique), pour fabriquer clandestinement la bombe atomique.

↓
COGEMA, créée en 1976,
détenue à 100% par le CEA, englobe tout le cycle de l'uranium (des mines au retraitement)

↓
AREVA, créée en 2001,
fusion de COGEMA et Framatome
(constructeur de centrales)

UN DOSSIER NOIR COMPLET SUR LE SUJET

Raphaël Granvaud détaille les conditions dans lesquelles la France et Areva se procurent l'uranium au meilleur coût, au prix d'ingérences politiques et de conséquences environnementales, sanitaires et sociales catastrophiques pour les populations locales. Il réfute le mythe de l'indépendance énergétique de la France grâce au nucléaire, puisque l'uranium alimentant le nucléaire civil et militaire, provient pour une large part du sous-sol africain.

Disponible en librairie, auprès de Survie et de Sortir du nucléaire

Raphaël Granvaud

Areva en Afrique

Une face cachée du nucléaire français



Des indépendances sous tutelle française

Au moment des indépendances en 1960, les accords de défense signés entre la France et ses ex-colonies, dont le Niger et le Gabon, comportent une **clause dite « d'approvisionnement prioritaire »** sur les matières premières et produits stratégiques, qui préserve les intérêts français.

Les réseaux françafricains d'Areva

La Cogema puis Areva ont toujours utilisé les canaux officiels et officieux de la Françafrrique :

◆ **Des diplomates transfuges sont mis à la tête des sociétés minières :** Maurice Delauney, homme lige de Foccart, ambassadeur au Gabon, devient PDG de la Comuf de 1979 à 1989 ; Dominique Pin, ancien de la cellule Afrique de l'Elysée (à l'époque où Anne Lauvergeon, future patronne d'Areva, travaillait auprès de François Mitterrand), devenu directeur d'Areva au Niger pendant la renégociation du prix de l'uranium par Niamey en 2007.

◆ **Des intermédiaires habitués du continent sont sollicités :** le député Patrick Balkany, émissaire officieux notamment en Centrafrique, le belge George Forrest en RD Congo, surnommé « vice-roi du Katanga ».

◆ **Des anciens militaires ou barbouzes sont missionnés,** comme Gilles Denamur, ex-colonel attaché de défense à l'ambassade de France à Niamey, envoyé au Niger en 2007 par la société privée Epée chargée de la sécurisation des mines.

Niamey, 1974 : un coup d'Etat au service du nucléaire

A partir de 1967, la France exploite l'uranium nigérien à des coûts extrêmement bas. En 1973, la crise pétrolière et la décision française d'accélérer son programme nucléaire incitent le président Hamani Diori à **demandeur une hausse du prix de l'uranium**. « *Le Niger pouvant contribuer à l'exceptionnelle nucléarité de la France, raisonnable Diori, il serait normal que la France contribue de manière exceptionnelle au développement du Niger* » explique l'historienne Gabrielle Hecht. Les négociations se tendent. Dans la nuit du 14 au 15 avril 1974, Hamani Diori est victime d'un coup d'Etat militaire mené par Seyni Kountché. **Les putschistes ont nécessairement reçu des gages de la France** avant de se lancer. L'inertie des soldats français sur place face aux mouvements de troupes avant le putsch puis le refus d'intervenir malgré l'existence d'un accord de défense entre les deux pays militent en faveur de cette thèse.

La préservation des intérêts de la France au Niger en 2009 et 2010

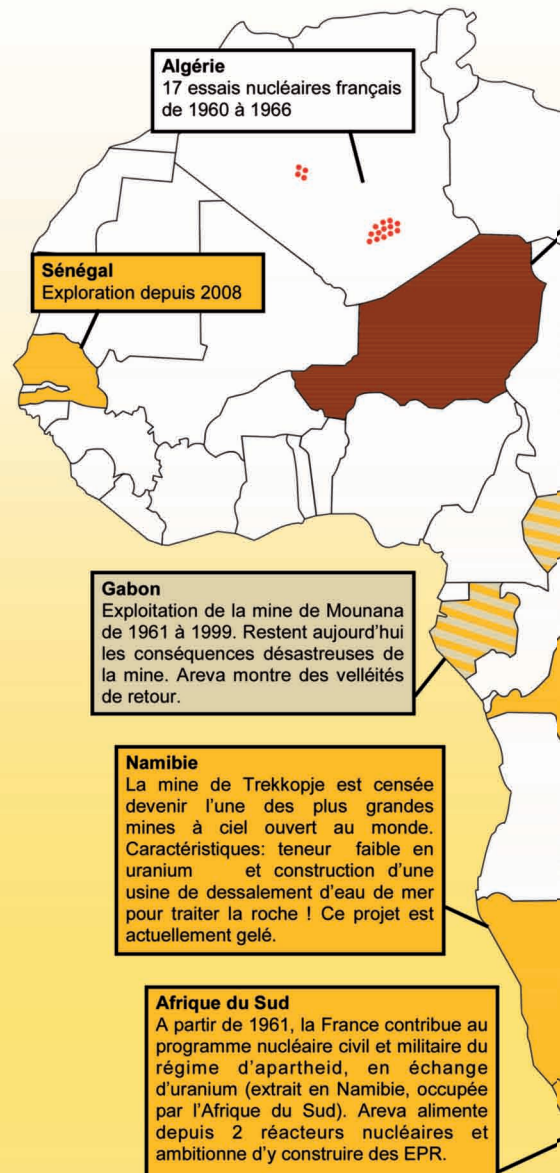
En **2007**, le président du Niger, Mamadou Tandja, a ouvert la course aux permis miniers. La concurrence entre investisseurs est alors vive, notamment pour la mine géante d'Imouraren que convoite Areva. Cette dernière a dû, pour l'obtenir, accepter une hausse du prix de l'uranium.

En **mars 2009**, alors qu'augmente la contestation contre Mamadou Tandja qui s'apprête à briguer un troisième mandat de manière anti-constitutionnelle, Nicolas Sarkozy vient à Niamey « pré-signer » le contrat d'Imouraren, suivi de près par la présidente d'Areva. Le signal est limpide, la France accepte le coup d'Etat



constitutionnel pour sauvegarder ses intérêts, piétinant au passage les droits des Nigériens. Mais sa position devient vite intenable sur la scène diplomatique.

Le **18 février 2010** Mamadou Tandja est renversé par des militaires. Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la Coopération, annonce immédiatement qu'il n'y a « aucune raison de craindre que le partenariat à long terme qu'Areva a construit avec l'Etat nigérien et les populations locales soit perturbé ». La France savait visiblement ce qui se préparait et n'a pas dissuadé les militaires de perpétrer le coup d'Etat contre un Président plus décidé que jamais à ouvrir le Niger aux concurrents chinois voire iraniens.



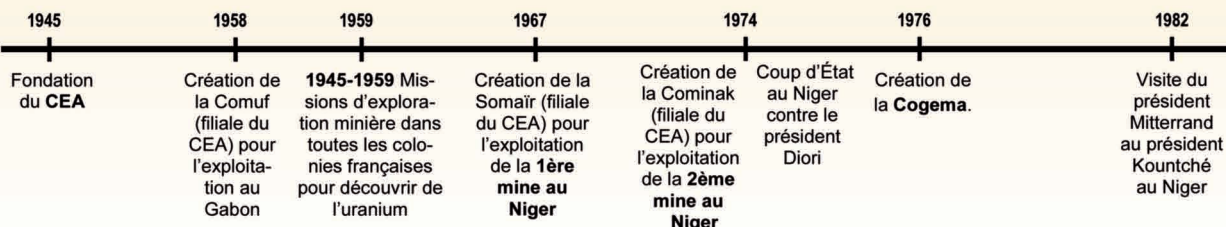
Les chiffres clés

87% des parts détenues par

1/3 de l'uranium nécessaire français provient du Niger.

1/4 de production d'uranium été extraite au Niger.

Pôle minier le + rentable au présentant 12% du chiffre et 40% des investissements



Le scandale écologique, sanitaire et social

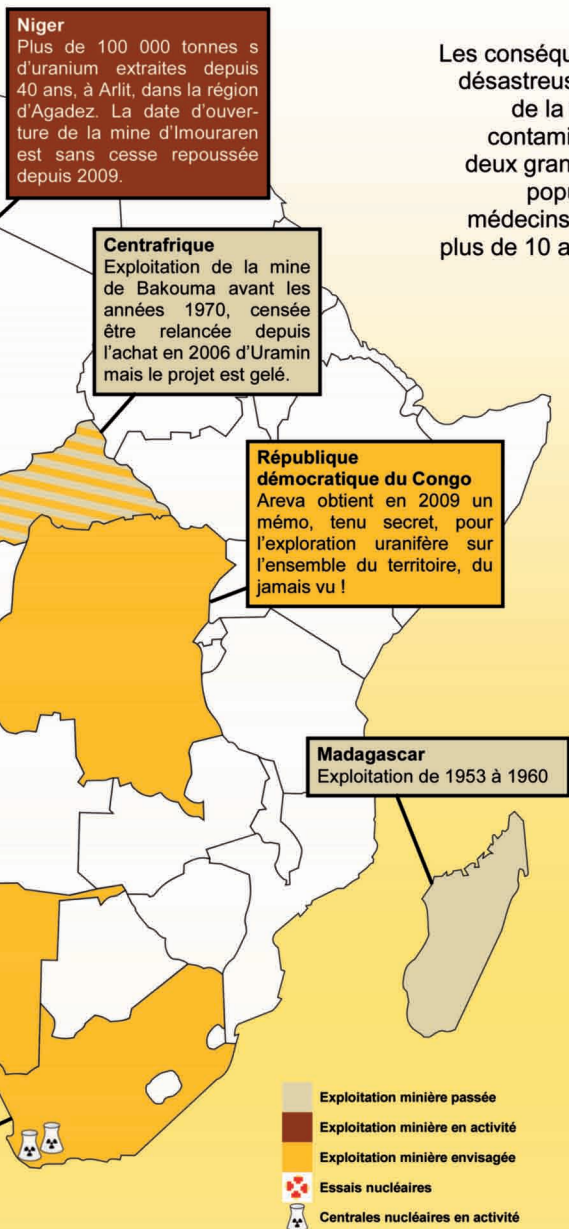
Les conséquences des 40 années d'exploitation minière de la Cogema puis d'Areva au Niger sont désastreuses : **spoliation des terres** agro-pastorales autour des deux sites miniers, destruction de la faune et de la flore, **contamination de l'air** par des poussières et des gaz radioactifs, contamination radiologique des ressources en eau, épuisement irréversible à court terme des deux grandes nappes fossiles... **L'omerta règne sur l'impact sanitaire** de l'exploitation sur les populations et les travailleurs des mines : l'accès aux soins est assuré par Areva, dont les médecins ne détectent pas de pathologies radio-induites, étrangement. A Mounana, au Gabon, plus de 10 ans après l'arrêt des activités minières, les déchets radioactifs sont toujours présents dans l'environnement et l'état sanitaire des populations est très préoccupant.

Les investissements troubles d'Areva

Areva fait parfois de très mauvaises affaires. Le rachat en 2007 pour un montant de 1,8 milliard d'€ de la canadienne Uramin dans des conditions douteuses en est le parfait exemple. Immatriculée aux Iles Vierges britanniques, paradis fiscal notoire, cette structure dispose de filiales en Namibie, en Centrafrique, au Sénégal et en Afrique du Sud. Fin 2011, Areva fait ses comptes et ne s'y retrouve pas. **Le groupe provisionne plus de 1,9 milliard d'€ pour anticiper la perte de valeur, plus que le coût d'achat d'Uramin !** Un audit financier a été lancé par l'Assemblée nationale en juin 2011 pour examiner les conditions d'acquisition d'Uramin ; il n'est pas exclu que des rétrocommissions aient été accordées à des intermédiaires.

Areva, les rébellions et l'insécurité au Niger

Ni les diverses crises politiques nigériennes, ni le contexte actuel d'insécurité n'ont jamais ralenti l'activité minière d'Areva au Niger. Sa présence prédatrice est même un facteur d'accroissement des tensions dans la zone sahélo-saharienne. Les rébellions armées des années 1990 et de la période 2007-2009 réclamaient le **partage des bénéfices liés à l'exploitation de l'uranium**, illustrant la frustration des populations riveraines des sites miniers. Areva a même profité de l'état d'urgence au nord du Niger en 2008 pour valider en catimini son étude d'impact environnemental du projet de mine d'Imouraren. Fin 2010, un groupe terroriste se réclamant d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) enlève plusieurs expatriés français travaillant pour Areva et Vinci-Satom au cœur de la cité minière d'Arlit. Cinq sont encore otages, ce qui permet à la France de justifier le **renforcement de sa présence militaire** au Niger et dans les pays voisins, ainsi que la sécurisation accrue des mines par des compagnies privées et par l'armée nigérienne.



La société civile mobilisée

Il est primordial de dénoncer les conséquences désastreuses des choix énergétiques français et de contrer la propagande d'Areva. A grands frais publicitaires, elle communique ici sur son « énergie propre », et là-bas sur son soutien au développement de régions en réalité pillées.

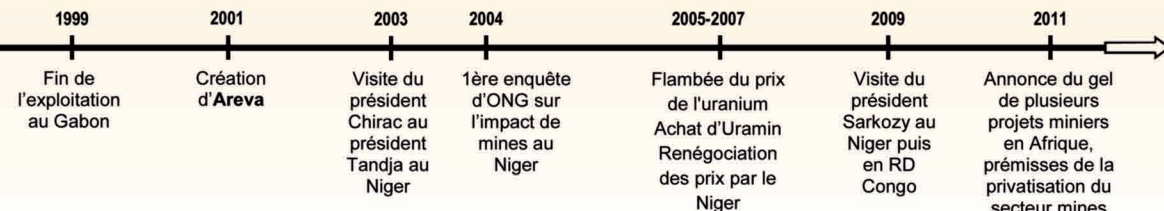
l'État français.
aux 58 réacteurs
d'Areva en 2008 a
monde, re-
d'affaire d'Areva
bruts en 2007-2011.



Au Niger comme au Gabon, des organisations de la société civile telles qu'**Aghir In Man** à Arlit, le **GREN** et le **ROTAB** à Niamey, **Brainforest** à Libreville, dénoncent les conditions d'exploitation de l'uranium. A Falea, au Mali, l'**ARACF** a obtenu une meilleure prise en compte des conséquences de l'exploitation de l'uranium avant même sa mise en exploitation par Rockgate, entreprise canadienne. Mais partout **l'émergence d'un débat démocratique** autour des questions minières **tarde à venir**, les critiques sont ignorées par les gouvernements et balayées par Areva qui prétend dépenser 6 millions d'€ par an dans des actions de développement durable !

Pour aller + loin...

Des livres et rapports
- F.-X. Verschave, *Noir Silence*, Les Arènes (2000)
- D. Lorentz, *Affaires atomiques*, Les Arènes (2001)
- Rapports Aghir In Man/CRIRAD/Sherpa (2005), Greenpeace (2010)
Des reportages
- *Uranium, l'héritage empoisonné*, D. Hennequin (2009)
- *Uranium, la Cogema a-t-elle contaminé le Niger ?* M. Despratx (2005)
Des sites web
www.rotabniger.org
www.criirad.org
www-personal.umich.edu/~hechtg/



Nos associations demandent à Areva, entreprise à capitaux publics :

- ♦ une suspension immédiate de tous les projets miniers tant que des conditions d'exploitation respectueuses de l'environnement et de la santé des travailleurs et des populations locales ne sont pas garanties par une expertise indépendante reconnue par l'État hôte et par la société civile locale ; le référentiel doit être a minima celui de la réglementation française en la matière.
- ♦ le versement de taxes ou contributions par Areva aux États hôtes, confiées à une gestion indépendante spécialisée pour la remise en état des sites après extraction, la dépollution des sites en exploitation et de leurs abords (confinement des stériles et déchets radioactifs, collecte des objets et ferrailles contaminés...).
- ♦ Le respect de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, notamment par l'association étroite des populations locales aux décisions liées à la gestion des ressources en eau et à l'utilisation des terres.
- ♦ la contribution financière d'Areva à la mise en place pour tous les ex-travailleurs des mines et les populations vivant à proximité d'un examen médical complet, d'une évaluation rétrospective des doses subies, d'un suivi sanitaire à long terme réalisé par des organismes médicaux indépendants et l'indemnisation des préjudices subis.

Sur les activités des entreprises françaises en Afrique, Survie demande:

- ♦ de mettre fin aux différents mécanismes de soutien militaire, diplomatique et financier de la France aux dictatures et aux autres régimes autoritaires ou corrompus qui, en retour, favorisent depuis des décennies le pillage de ressources par les multinationales françaises.
- ♦ de mettre en place en France et de contribuer activement au niveau européen à une législation contraignante sur la responsabilité environnementale et sociale, en étendant la responsabilité juridique des sociétés françaises et européennes à leurs filiales étrangères.
- ♦ de mettre en place en France et de contribuer activement au niveau européen à une législation contraignante sur la transparence fiscale, obligeant les multinationales à publier pays par pays leurs comptes pour leurs activités dans chacun des territoires où elles sont implantées.
- ♦ d'œuvrer activement pour le renforcement des moyens de lutte contre la corruption, à la suppression du secret bancaire, principe au cœur des paradis fiscaux et judiciaires, et à la transmission automatique des données fiscales entre territoires.

Areva ne fera pas la loi au Niger

Le collectif mène une campagne visant à mettre la société Areva, la France, l'Union européenne et la communauté internationale face à leurs responsabilités. Le collectif dénonce les conséquences désastreuses de nos choix énergétiques ici et soutient ceux qui en paient le prix là-bas.

Réseau de solidarité et d'action, le collectif travaille en lien avec les populations concernées dans leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits, de leur dignité et de leurs libertés fondamentales.



arevaneferapaslaloi@gmail.com
areva.niger.free.fr

Rejoignez Survie !



Elle fonde son action sur la légitimité qui incombe à chacun-e d'interpeller ses élu-e-s et d'exiger un contrôle réel des choix politiques faits en son nom. Pour Survie, les problèmes de développement et la pauvreté dans les pays du Sud ont avant tout des causes politiques. C'est donc à ce niveau qu'il convient d'agir.

Rejoignez nos 1700 adhérent-e-s et l'un de nos 24 groupes locaux et participez à la diffusion d'une information indépendante, critique et alternative via notre revue mensuelle *Billets d'Afrique et d'ailleurs*. Vos cotisations assurent l'indépendance financière et par conséquent notre liberté de ton et d'analyse.

Survie est une association (loi 1901) qui mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyen-ne-s et des élu-e-s pour une réforme drastique de la politique de la France en Afrique.



contact@survie.org

Adhérer sur

www.survie.org

Ce fascicule est disponible en format papier dans la boutique du Réseau !

Il est en vente au prix de 1€ les 5 exemplaires, et 2€ les 10 (frais de ports inclus). Pour le commander, rendez-vous sur notre site <http://boutique.sortirdunucleaire.org/>, rubrique "Brochures".

Vous pouvez également nous envoyer un chèque au Réseau "Sortir du nucléaire", 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 4. N'oubliez pas de nous noter vos coordonnées !



Le combat des Aborigènes contre les mines d'uranium

L'économie de l'Australie est principalement basée sur l'exploitation de toutes sortes de mines : or, cadmium, cobalt, plomb et certains métaux rares ainsi que charbon, fer, et bien sûr uranium. Mais celles-ci sont majoritairement situées sur des territoires aborigènes. L'Australie est le pays disposant des plus importantes réserves d'uranium connues.

Le continent australien est habité depuis des milliers d'années par deux peuples : les Aborigènes et les Torres. À partir de 1788, la couronne britannique décide de coloniser cette grande île et y envoie principalement ses repris de justice, allant des simples voleurs d'un quignon de pain aux criminels les plus dangereux.

Un peuple de couleur différente est déjà sur place avec des pratiques et des rites qui ne sont pas celles des colons... On colonise, on esclavagise à tour de bras, on extermine. Les Aborigènes sont considérés comme des animaux et le resteront jusqu'en 1966 selon le droit australien. Destruction pure, simple et programmée d'une culture qu'on ne prend même pas la peine de connaître. Les effets seront terribles et sont encore aujourd'hui, en 2011, extrêmement destructeurs. Il existe toujours aujourd'hui des camps plus ou moins officiels où l'on sépare systématiquement les mères de leurs enfants pour que langage et culture ne se transmettent pas.

Le peuple aborigène ne connaissait ni la violence, ni le combat, ni même l'agressivité, encore moins alcool et drogues. On peut imaginer avec quelle facilité les colons feront signer des baux totalement défavorables aux Aborigènes saouls ou drogués.

La notion de propriété individuelle n'existe pas dans la culture aborigène, par contre leur sens de la responsabilité en terme de territoire est très supérieur au nôtre. Un exemple : au début de la marche de juillet 2011 contre le nucléaire, le long de la Loire, les organisateurs ont eu la surprise de recevoir un e-mail d'Australie émanant des communautés aborigènes : elles leur présentaient leurs excuses pour l'uranium qui part de leur pays à destination de la France. "Nous ne voulons pas ça". Or l'extraction de l'uranium est le fait exclusif de compagnies occidentales, non des Aborigènes.



© Gundjeihmi Aboriginal Corporation

On imagine bien les problèmes aujourd'hui, alors que les Aborigènes ont enfin le droit de vote, qui peuvent se poser aux Australiens. Une grande réconciliation nationale a été initiée en 1991, avec en point d'orgue les excuses publiques du premier Ministre en 2001, mais elle est restée une belle intention. Comment en effet alors que tout le pays ne fonctionne que par l'exploitation des mines, régler le problème de la propriété du terrain où elles sont situées ? Une indemnisation réaliste mettrait l'Australie en faillite, car toutes les terres australiennes ont été un jour sous la responsabilité d'un clan aborigène. Une fois de plus, la solution des colons est d'attendre que les membres du clan décèdent jusqu'au dernier pour ne pas avoir à indemniser. Abject !

Yvonne Margarula,
fondatrice de la Gundjeihmi
Aboriginal Corporation

Une victoire, mais la lutte reste d'actualité

En 1978, des terres ancestrales dispersées dans le Kakadu Park, dans le territoire du Nord, ont été remises aux Aborigènes contre l'autorisation par le père d'Yvonne Margarula d'exploiter la mine d'uranium de Ranger, actuellement la plus grosse mine d'Australie. Depuis, le père d'Yvonne est décédé et Yvonne a créé Gundjeihmi, société qui utilise les royalties de Ranger pour lutter contre les mines d'uranium et faire connaître l'histoire des Mirrar, clan d'Yvonne.

Le Kakadu Park comporte trois terres potentiellement riches en uranium : Ranger, déjà en exploitation depuis 1978, Kongarra et Jabiluka.

Colone de gauche :
Le site de Jabiluka



© Gundjeihmi Aboriginal Corporation

Kongarraa, contrairement aux deux autres n'est pas de la responsabilité d'Yvonne, mais de Jeffrey Lee, dernier de son clan ("mob" en australien) les Djok. Areva possède un document lui permettant de renouveler tous les cinq ans une demande d'exploitation que Jeffrey a toujours refusée. Étant le dernier de son clan, Jeffrey a décidé d'assurer l'avenir de la terre dont il est responsable. Il se bat depuis de longues années pour que cette terre soit réincorporée dans le Kakadu Park.

Colonne de droite :
La mine de Ranger



© Gundjeihmi Aboriginal Corporation

Avec l'aide d'Yvonne et de sa société, la victoire est en vue et le classement de Kongarraa en tant que patrimoine mondial de l'UNESCO est imminent. Contrairement aux souhaits d'Areva et consort, Jeffrey connaîtra de son vivant la paix sur sa terre pour aujourd'hui et pour demain et peut légitimement revendiquer le fait d'avoir bouté hors de chez lui le lobby minier.

Jeffrey Lee a mis Areva en échec



© Gundjeihmi Aboriginal Corporation

Pour autant, rien n'est fini. Car ce lobby aimerait bien faire entrer en exploitation Jabiluka qui promet un gisement beaucoup plus important que Ranger. Cette partie du parc était protégée par une règle du jeu gouvernementale qui établissait "pas plus de trois mines dans le territoire du Nord". Mais coup de théâtre en 1987, le gouvernement modifie la règle du jeu et ne limite plus la quantité de mines possibles. La ficelle est énorme, mais nous avons l'habitude avec les nucléocrates.

En 1998, les dossiers sont bouclés, et les engins sont prêts à creuser, et ils commencent effectivement à creuser lorsqu'un camp de militants se met en place pour bloquer le chantier. 50 000 personnes se déplaceront pour tenir le camp jusqu'à la saison des pluies qui marquera la fin du camp, mais aussi l'impossibilité pour la société de continuer les travaux. Dépitée, la société revend l'ensemble à Rio

Tinto. Les négociations reprennent et Yvonne arrache un accord avec Rio Tinto : pas de trou sur sa génération. Rio Tinto bouche le trou creusé précédemment. Fin du premier acte.

Ranger pourrait fermer en 2016. Mais Rio Tinto ne baisse pas les bras. Comme Yvonne a la vie dure, leur idée est de prolonger Ranger autant que possible afin qu'il y ait toujours de l'extraction minière dans le paysage en attendant le décès d'Yvonne. Vous avez dit abject ?

L'ensemble des associations environnementales se mobilise actuellement pour exiger la fermeture de Ranger à la date prévue tout en empêchant l'ouverture de Jabiluka. Ils ont besoin de notre soutien.

Dernière minute : au mois d'octobre, le gouvernement a validé l'extension de la mine Olympic Dam, la plus grande d'Australie, et le principal consommateur d'eau du pays. Ce projet consiste à étendre la mine souterraine, actuellement exploitée par BHP Billiton, en créant une mine à ciel ouvert où seront extraits le cuivre et l'uranium.

Enfouissement de déchets : un projet sournois

Il existe un seul réacteur nucléaire en Australie, un réacteur expérimental implanté à Sydney. Depuis 2006, un projet de centre d'enfouissement de déchets nucléaires existe à Muckaty. Mais comme d'habitude, tout est secret et les informations filtrent au compte goutte. Il n'y a bien évidemment eu aucune concertation avec les populations et le caractère sacré de ces territoires pour les aborigènes n'est même pas évoqué.

Ce qu'on sait aujourd'hui, c'est que comme les ressources en uranium risquent de se tarir très vite, le lobby des miniers verrait d'un bon œil l'ouverture d'un centre d'enfouissement gigantesque en faible profondeur capable d'accueillir une très grande partie des déchets nucléaires mondiaux, voire la totalité. L'argument est que les quelques déchets nucléaires australiens actuellement stockés à La Hague devraient retourner en Australie avant fin 2015. Ce qui leur permet d'accélérer la mise en place de ce projet. Hors cet argument serait fallacieux car à l'origine, le combustible était argentin, donc les déchets devraient retourner... en Argentine. Affaire à suivre, mais là aussi, notre soutien peut s'avérer très précieux sur ce combat.

Ci dessous :

"Nous disons non à la poubelle nucléaire - Pas de poubelle nucléaire à Muckaty. Pays propre - Communautés fortes."



© Beyond Nuclear Initiative

François Mativet

Administrateur suppléant
du Réseau "Sortir du nucléaire"

À la rencontre des antinucléaires australiens

Fin 2010, l'association Footprints for Peace invitait le Réseau à participer en août 2011 à la marche contre les mines d'uranium de Wiluna à Perth, soit 1 200 km environ dans le bush australien. La marche fut précédée de toute une série de rencontres, qui ont permis à André et François, administrateurs bénévoles, de tisser des liens avec le mouvement antinucléaire australien et de poser des bases pour de futures collaborations. Récit fragmentaire de cette "tourné" intense.

Jeudi 4 août : Nous arrivons à Sydney le 3 août au matin, la marche devant débuter le 18. Nat et Jalinyba, son fils de 14 mois, nous accueillent. Animatrice de Beyond Nuclear, Nat est connue de toute la militance australienne. Elle nous détaille le programme à venir qui débute l'après-midi même par une réunion à 18 heures.

En Australie, ce genre de réunions a toujours lieu de 18 à 20 heures afin de laisser la soirée libre. Est-ce le sujet qui passionnait, le verbe d'André ou le plaisir de voir des Français, mais, pendant tout notre séjour, aucune de nos prestations ne se terminera à l'heure. Le matériel à peine installé, les premiers participants arrivent. Une cinquantaine de personnes découvriront avec stupéfaction la France nucléaire. Nous partageons le micro avec un étudiant australien qui réalise une thèse sur la militance antinucléaire au Japon, dont il revient, dans le contexte post-Fukushima. Il a constaté sur place que beaucoup d'associations antinucléaires se sont réactivées ou ont été créées.

Vendredi 5 août : Direction le parlement pour une interview en compagnie de Lee Rhiannon, sénatrice verte, pour l'Associated Press. La veille de l'Hiroshima Day, très important ici, cette interview sera bien reprise par les médias. Nous enchaînons avec la rencontre de plusieurs sénateurs Verts dans le parlement. Dans la discussion, nous prenons conscience qu'ils attendent beaucoup de nous pour communiquer internationalement et faire barrage autant que possible aux projets miniers et plus généralement au nucléaire mondial.

Samedi 6 août : 66^e anniversaire d'Hiroshima. Le matin, nous filons vers une conférence-débat sur Hiroshima. Beaucoup de bons intervenants, mais

comme souvent, très - voire trop - longs. Après un sandwich, nous partons au Rally quelques centaines de mètres plus loin. Musique, chants, danses japonaises, interventions et nous partons ensuite pour un défilé, encadré par la police. De retour sur le lieu du Rally, nous intervenons avec André. Pour la majorité du public, la découverte de la France nucléaire est une énorme surprise ; la motivation et l'action du Réseau nous valent un tonnerre d'applaudissements.

Des moments très forts lors du Hiroshima Day



© François Mathivet

Dimanche 7 août : Journée de repos dont on avait bien besoin ; nous profitons du marché bio et bouclons nos sacs pour le lendemain. Soirée avec Nat, Paddy et la famille d'un Sri-lankais francophone et photographe. Les "Aussies" donnent l'impression de n'être jamais stressés, tout en étant d'une efficacité redoutable. Mais Nat est la personne qui nous a le plus impressionnés par son énergie et sa disponibilité. Elle nous a présenté beaucoup de gens en peu de jours et des liens forts se sont déjà créés.

Lundi 8 août : Melbourne. Nous visitons CERES, un lieu alternatif où nous avons la surprise de voir les panneaux photovoltaïques positionnés en direction du nord... hémisphère sud oblige. Réparateur de vélos, bar-resto bio local, écoles et potagers participatifs permettent à ce lieu d'être une référence à Melbourne.

Colonne de gauche : André répond aux questions de deux journalistes australiennes



© François Mathivet

Mardi 9 août : Nous rejoignons North Brighton, banlieue de Melbourne, pour rencontrer Kazuyo Matsu Preston, animatrice de Japanese for Peace, une association de Japonais vivant en Australie et militant pour l'abolition des armes nucléaires et la paix mondiale. Nous mesurons la puissance de l'engagement de Kazuyo non seulement contre le nucléaire militaire, mais aussi contre le nucléaire civil ; signe que ces thèmes convergent de plus en plus depuis Fukushima. Fin d'après-midi, forum à l'occasion du Nagasaki Day où notre présence est remarquée, ce qui nous permet d'approfondir la discussion avec les spectateurs. Même ici, nous percevons la prégnance du nucléaire civil.

Mercredi 10 août : Rapide rencontre avec Tim Wright, directeur de campagne de ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear weapons) à qui nous présentons la France nucléaire et le Réseau. Nous montons un étage plus haut, pour rencontrer Dave Sweeney, chargé de campagne de l'Australian Conservation Foundation, association très active pour l'environnement. Plus de deux heures d'entretiens nourris et riches nous permettent d'apprécier les qualités de cet homme. Premier à avoir mené des actions antinucléaires impliquant les Aborigènes, il est aussi le spécialiste des mines d'uranium. Une longue expérience lui permet de répondre à toutes nos questions, et d'alimenter le débat par des remarques d'une pertinence rare. Des bases sont posées pour travailler ensemble. À l'issue de la rencontre, Dave nous fait visiter son bâtiment qui héberge d'autres ONG australiennes et qui est unique en Australie sur les plans écologique et énergétique (www.60Lgreenbuilding.com).

Jedi 11 août : Tôt le matin, courte manif au Trades Hall à l'initiative des syndicats pour l'énergie solaire. Le temps de dire bonjour, c'est terminé. En fait, il s'agissait juste de faire des photos pour les médias avant d'aller rencontrer les gens du ministère pour peser en faveur de l'énergie solaire pour la préservation des emplois. Le Trades Hall est un lieu mythique, d'où toutes les grandes luttes sociales ont démarré. Le gardien nous en fait faire la visite avec force explications et anecdotes.

Nous rejoignons Nancy, notre hôtesse, qui travaille dans ce bâtiment pour la Medical Association for Prevention of War qui est l'antenne australienne de IPPNW (l'Association Internationale des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire). Suite à cette rencontre, nous sommes depuis en contact fréquent. À 13h, interview de 20 mn en français pour la Radio SBS qui est la branche internationale de la radio nationale australienne ABC. À 14h30, autre émission radio "The radioactive show" pour la radio communautaire la plus ancienne de Melbourne.

En attendant la réunion suivante, notre hôte Nic MacLellan nous fait un brillant exposé sur les flux migratoires de cette région du monde. Il la connaît particulièrement bien. Polynésie, Micronésie et Mélanésie n'ont presque plus de secrets pour

nous... Il s'active depuis les années 70 entre autres dans le Nuclear-Free and Independent Pacific Movement (NFIP) qui rassemble de nombreux pays (malgré l'immensité de l'espace et les difficultés financières) sur les questions du nucléaire, de la décolonisation et des droits de l'Homme.



© François Malivet

Bonne réunion publique, avec 30 participants à l'invitation des Amis de la Terre Australie. Leur lieu est remarquable : au RDC, café convivial et épicerie bio, avec beaucoup d'aliments en vrac proposés. À l'étage, tous les bureaux et salles de réunions. Au milieu de la grande table de réunion trône un autocollant du Réseau en français...

Vendredi 12 août : Aujourd'hui, nous avons rendez-vous avec Kirsten Blair qui vient nous détailler les problèmes des mines d'uranium se trouvant dans le Parc National du Kakadu, dont la plus tristement célèbre est celle de Ranger, qui est aussi la plus grande d'Australie. Kirsten travaille depuis des années avec le clan aborigène des Mirrar, responsables traditionnels de ces terres. Cela nous concerne directement car Areva a des visées sur l'un des trois sites d'uranium concernés, Koongarra, mais a de grandes chances de perdre.

Dimanche 14 août : Arrivés à Canberra, nous nous rendons dans une ferme bio. Moments intenses avec le propriétaire qui après présentation et visite de sa ferme dont la cohérence est impressionnante, nous emmène voir nos premiers kangourous. Après en avoir aperçu quelques-uns de loin, au sommet d'une colline nous tombons sur un mob (pas mobylette, mais clan) de 25 ou 30 animaux sauvages. Nos hôtes Inge et Taka, deux Japonais militants et marcheurs antinucléaires très actifs, nous présentent Scott, le fils du propriétaire de la ferme. Personnage haut en couleurs et militant très impliqué dans les luttes environnementales.

Lundi 15 août : Nous partons visiter le Muséum national dont la partie aborigène est assez incroyable. Nous comprenons que la réconciliation officielle de 2008 entre gouvernement et Aborigènes, loin d'avoir tout réglé, n'est qu'un début sinon un leurre. Quelques jours plus tôt, nous avons eu la surprise d'apprendre que la séparation d'enfants aborigènes d'avec leurs parents se pratique toujours en 2011... L'objectif officieux étant que la culture se transmette le moins possible entre les générations.

Colonne de droite :
André en pleine discussion
avec Nic (à gauche), plusieurs
encyclopédies à lui tout seul.

19 Août :
deux policiers nous tendent
des plateaux remplis
de cookies et de muffins !



© François Malivet

Mardi 16 août : Nous prenons le bus direction le New Parliament of Canberra (parlement fédéral national), pour rencontrer le sénateur vert Scott Ludlam et son attachée parlementaire Felicity, militante très appréciée par beaucoup d'anti-nucléaires rencontrés. C'est Scott qui a réalisé l'excellent film antinucléaire "Climate of hope", traduit en français et diffusé par le Réseau ("Un climat d'espoir"). Après une bonne heure d'entretien, nous nous rendons à la conférence de presse prévue où 3 chaînes de télé nationales nous attendent. Surprise, cela se passe à toute allure et nous avons juste le temps de présenter quelques arguments percutants et de déployer la carte de France nucléaire.

Nous nous rendons ensuite à la Aboriginal Tent Embassy (www.aboriginaltentembassy.net/) Présente depuis 1972 face au parlement, cette "tente ambassade" est le seul site reconnu nationalement comme représentant la lutte politique pour les Aborigènes. Puis soirée publique à l'assemblée législative, au centre-ville de Canberra, à l'initiative des Verts régionaux et de la ligue des femmes pour la paix et la liberté (WILPF). Notre présentation maintenant bien rodée suscite de nombreuses et pertinentes questions.



Mercredi 17 août : Arrivée à Perth après un départ de Canberra aux aurores. Une action devant le parlement de l'Australie de l'ouest pour déclarer officiellement le départ de la marche nous attend à notre descente d'avion avant de prendre demain matin un bus pour un voyage de 2 jours vers Wiluna. Nous retrouvons enfin Marcus, organisateur de cette tournée et de la marche.

Jeudi 18 août : Nous embarquons donc pour 2 jours de voyage en bus avec remorque pour les bagages, pour rejoindre Wiluna, départ de la marche. Le lendemain après-midi, nous arrivons à Wiluna. L'ambiance est tendue car des funérailles aborigènes ont vidé la ville. Nous filons vers North Pool, notre campement pour 2 jours. Glenn nous y rejoint avec sa famille ; il fera la marche avec nous jusqu'à la limite de son territoire, et d'autres Aborigènes nous accompagneront sur les territoires suivants. C'est vraiment la première fois qu'une marche obtient une adhésion aussi marquée de la part de la communauté aborigène.



En marche... : Dès le début de la marche, l'ambiance est incroyable, Blancs et Aborigènes, jeunes et vieux, Américains, Indiens, Anglais, Néozélandais, Français et bien sûr Australiens marchent le long d'une route contre les mines d'uranium et pour la paix. Les conversations s'engagent très vite dans toutes les langues. Nous sommes arrêtés l'après-midi par une voiture de police d'où sortent deux policiers... qui nous tendent des plateaux remplis de cookies et de muffins. La présence constante des Aborigènes à nos côtés est très sécurisante et nous permet de découvrir une nature secrète mais combien riche et généreuse. Après encore quelques jours de marche tout aussi denses et passionnants, je dois rentrer en France reprendre mon travail.

Au départ de la marche, à North Pool.

Colonne de gauche : La Tent Embassy, un incroyable lieu de militance face au Parlement

Deux semaines après mon retour : Je reçois un coup de fil d'une réalisatrice qui prépare un documentaire sur les Aborigènes et souhaite me rencontrer. Après divers échanges, nous décidons de travailler ensemble pour montrer les effets de l'exploitation des mines d'uranium sur la façon dont sont traités les autochtones en Australie. Je vais donc y retourner pour les besoins du film, car plus que le pays, les Aborigènes m'ont séduit, touché et convaincu que leur culture exceptionnelle ne doit pas disparaître.

François Mativet
Administrateur bénévole

Retrouvez d'autres photos et un récit de la marche sur notre site web : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Australie-Marche-Walk-away-from,163>

Peaux et drapeaux sont à l'unisson : de toutes les couleurs



Vite, des infos !

Nouvelle victoire pour les antinucléaires suisses

Le 7 mars a été rendue publique la décision du Tribunal administratif fédéral (TAF) helvète d'arrêter la centrale nucléaire de Mühleberg dès fin juin 2013. Le TAF en a décidé ainsi, suite à la plainte déposée par le Comité Mühleberg – Illimité – Non, en réaction à l'autorisation de fonctionnement illimitée qui avait été accordée en 2009 à l'exploitant de la centrale, les Forces Motrices Bernoises (FMB). Au vu des fissures dans l'enceinte du réacteur, des risques en cas de tremblement de terre et de l'absence de moyens de refroidissement indépendants de la rivière Aar, le TAF a donné raison aux opposants.

Les FMB ont encore la possibilité de déposer un recours, mais pour prétendre continuer à exploiter la centrale de 373 MW, qui représente 5 % de la production d'électricité suisse et 30 % de la production des FMB, l'exploitant devrait présenter de nouvelles solutions techniques pour répondre aux enjeux de sûreté pointés. Cette possibilité paraît toutefois très théorique, et de nombreux observateurs et personnalités politiques voient dans la décision du TAF la probable fin de Mühleberg. Les opposants pensent déjà s'attaquer maintenant à Beznau, la plus vieille centrale encore en activité.

Voilà qui pourrait conduire la Suisse à accélérer sa sortie du nucléaire, décidée mi-2011 pour l'horizon 2034.

Sources : swissinfo.ch / lecourrier.ch



© Andreas Blaher

La centrale nucléaire suisse de Mühleberg

Plutonium illégal à Cadarache : le CEA condamné en correctionnelle

Le 14 mars 2012, le CEA a été condamné par le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence pour non déclaration immédiate d'incident. Cette condamnation fait suite à la découverte, en 2009, d'une importante sous-évaluation des quantités de plutonium détenues au sein de l'ATPu, sur le site de Cadarache. À la suite de l'audience qui s'est tenue le 25 janvier 2012, le CEA a été condamné à 15 000 euros d'amende et à 1 euro symbolique de dommages et intérêts pour chacune des parties civiles dont le Réseau faisait partie. C'est une nouvelle victoire contre l'industrie nucléaire !

DR



Il suffit d'inhaler un millionième de gramme de plutonium pour contracter un cancer du poumon, et 3 à 4 kg permettent de fabriquer une bombe atomique.

Plus de leucémies infantiles à proximité des centrales françaises

Le Journal International du Cancer a publié dans son numéro de janvier une étude scientifique établissant une corrélation très claire entre la fréquence des leucémies infantiles aiguës et la proximité des centrales nucléaires.

Cette étude épidémiologique rigoureuse, menée par une équipe de l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale), de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire), ainsi que le Registre National des maladies hématologiques de l'enfant de Villejuif, démontre pour la période 2002-2007 que la fréquence d'apparition de leucémies infantiles (enfants de 0 à 14 ans) augmente de façon importante dans un rayon de 5 km autour des centrales nucléaires françaises - jusqu'à 2,2 fois plus chez les enfants de moins de 5 ans.

Elle confirme ainsi l'étude menée en Allemagne par le Registre des Cancers de Mayence en 2008, qui avait abouti à des conclusions similaires : +117 % de leucémies infantiles dans un rayon de 5 km à proximité des centrales allemandes.



© sbpnucléaire.net

Énergie : les préoccupations des Japonais évoluent

Fin avril, les deux derniers réacteurs japonais en fonctionnement seront arrêtés, et le Japon sera de fait sorti du nucléaire. Il faut espérer que les autorités locales tiendront fermement leur position de refus de leur redémarrage. Fin janvier 2012, un nouveau sondage indiquait que 36 % des Japonais veulent un arrêt total et immédiat du nucléaire, et 65 % d'ici 2050. L'enquête montre surtout que les perceptions et les préoccupations des Japonais en matière d'énergie évoluent : pour 64 %, il est "extrêmement important" que le système énergétique nippon ne puisse pas provoquer d'importants dommages en cas d'accident, et pour 52 % qu'il n'ait pas un impact négatif pour les générations futures. En comparaison, seuls 33 % mettent à ce niveau d'importance le coût ou le prix de l'énergie...

Source : Institute for Studies in Happiness, Economy and Society / Japan for Sustainability

Coûts du nucléaire : la fin du **mythe** et l'heure des choix

Le rapport sur les coûts du nucléaire publié le mardi 31 janvier par la Cour des Comptes jette un pavé dans la mare des débats sur le nucléaire. Malgré plusieurs impasses, il met à mal le mythe du nucléaire bon marché et des coûts maîtrisés de l'atome, plaçant les décideurs dans l'obligation d'effectuer des choix. Qu'il s'agisse de poursuivre à grand frais avec les centrales actuelles ou d'opter pour un virage décisif vers des énergies moins polluantes et infiniment moins chères, le statu quo n'est plus possible !

À l'issue de 7 mois de recherche : des impasses, des trouvailles et beaucoup d'incertitudes. Proposée par le WWF en mai 2011, l'idée d'un audit des coûts du nucléaire a enchanté Nicolas Sarkozy, qui y voyait une occasion en or de démontrer, à l'approche de la période électorale, le caractère prétendument bon marché de son énergie préférée. L'étude a débuté en juillet 2011, pour une publication fin janvier 2012. Un délai très restreint pour un thème aussi vaste et aussi épineux, même si cette juridiction indépendante s'était déjà penchée précédemment sur les coûts du démantèlement et de la gestion des déchets.

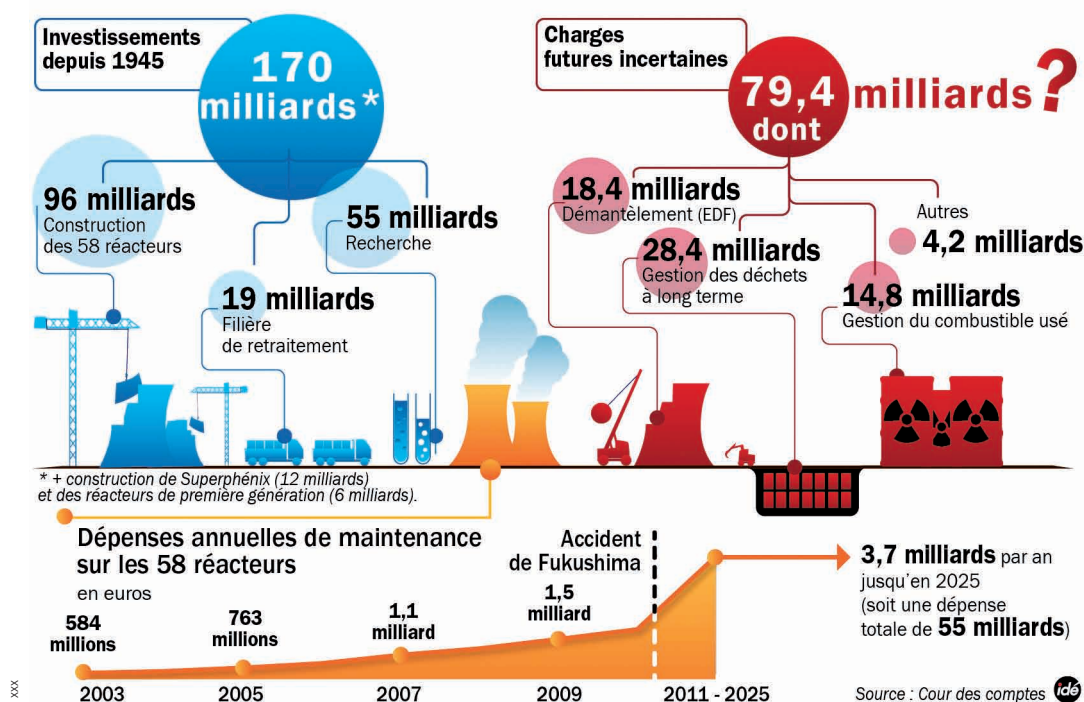
En si peu de temps, et compte tenu du secret qui entoure les données, de la mauvaise volonté des industriels, ou tout simplement de l'impossibilité de prévoir l'avenir, faire toute la lumière sur le sujet était impossible. Des impasses (regrettables) ont été effectuées, et une grande partie des chiffres obtenus sont à prendre avec des pincettes, la Cour elle-même soulignant les énormes incertitudes sur de nombreuses questions. Toutefois, contredisant les espérances de Nicolas Sarkozy, le travail effectué a aussi permis d'épingler certains coûts colossaux. Citons par exemple celui de la recherche dans le nucléaire, depuis le début du programme

atomique, qui s'élève à 55 milliards d'euros ; celui de l'accompagnement des convois de déchets nucléaires, qui est de 4,5 millions d'euros par an (dont 4 restant à la charge des gendarmeries), celui du réacteur Superphénix (12 milliards d'euros en tout). D'autres sont inquiétants par leur faible montant, comme celui de l'assurance. Si un accident survenait maintenant, seuls 90 millions d'euros seraient à la charge de l'exploitant, alors qu'une catastrophe comme celle de Fukushima se chiffre en centaines de milliards d'euros...

**Déchets et démantèlement :
même minimisée, la note est salée !**

Déchets nucléaires : un fardeau calculé de manière incomplète. La Cour des Comptes, s'en tenant à la très restrictive définition officielle des déchets nucléaires en France, n'a pas calculé le coût de la gestion de certaines matières. Aucun chiffrage de la prise en charge des 260 000 tonnes d'uranium appauvri qui s'entassent sur différents sites, ni des 82 tonnes de plutonium stockées à La Hague : les exploitants considèrent qu'elles peuvent être réutilisées dans un futur hypothétique et qu'il ne s'agit pas de déchets. Pas de calcul non plus pour les 52 millions de tonnes de résidus miniers très

Le coût de la filière nucléaire française selon la Cour des Comptes



radioactifs qui continuent de polluer les anciens sites d'extraction, ni pour les 150 millions de tonnes de roches plus ou moins radioactives dispersées à travers la France... Mais les chiffres obtenus pour la gestion des autres déchets dénotent des devis à la hausse et de sérieuses querelles en perspective. Ainsi, l'enfouissement des déchets les plus dangereux ne coûterait "que" 14,4 milliards d'euros selon EDF... mais 36 milliards selon l'Andra !

Notes :

I : Solar and Nuclear Costs – The Historic Crossover, Dr. John Blackburn, juillet 2010.

Démantèlement dément. Les dépenses pour le démantèlement des 58 réacteurs français en fonctionnement – sans inclure la dépollution des sites – sont estimées à 18,4 milliards d'euros, suite à un calcul d'EDF que la Cour des Comptes refuse de cautionner. Elle se livre d'ailleurs à une comparaison instructive, appliquant aux 58 réacteurs français les méthodes de calcul utilisées dans d'autres pays. Les coûts obtenus sont systématiquement supérieurs, voire triplent si on retient la démarche utilisée en Allemagne. Rappelons également qu'en Suisse, 17,5 milliards d'euros sont prévus pour le démantèlement de... cinq réacteurs. Doit-on en déduire que les Français sont très économes... ou qu'EDF bluffe de manière éhontée ?



© Oliviero - <http://ledepressindependance.wordpress.com>

Qui paiera la fin de vie du nucléaire ?

Même minimisées, ces sommes ne sont toujours pas couvertes par les industriels. Sur les 79 milliards d'euros estimés pour le démantèlement et la gestion des déchets, moins de la moitié sont provisionnés. Pour trouver les sommes disponibles, EDF n'a pas hésité à recourir à des tours de passe-passe aux limites de la légalité, par exemple en transférant des actifs de RTE dans le fonds destiné au démantèlement. Surtout, les provisions d'EDF sont particulièrement vulnérables aux aléas économiques : leur pérennité est tributaire d'une rentabilité suffisante des placements financiers d'EDF, qui ont déjà beaucoup souffert de la crise économique de 2008. Il devient évident que les contribuables devront voler au secours des industriels pour couvrir ces coûts...

Le nucléaire de demain, un fardeau

Très cher EPR. Alors que le solaire et l'éolien voient leurs coûts de production diminuer au fur et à mesure que leurs filières se développent, chaque nouveau modèle de réacteur nucléaire coûte plus cher que le précédent. Avec un MWh compris entre 70 et 90 euros, l'EPR explose tous les records.

La prolongation des réacteurs existants entraînera également des coûts impressionnants. Selon EDF, il serait nécessaire d'investir pour cela 50 milliards d'euros sur quinze ans, et 55 milliards si l'on intègre les dépenses prévues pour améliorer la sûreté suite à Fukushima. Cela nécessiterait d'investir 3,7 milliards d'euros par an. Cette évaluation, réalisée alors que les devis des travaux à effectuer ne sont pas encore connus, est considérée comme très optimiste par l'Autorité de Sûreté Nucléaire elle-même. Néanmoins, elle porte le coût de production du MWh nucléaire à 54 euros, soit bien plus que son prix de vente actuel (42 euros).

Les alternatives sont compétitives : telle est la conclusion que la Cour des Comptes aurait pu tirer si elle avait entrepris une comparaison entre énergies. Rappelons que différentes études estiment que le prix de production de l'électricité renouvelable est désormais inférieur, subventions déduites, à celui du nucléaire 1. On se souviendra par ailleurs qu'en 2006, le rapport "Un courant alternatif pour le Grand Ouest" avait démontré qu'il aurait été possible de répondre deux fois mieux aux besoins en énergie de la grande région normande si on avait consacré les 3,3 milliards d'euros que devait alors coûter l'EPR de Flamanville aux alternatives énergétiques. Que serait-il maintenant possible de réaliser si les 3,7 milliards à investir annuellement pour la prolongation des réacteurs étaient consacrés aux économies d'énergie et aux renouvelables ?

L'heure des choix est venue

Nous n'aurons ici qu'une évaluation partielle des coûts du nucléaire. Les dépenses à venir sont minimisées, et omettent de nombreux aspects (ainsi, quid d'une éventuelle suppression de la sous-traitance, qui ferait grimper les coûts de la main-d'œuvre ?). Ce rapport ne nous dit pas non plus à quel prix – humain, sanitaire et environnemental – les centrales fonctionnent et l'uranium est extrait.

Toutefois, même cette évaluation incomplète brise le mythe du nucléaire pas cher. Au vu des dépenses à venir, il faut s'attendre à une hausse importante du prix de l'électricité, qu'il deviendra grotesque de mettre sur le dos des renouvelables.

Plus de statu quo possible : deux choix se présentent maintenant en matière de politique énergétique. Soit prolonger indéfiniment l'exploitation des réacteurs existants, en engloutissant des milliards dans un insuffisant rafistolage des centrales ; assumer les risques inhérents à leur vieillissement, et choisir d'exposer la population à la menace d'un accident dont les coûts pourraient dépasser ceux de la construction du parc nucléaire. Soit amorcer au plus vite la transition vers d'autres énergies, infiniment moins polluantes, créatrices de centaines de milliers d'emplois, et dont les coûts, eux, ne cessent de baisser. N'attendons plus pour changer de cap !

Réseau "Sortir du nucléaire"

Le Manifeste négaWatt

un guide pour la transition énergétique

En septembre 2011, alors que gouvernement et industriels menaient une offensive commune pour défendre bec et ongles un système énergétique périmé, l'association négaWatt a rendu public un scénario démontrant qu'on pouvait très bien sortir du nucléaire et lutter contre l'effet de serre sans retour à la bougie. Le collectif d'experts en énergie, qui a contribué à populariser la fameuse trilogie "sobriété-efficacité-renouvelables", a fait paraître en janvier le Manifeste négaWatt, un ouvrage grand public qui détaille la démarche et les mesures préconisées pour ce scénario. En voici les grandes lignes ; pour en savoir plus, achetez le Manifeste sur www.negawatt.org, la lecture en est à la fois agréable et instructive.

La démarche négaWatt : un renversement du paradigme énergétique

En France, en matière de politique énergétique, c'est encore l'approche proposée par EDF au lancement du programme nucléaire français qui prévaut : tabler sur l'augmentation de la demande, donc produire encore plus de Mégawatts, et essayer ensuite d'absorber autant que possible la surproduction qui en découle.

L'approche négaWatt propose un changement de paradigme. Il ne s'agit plus de penser en termes de kW ou de litres de pétrole, mais de partir d'abord des usages et de nos besoins eux-mêmes, en distinguant ceux qui sont vitaux, nécessaires, superflus... ou nuisibles. Identifions ensuite les services énergétiques qui permettent d'y répondre, en termes de mobilité, de chaleur et d'électricité spécifique, et déduisons-en la demande énergétique réellement correspondante, en imaginant comment y répondre de la manière la plus efficace et en supprimant les gaspillages. Ce n'est qu'au terme de ce processus que l'on peut déterminer quelles sont les ressources énergétiques réellement nécessaires pour les différents usages, en privilégiant au maximum celles d'origine renouvelable.

À échéance 2050, en déclinant cette approche dans tous les domaines, on conserve un niveau de vie équivalent, même en anticipant une augmentation de la population de 7 millions d'habitants, tout en parvenant à diminuer de 2/3 notre consommation d'énergie primaire, à diviser par 16 les émissions de CO2 et à mettre fin au nucléaire en 2033.

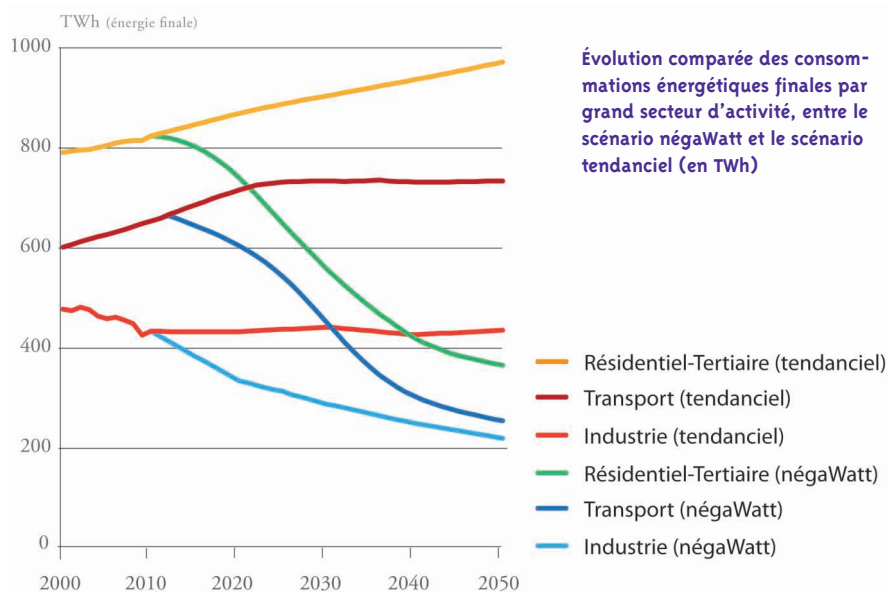
Un secteur prioritaire : les économies d'énergies dans le bâtiment

Le scénario négaWatt englobe tous les domaines de la production et de la consommation d'énergie (transport, agriculture, politique industrielle...). Évoquons en particulier le chapitre sur le bâtiment : ce secteur, qui représente 43 % de nos consommations d'énergie primaire, constitue un des plus importants gisements d'économies d'énergie.

négaWatt préconise des normes performantes pour les constructions neuves, en visant la généralisation

des maisons passives et en rendant les bâtiments à énergie positive obligatoires à partir de 2020. Toutefois, le rythme de renouvellement des bâtiments n'étant que de 1 % par an, l'action la plus urgente et la plus nécessaire est la mise en place d'un plan ambitieux de rénovation, qui permettra de créer des centaines de milliers d'emplois et de lutter contre la précarité énergétique.

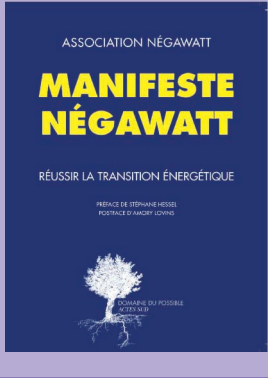
Dans ce secteur, la sobriété consiste à modérer nos besoins de chauffage (et si on se contentait de 19°C ?) et à refuser la climatisation. Elle revient également à limiter la consommation individuelle d'espace, en freinant la tendance à la décohabitation, en encourageant les pratiques d'habitat partagé, en préférant l'habitat groupé et le petit collectif à la maison individuelle...



Au final, ces diverses mesures de sobriété et d'efficacité permettent d'économiser 365 TWh à l'horizon 2050... soit l'équivalent de l'énergie finale produite par l'ensemble du parc nucléaire actuel ! Enfin, pour le chauffage, priorité est donnée aux énergies renouvelables – notamment au bois – et aux réseaux de chaleur ; le gaz conserve cependant une part importante. Dans tous les cas, l'aberration du chauffage électrique est éradiquée. Des économies

Pour en savoir plus :

Manifeste négaWatt
 Association négaWatt,
 préface de Stéphane
 Hessel, Coédition Actes
 Sud/Colibris, 380
 pages, 20 €



Notes :

I : La méthanation consiste à fabriquer du méthane artificiel à base de CO₂ et d'hydrogène (procédé différent de la méthanisation, qui consiste à faire fermenter la biomasse).

importantes peuvent également être réalisées sur les équipements électriques (éclairage, ventilation...). Il est possible de réduire quasi immédiatement d'un tiers la consommation d'un bâtiment en éteignant tous les appareils qui ne sont pas censés fonctionner.

Développement des renouvelables

Les auteurs rappellent que la France dispose d'un fort potentiel naturel pour le développement des énergies renouvelables, appelées à remplacer progressivement les énergies fossiles et fissiles. Le soleil et le vent sont certes variables, mais cette variabilité est prévisible. Pour y pallier, négaWatt accorde une large place à la biomasse (bois, résidus agricoles...) et préconise la fabrication de méthane "naturel", soit par fermentation, soit par le processus dit de méthanation¹. À l'horizon 2050, on se rapproche des 100 % d'énergies renouvelables : l'hydraulique assurera 25 % des besoins en électricité, l'éolien terrestre ou maritime quasiment la moitié, et le photovoltaïque, dont la baisse des coûts va se poursuivre, environ un quart.

Pour donner la priorité aux énergies renouvelables, les dispositifs légaux qui brident leur développement sont supprimés, et l'émergence de projets portés par les collectivités et les citoyens (à l'image de ceux d'Énergie Partagée) sont encouragés.

Une sortie du nucléaire en 20 ans

L'association négaWatt reconnaît volontiers le caractère "insoutenable" de l'atome, mais ne se revendique pas comme anti-nucléaire. La sortie du nucléaire n'est pas présentée comme l'objectif principal de ce plan global de transition énergétique ;

c'est néanmoins un des résultats obtenus, à l'horizon 2033. D'aucuns pourront objecter que la démarche pourrait être plus volontariste ; il n'en demeure pas moins que ce scénario fournit des pistes de travail solides et fouillées, pour ceux qui se satisfont de ce délai comme pour ceux qui souhaitent une sortie plus rapide.

Le principe retenu par négaWatt consiste, a demande d'électricité baissant, à remplacer progressivement les réacteurs par les énergies renouvelables, au fur et à mesure de leur montée en puissance ; de manière marginale, on recourt également au gaz pour assurer une certaine flexibilité. Le chantier de l'EPR est bien sûr stoppé, et un calendrier de sortie est défini, en prenant en compte tant l'âge que le potentiel de risque des installations. On arrêtera immédiatement, dans un premier temps, les doyennes des centrales ; dans un second temps, entre 2000 et 3500 MW sont retirés du réseau chaque année. Enfin, à la fin de la période, un coup d'arrêt définitif est apporté à l'ensemble de la filière. Par ailleurs, négaWatt préconise l'arrêt immédiat du retraitement et de la production du combustible MOX, et la reconversion des travailleurs du nucléaire dans l'industrie du démantèlement.

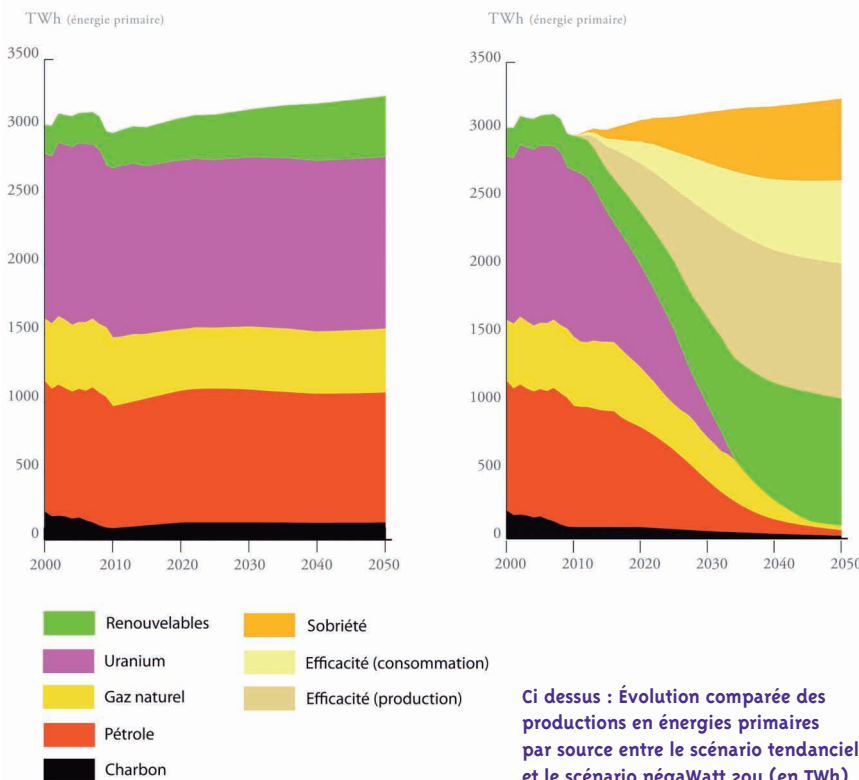
La transition énergétique demande un nouveau modèle économique

Pas de transition énergétique sans changement de paradigme économique. négaWatt prévoit ainsi l'instauration d'une fiscalité écologique, avec la création d'une contribution pénalisant les énergies polluantes et inefficaces, assortie d'une redistribution pour financer la transition énergétique et aider à la lutte contre la précarité énergétique. Cette redistribution concerne également les collectivités, qui sont les moteurs du changement. La transformation du modèle économique nécessite également de transformer les vendeurs de mégawatts en vendeurs d'économies d'énergies.

Au final, même si l'optimum économique n'est pas le but premier, on jette les bases de cercles vertueux qui pourraient aider à sortir du marasme actuel. Appliquer les mesures d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables préconisées permettrait d'économiser 700 milliards d'euros cumulés sur notre facture énergétique nationale d'ici à 2050 : de quoi financer bien des évolutions ! Enfin, en déduisant les emplois supprimés dans les industries polluantes de ceux créés par la transition énergétique, on arriverait à générer plus de 680 000 nouveaux emplois, non délocalisables et répartis sur tout le territoire. Qui osera encore opposer écologie et sortie de la crise économique ?

Charlotte Mijeon

Chargée de campagne et des relations extérieures



Transport maritime : la voile, une technologie d'avenir

Face à la raréfaction des énergies fossiles, la question du transport maritime n'est que rarement abordée. Comment, dans un monde en transition énergétique, traverserons-nous les mers ? Nous priverons-nous de café ? Alors que des projets d'application propulsive nucléaire civile resurgissent, il est temps de réinvestir dans le transport à la voile : commencer par utiliser l'existant pour construire l'éco-voilier du futur.

Alors que la "crise" actuelle se révèle chaque jour plus clairement pour ce qu'elle est : une crise énergétique ; alors que l'on semble réaliser que les énergies fossiles ne sont pas renouvelables ; alors que Fukushima bat en brèche la "panacée nucléaire", la société TransOceanic Wind Transport (TOWT) promeut une solution de transport propre de fret maritime dans un monde sans énergies "peu chères et abondantes", donc en harmonie avec les éléments. Quoi de plus naturel que le vent pour transporter des volumes significatifs à travers mers et océans ?



©Jacques Carrey

Finitude du monde et déclin des énergies fossiles

Le premier constat, le plus général, et désormais consensuel, est d'ordre géophysique : la Terre se réchauffe et le pétrole n'est pas une ressource renouvelable. Quoi qu'en disent certains, le réchauffement climatique constitue une menace à la vie sur Terre. Face à ces menaces, certaines solutions sont mises en avant, mais souvent entravées par des intérêts privés bien compris. La raréfaction des ressources pétrolières, dont les réserves effectives sont inconnues, nous fera accepter, de gré ou de force, que le monde des énergies intensives, abondantes et bon marché est en train de s'écrouler.

Transport maritime : le géant vulnérable

Le deuxième constat est celui de la vulnérabilité du secteur des transports maritimes. Il est au cœur de notre économie mondialisée, de la mise en concurrence des mains-d'œuvre et des ressources. Une réhumanisation, même partielle, de ce secteur permet d'envisager un avenir plus serein. Le "Rena", le "TK Bremen" ou le "Concordia", ces géants aux pieds d'argile, ne sont non seulement pas une garantie de "sécurité" comme on le prétend, mais leurs coûts sont en outre intégralement corrélés au prix du pétrole. Si à l'échelle du bilan carbone d'une unité de volume, le transport maritime semble marginal, il faut garder à l'esprit que 90 % des marchandises passent par les mers. Au total, les transports maritimes sont donc responsables de 3,5 % des émissions mondiales de CO₂ (soit près de 3 fois les émissions de la France) : attachés au "logiciel pétrole", ils ne proposeront pas d'alternative. Utilisant du fioul lourd, ils sont en outre à l'origine de 10 % des émissions de dioxyde de soufre SO₂. Face à cette hégémonie, les options de propulsion basées sur les énergies renouvelables (le vent et les voiliers) ont été désinvesties.

Prévenir l'émergence de "cargos nucléaires"

À force d'arrogance ingénieriale et de croyance aveugle dans le "capitalisme vert" — apporter des "solutions" technologiques aux problèmes créés par la technologie — l'on voit, dans une véritable fuite en avant, resurgir l'idée de la propulsion nucléaire de navires de transport, notre troisième constat.

Face au gigantisme des porte-conteneurs, l'idée de remettre des voiles aux navires de transport peut surprendre. Mais il s'agit toutefois ici d'évoquer l'avenir des grands voiliers de façon lucide et rationnelle. Précurseur, TOWT estime qu'il est temps d'exploiter le potentiel des grands voiliers existants en leur proposant des destinations et des marchandises labellisées "transportées à la voile" que des consommateurs reconnaîtront par adhésion au projet et par conscience environnementale.

Au-delà de cet objectif, éco-logique, pourquoi aujourd'hui naviguer sur des cargos à voile qui peuvent transporter des volumes significatifs sans avoir recours au moteur ? Cela répond à un triple constat.

Colonne de gauche :
Guillaume Le Grand, fondateur
de la société TransOceanic Wind
Transport

Dans les années soixante, un certain engouement était apparu pour la propulsion nucléaire des navires marchands. C'est ainsi que deux "démons-trateurs", le "Savannah", cargo américain de 10 000 tonnes et l'"Otto Hahn", minéralier allemand de capacité équivalente, furent mis en service respectivement en 1962 et 1968. Pour des raisons principalement réglementaires, ces premiers exemples ne furent pas suivis de la flotte qu'ils escomptaient entraîner dans leur sillage. On peut également citer le "Mutsu", battant pavillon japonais, dont la brève carrière fut jalonnée d'incidents.



Le Savannah, un cargo américain à propulsion nucléaire.

En effet, en novembre 2010, on apprenait qu'un consortium américano-anglo-grec mené par le concepteur de "mini"-réacteurs Hyperion menait un programme de recherche pratique en vue d'une application propulsive pour proposer aux armateurs des modes propulsifs "plus sûrs, plus propres et commercialement viables", tout en "réduisant les émissions de CO₂", selon le constructeur, qui cherche à vendre la conception d'un navire de transport propulsé par un réacteur nucléaire de 70 MW.

Si l'on consulte la "carte mondiale des épaves radioactives", et que l'on constate le peu de cas qui est fait des rejets radioactifs au large de Fukushima, l'on se rend compte que ce qui se passe "sous l'eau" intéresse très peu le public et est vite oublié. La mer est comme un tapis sous lequel on balaie la poussière. Les risques d'accidents et de rejets dans l'environnement en mer ou au contact des populations seraient accrus par une banalisation de la propulsion nucléaire civile d'autant plus qu'elle serait gérée par des acteurs privés.

Notes :

Rédiger une tribune dans la revue "Sortir du nucléaire" implique un positionnement éthique face à l'énergie nucléaire, face à une dette prise pour des dizaines de milliers de générations, face à ce dédain du bien-être de ceux qui nous suivront et face à la morbidité de ce type de projets. Développer dès aujourd'hui un transport de fret à la voile ayant un vrai impact logistique procède également de cette éthique.

1 : http://atomicsarchives.chez.com/tcher_no_sous_marin.html

C'est fort de ce triple constat que la TOWT propose de réhabiliter le transport à la voile selon trois axes.

Réhabiliter le transport à la voile

Le premier objectif est d'utiliser et de développer le savoir-faire de la marine à voile - qui disparaît alors même qu'il est appelé à redevenir stratégique - pour initier un "nouveau" type de transport. À ce propos, TOWT a organisé en octobre 2011 la rencontre à Brixham de Michael Emmett, ex-marine, auteur de l'ouvrage "Working traditional sail", et de Jorne Langelaan, capitaine du "Tres Hombres", qui a symbolisé le relais générationnel entre la gloire passée de la marine à voile et du renouveau de celle-ci par prise de conscience environnementale.

Rob Hopkins, fondateur désormais célèbre des Transition Towns (le mouvement des Villes en Transition, <http://villesentransition.net/>) insistait, lors de cette rencontre à Brixham que "l'immense majorité des marchandises consommées au Royaume-Uni est importée par bateau, nous rendant complètement dépendant du transport et donc du pétrole. Si le pétrole venait à manquer, il ne s'agirait pas de quelques privations, mais bien d'une remise en cause fondamentale de nos consommations. [...] Il nous faut quitter le pétrole avant qu'il ne nous quitte. Imaginer une telle perspective n'est pas toujours facile, mais ici, sur le "Tres Hombres", nous avons un aperçu de ce que cela impliquera. L'avenir sans pétrole n'est pas une perspective catastrophique et il faut l'envisager sereinement. La vie n'en sera pas moins belle". À l'issue de cette rencontre, le rôle de TOWT a pu être clairement défini : il s'agit de mobiliser producteurs, distributeurs et voiliers de transport pour exploiter un potentiel délaissé.



La pertinence économique de la propulsion vélique pour le transport

Le second objectif - écologie rimant avec économie - est d'ouvrir un marché de produits labellisés "transportés à la voile dans le respect de l'environnement". La mise en place de ce label permet d'intégrer au prix des produits la "dette environnementale" des émissions de CO₂ évitées par le transport à la voile.

Les liaisons mises en place par TOWT permettent à des producteurs artisanaux d'exporter de façon cohérente avec leur éthique de production. L'Avocet Ale, la bière biologique de la brasserie

traditionnelle Exeter Brewery ne serait, par exemple, jamais arrivée en France sans la liaison Devon-Finistère expérimentée par TOWT à plusieurs reprises avec différents navires.

En outre, le rhum vieux "Tres Hombres", du café et du cacao venus de République Dominicaine par les alizés sont déjà commercialisés en France et dans d'autres pays d'Europe. De plus, des producteurs d'huile andalouse ou de cidre breton vont bientôt pouvoir mettre en avant leur production à l'export grâce à l'intérêt que TOWT a suscité chez des distributeurs de proposer des produits locaux, mais venus de loin par la seule force du vent. Enfin, chaque camion, chaque container transatlantique évité permet à TOWT d'optimiser ses processus, d'élargir sa flotte, son marché, donc d'avoir un impact logistique et économique de plus en plus significatif.



© Diana Mesa - TOWT

Par ailleurs, pour certaines destinations et pour certains produits, le transport à la voile proposé par TOWT n'est pas plus coûteux que le transport conventionnel. En effet, la logistique moderne n'a pas d'alternative en infrastructure et en volume au tout-container et au tout-camion, ce qui occasionne des trajets parfois absurdes sur certains itinéraires. Un transport par voilier est par exemple compétitif dans le cadre d'un cabotage européen ou sur certaines liaisons transatlantiques. De même, entre l'Espagne et la Bretagne, ou le Royaume-Uni, le prix à la pompe fait que le transport "propre" d'une trentaine de palettes en voilier peut rapidement devenir cohérent avec les prix pratiqués par les transporteurs routiers.

Demain, les grands éco-voiliers

Enfin, les deux premiers objectifs servent à soutenir un mouvement visionnaire d'investissement dans des grands éco-voiliers. Plus grands, plus modernes, ils seront compétitifs, même avec une hypothèse basse du prix du baril de pétrole dans les années à venir. Cette flotte d'éco-voiliers de transport pourra assurer une transition énergétique répondant à ces questions légitimes : "Après le pétrole, les océans seront-ils infranchissables ? Comment acheminera-t-on le café, ou le cacao par exemple ?"

Ces éco-voiliers de demain existent d'ores et déjà, dans les bureaux d'étude qui s'y sont penchés :

L'Ecoliner de Fair Transport (www.fairtransport.eu) est un navire de 130 mètres, de 8 000 tonnes de déplacement lourd, et soutenu par l'équipe du "Tres Hombres". Une fois en service, il permettra à Fair Transport de garantir le même service que les cargos actuels : vitesse, prix du fret, fiabilité.

L'Ecoliner est conçu par le cabinet d'architectes navals Dykstra, qui a également la paternité du "Rainbow Warrior III" de Greenpeace ou du "Maltese Falcon". Ce dernier, un yacht de luxe, est gréé en "DynaRig". Chaque mât rotatif comporte six huniers présentant une cambrure pour un ensemble présentant une efficacité aérodynamique supérieure aux grands voiliers traditionnels à voiles carrées. Inspiré de ces mêmes travaux précurseurs, le projet du Britannique "B9 Shipping" propose une solution intégrée de grands voiliers de transport.

TOWT souhaite faire partie de cet élan technologique vers les voiliers du futur. Déterminé à prouver que les voiliers de transport – ceux qui existent aujourd'hui et ceux qui seront construits demain – offrent une solution sûre qui permet une réduction radicale de la consommation de pétrole, TOWT se concentre tout autant sur l'ouverture d'un marché pour les marchandises transportées à la voile par sa flotte existante que sur les perspectives de voir naître un grand éco-voilier en Europe. Pourquoi pas en France, et pourquoi pas en Bretagne ? Il y aurait là une occasion de faire écho à la tradition bretonne de marine à voile ainsi que de luttes écologistes, lavant ainsi à nouveau les marées noires dont elle a été la victime. Quoiqu'il en soit, il s'agit, pour relever les défis de la transition énergétique sur terre ou sur mer, de trouver des partenaires prêts à coopérer et ce, à l'échelle des problématiques auxquelles nous faisons face : celle de la planète.

Guillaume Le Grand

Fondateur de TransOceanic Wind Transport
www.towt.eu



© Dykstra

Ecoliner, un projet de cargo à voiles de 130 m de long.

Colonne de gauche : Premier chargement de la bière biologique Avocet Ale sur le Tres Hombres

Ci-dessous : Le "Maltese Falcon" (Faucon Maltais), un yacht de luxe à voiles.



© Amory Ross - www.amoryross.com

Le pédibus, pour des trajets scolaires "zéro énergie"

Le transport routier est l'un des plus gros consommateurs d'énergie et émetteurs de gaz à effet de serre au niveau mondial. La voiture est ancrée dans notre mode de vie à tel point que même les trajets les plus courts sont largement effectués en automobile : 26 % sont inférieurs à 1 km et 52 % à 3 km ! Et le trajet maison-école en fait partie. Le pédibus est l'une des nombreuses solutions pour enrayer le développement continu – et écologiquement catastrophique – du trafic routier.

Transport routier : bref état des lieux

La part de leur budget que les ménages consacrent aux transports est la plus élevée après le logement, et devant l'alimentation. Ils réalisent les deux tiers de leurs déplacements en voiture. On parcourt aujourd'hui une distance journalière dix fois plus importante qu'il y a 50 ans.²

Au niveau mondial, le transport routier de passagers représente 50 % de la consommation d'énergie finale des transports tous modes et usages confondus. En Europe, entre 1990 et 2005, la distance parcourue par habitant et par an a augmenté de 19 %, et cet accroissement du trafic commence à peine à ralentir. En 2008, le transport routier (passagers et marchandises) représentait 17,9 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'Union des 27. Entre 1990 et 2008, les émissions de GES du secteur des transports a augmenté de 24 %, alors que sur la même période, le total des émissions... baissait de 11 % !³

En effet, la pratique de la dépose/reprise des enfants en voiture à l'école augmente les émissions de polluants aux heures de pointe. Les enfants sont directement exposés d'une part à des concentrations de polluants très élevées dans les véhicules, d'autre part à des concentrations qui atteignent vite des niveaux importants dans l'air ambiant dans la rue de l'école. Ils sont malheureusement les premiers à en subir les conséquences.



Une solution : le pédibus

Le pédibus a tout de l'autobus scolaire : lignes, arrêts, terminus, horaires... mais il se déplace à pied ! Il est conduit par plusieurs adultes volontaires qui se relaient à tour de rôle, pour accompagner les enfants à l'école en toute sécurité.

Selon les communes et les écoles, le ou les pédibus effectuent le ramassage scolaire d'un certain nombre d'enfants. Une fois, deux fois ou tous les jours de la semaine ; les matins, midis et soirs. Des arrêts, disposés tous les 200 à 400 mètres le long du trajet défini, permettent de récupérer les enfants inscrits. Pour privilégier la sécurité des enfants et rendre le trajet le plus rapide possible, les arrêts sont souvent signalés par des panneaux. À chaque point de regroupement, des parents d'élèves et/ou des bénévoles assurent le ramassage au fur et à mesure de l'avancée du "convoi" d'enfants.

Parti d'une initiative locale danoise, "Marchons vers l'école" se développe rapidement en un événement international qui a lieu chaque année en octobre. Connue partout sous le nom "I walk to school", cette opération réunit aujourd'hui plus de 40 pays et près de 4 millions d'enfants, marchant tous ensemble vers et pour une planète en meilleure santé !

Vivre un pédibus : de nombreux avantages

C'est sympa et convivial : Pour les enfants, c'est l'occasion de se faire de nouveaux amis, pour les parents ce sont de nouvelles relations.

C'est sûr et assuré : Lorsque plus d'enfants vont à l'école à pied, le trafic automobile diminue. L'accès aux écoles devient plus sûr et les parents ont moins d'inquiétude.

Notes :

1 : Source : ADEME

2 : Marie-Christine Zélem, "Vitesse, mobilités et étalement urbain : le cercle vicieux ?", in Global Chance, "Vers la sortie de route ? - Les transports face aux défis de l'énergie et du climat", 2009

3 : European Environment Agency, "Greenhouse gas emissions in Europe: a retrospective trend analysis for the period 1990-2008", 2011 ; Global Chance, op.cit.



La voiture polluée, les écoliers respirent...

La raison principale donnée par les parents accompagnant leurs enfants en voiture est l'insécurité. D'autres points sont pourtant bien plus préoccupants : le stress, l'obésité et la pollution !

C'est un excellent exercice pour la santé : On a besoin de 30 minutes d'activité par jour pour garder la forme. Aller à l'école à pied contribue à la prévention de l'obésité et permet d'arriver mieux réveillé, d'être plus disponible pour la première leçon.

C'est écologique et citoyen : Moins il y a de voitures sur les routes, moins il y a de pollution de l'air. Un trajet effectué à pied, ça ne pollue pas !

C'est éducatif et pédagogique : Le pédibus contribue à apprendre aux enfants la rue et ses dangers et les aidera à acquérir un comportement responsable.

C'est gratuit et économique : Les cinq premières minutes, un moteur froid consomme 35 % de carburant en plus et use plus vite sa mécanique. Le pédibus, c'est zéro dépense.

Créer un pédibus, mode d'emploi

Étape 1 : mobiliser. Qu'elle soit à l'initiative de la collectivité, de l'école ou bien des parents d'élèves (en association ou non), la mise en place d'un pédibus doit être accompagnée d'une communication favorisant la mobilisation de chacun. Il s'agit de rassembler les personnes autour du besoin de libérer l'entrée des écoles, de faire connaître le concept de pédibus. L'objectif principal de cette phase est de parvenir à mobiliser un noyau dur composé de représentants de la commune, de parents d'élèves et de l'école.

Étape 2 : former un groupe porteur du projet. Les premiers porteurs de projet rassembleront les personnes volontaires pour constituer un groupe de travail – porteur du projet comprenant, autant que possible :

- ◆ la municipalité : élus chargés des affaires scolaires, de la voirie ou des transports..., services techniques, police municipale...
- ◆ les parents (seuls ou en associations)
- ◆ les directeurs d'école et enseignants
- ◆ une ou plusieurs associations : de riverains, d'éducation à l'environnement, prévention routière, centres sociaux...

On les réunira pour les informer du projet, élaborer et mettre en œuvre le plan d'action, réaliser un rétro-planning et distribuer les tâches.

Étape 3 : enquête. Le diagnostic issu de cette enquête permettra d'évaluer l'intérêt des élèves et de leurs parents avant la mise en place d'un pédibus, d'adapter au mieux les circuits, d'organiser leur fonctionnement de la manière la plus pertinente et d'apporter des solutions adaptées au contexte. L'enquête portera, pour chaque école, sur :

- ◆ la localisation des zones d'habitation des familles,
- ◆ les habitudes de déplacement des familles sur le trajet école-domicile, leurs attentes et leurs motivations à s'impliquer dans la démarche,
- ◆ l'accessibilité de l'école et l'identification des points noirs.

Elle pourra être aussi l'occasion de réunir les premières pré-inscriptions des accompagnateurs et des enfants.



© PatrickWallet

Étape 4 : organiser les lignes du pédibus. Il s'agit de déterminer les itinéraires des lignes de pédibus, fixer les points d'arrêts (à signaler), définir les horaires, désigner des référents de ligne, élaborer des chartes d'engagement pour les parents et les enfants, prévoir du matériel de sécurité.

Étape 5 : tester. L'intérêt de cette phase d'expérimentation est, d'une part, de vérifier la faisabilité, la pertinence de l'action, de calibrer les modalités de la mise en œuvre pour évaluer et préparer la pérennisation ; d'autre part, de donner de la visibilité et de la crédibilité à l'opération. Cette action peut s'étendre sur une journée, une semaine, voire plus. Le plus souvent, une journée test prend la forme de l'organisation d'un événement festif.

Étape 6... pérenniser, bien sûr !

Alors, à vous de jouer...

Mariette Carles

Chargée de projet "Marchons vers l'école"

et Mme Fischer

Chargée de communication, Mission Marchons vers l'école, au sein du Centre Permanent d'Initiatives pour l'environnement (CPIE) du Pays d'Aix

Pour passer à l'action ou avoir plus d'infos en région PACA : www.marchonsverslecole.com

Depuis 2002, la mission "Marchons vers l'école" (MVE) appuie les initiatives locales en région PACA pour permettre aux enfants d'aller à pied à l'école, accompagnés et en toute sécurité. Elle est co-financée par la Région PACA et l'ADEME.



© PatrickWallet

Énergie Partagée : le levier pour une transition énergétique citoyenne



ÉNERGIE PARTAGÉE

Créée en 2010, l'association Énergie Partagée a pour objectif la réappropriation citoyenne de l'énergie et un véritable engagement collectif dans la transition énergétique par la mise en œuvre directe d'économies d'énergies et de productions d'énergie renouvelable. Dans une logique similaire à la foncière Terre de Liens axée sur le développement de l'agriculture biologique, Énergie Partagée vise à mobiliser les citoyens comme acteurs et investisseurs autour de projets écologiques à taille humaine.

Les enjeux sont parfaitement maîtrisés par un réseau associatif riche et compétent. Réseaux militants thématiques comme le Réseau "Sortir du nucléaire", le fournisseur alternatif d'électricité Enercoop ou les grandes ONG généralistes comme Greenpeace et WWF, réseaux professionnels comme le CLER, Energy-Cities et FLAME, ou encore réseaux d'experts comme Global Chance et négaWatt : chacun à sa manière sait porter les messages de la nécessaire transition énergétique. Les raisons pour lesquelles il faut engager cette dernière, ce n'est pas dans cette revue que nous allons les expliquer !

Ainsi, ces acteurs ont décidé de s'engager ensemble pour la mise en œuvre d'une vision commune de l'avenir énergétique, cadrée par une Charte : il s'agit de réinventer une gestion collective et solidaire de l'énergie, pour en garantir l'accès à tous de façon juste, équitable, et non spéculative. Cette reprise du contrôle, de ce qui nous a été confisqué depuis des dizaines d'années, a pour ambition de remettre en adéquation les besoins et les ressources d'un territoire donné, de sortir de la logique de pillage et de recours aux solutions polluantes, prédatrices, de sortir l'énergie de la seule logique spéculative.



L'assemblée générale d'Énergie Partagée

Réinventer une gestion collective et solidaire de l'énergie

Le mouvement Énergie Partagée, qui regroupe uniquement des "personnes morales" (c'est-à-dire des organisations) est ainsi né d'une convergence d'acteurs de terrain¹, qui agissent depuis de nombreuses années pour reprendre la maîtrise de notre avenir énergétique, et qui ont fait les mêmes constats et buté sur les mêmes écueils : la trop grande centralisation du système énergétique; une répartition inégale des ressources sur la planète source de conflits ; l'accès inéquitable aux services énergétiques, aggravé par la confiscation, sous couvert d'ouverture à la concurrence de l'activité, de la fourniture d'énergie pour servir des intérêts de court terme ; la destruction organisée des services publics ; la main-mise sur nos biens communs (le vent, le soleil, l'eau, la chaleur de la terre) pour en faire des objets de spéculation et de profit maximum...

Enercoop propose déjà le contrôle citoyen de la fourniture d'électricité par le biais du modèle coopératif d'intérêt collectif : nous devons maintenant nous impliquer fortement dans les moyens de production aussi bien d'électricité que de chaleur, et dans les travaux d'économies d'énergie. Les compétences techniques sont là, dans le tissu associatif militant et professionnel, dans les structures locales qui possèdent un savoir faire au service des collectivités. Mais pour concrétiser les projets il faut des moyens financiers. Nous devons être propriétaires, collectivement, des moyens de production, et en assumer la gestion, dans une perspective sociale, solidaire et non spéculative.

Un nouvel outil : Énergie Partagée Investissement

Jusqu'à présent, les initiatives et expérimentations portées dans ce sens ont dû se contenter justement de l'expérimentation car les acteurs de terrain ont rarement la capacité de mobiliser suffisamment de fonds propres pour pouvoir contrôler les sociétés de production. Quand il s'agit de quelques milliers ou dizaine de milliers d'euros pour un petit toit photovoltaïque, on y arrive ; mais dès que l'on commence à s'intéresser à une autre échelle, la réglementation interdit la levée de fonds importants sans le visa de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Le maillon manquant était l'outil financier autorisé à communiquer, permettant de mobiliser en nombre les citoyens prêts à investir selon leurs moyens.

La Nef, acteur majeur de la finance éthique et solidaire, avait déjà l'expérience de la collecte

Notes :

- ¹ : Les membres fondateurs d'Énergie Partagée : Hespul, Inddigo, Ale o8, Éoliennes en pays de Vilaine, Vents d'Houyet, Enercoop, Site à Watts, Confluences, Enercoop Ardennes Champagne, Le CLER, Les Amis d'Enercoop, la Nef.

Le toit photovoltaïque de la Biocoop du Mantois à Epônes (78), un projet réalisé par Énergie Partagée.



publique de fonds avec Terre de Liens, et de l'investissement dans le photovoltaïque avec le fonds spécialisé Solira. C'est donc tout naturellement que le rapprochement s'est opéré pour créer Énergie Partagée Investissement (EPI), un vaste fonds citoyen d'investissement dans les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie. Encadrée par la Charte Énergie Partagée et agréée Finansol, EPI a obtenu le 19 septembre 2011 de l'Autorité des Marchés Financiers le visa n°11-417, l'indispensable sésame qui permet de communiquer auprès du grand public.

EPI est au service des porteurs de projets citoyens, qui s'emploient à valoriser localement les ressources énergétiques en veillant à une gestion éthique des retombées économiques et sociales.

Des projets à taille humaine, un investissement solidaire

L'imagination et l'expérimentation au service de la transition énergétique... c'est parti ! Nous avons besoin de l'engagement de tous les citoyens motivés sans distinction, à hauteur de leurs capacités financières.

Parmi les premiers projets qui seront soutenus figurent :

- ◆ un parc de 4 éoliennes à Béganne dans le Morbihan financé à plus de 80 % par les citoyens, notamment regroupés en clubs d'investisseurs et Cigales² ; il intègre d'emblée le financement d'un emploi à mi-temps pour promouvoir les économies d'énergie,
- ◆ une toiture photovoltaïque coopérative porté par l'association Vendanges d'énergie citoyenne et la commune de Villefranche sur Saône dans le Rhône,
- ◆ des ombrières photovoltaïques à La Fare les Oliviers dans les Bouches-du-Rhône avec la création d'une société d'économie mixte,



- ◆ trois éoliennes entre les villages de Chagny, Jonval et Bouvellemont dans les Ardennes dont la production sera vendue à Enercoop (donc hors obligation d'achat par EDF et tarifs préférentiels fixés par l'Etat),
- ◆ une ferme éolienne citoyenne à Clamecy dans la Nièvre avec l'association Le Varne,

et bien d'autres projets qui seront décrits sur le site internet www.energie-partagee.org

Chaque souscripteur d'une ou plusieurs parts de 100 € peut choisir de soutenir de préférence tel ou tel projet, tout en s'inscrivant dans une démarche solidaire en mutualisant les bénéfices avec un objectif de rentabilité de 4 % pour un placement sur 10 ans. Ainsi tel projet éolien très rentable permettra de compenser tel projet d'investissement dans l'isolation performante de logements, plus difficile à équilibrer économiquement. Solidarité aussi entre espaces urbains et espaces ruraux : il sera plus facile de mettre en œuvre des projets d'EnR en zone rurale, mais les investisseurs sont plus nombreux et souvent plus riches en zone urbaine...

Tout en accompagnant des porteurs de projets locaux, Énergie Partagée donne ainsi corps à la volonté de partage spatial et temporel des rentes et des bienfaits qui l'anime : entre citoyens d'aujourd'hui autant qu'entre générations présentes et futures, dans l'esprit d'un véritable "service public d'intérêt général" permettant l'accès de l'énergie à tous, dans une société apaisée et conviviale.

Votre investissement permettra de concrétiser cette transition énergétique citoyenne.

Pour Énergie Partagée :
Christel Sauvage, Michel Leclercq, Marc Jedliczka

Le projet éolien coopératif de l'association belge Vents d'Houyet, une inspiration pour les fondateurs d'Énergie Partagée.

Notes :

2 : Il s'agit de Clubs d'Investisseurs pour la Gestion Alternative et Locale de l'Épargne.

Colonne de gauche : Installation biogaz de la SEM Sergies, adhérente d'Énergie Partagée.



Le double refus d'Israël

La possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est ouvertement débattue en Israël et aux États-Unis. Décryptage.

Aujourd'hui, la Maison-Blanche et les responsables militaires américains sont contre une attaque qui aurait maintenant un effet "déstabilisant" mais qui pourrait donc, plus tard, avoir le feu vert... Contraint par une campagne électorale sous pression du puissant lobby pro-israélien, Obama se sent obligé de dire que "toutes les options sont sur la table". Si les Républicains gagnaient la Maison-Blanche en novembre, la guerre serait quasi-certaine.

Le véritable enjeu de ce bras de fer nucléaire est la "parité stratégique", c'est-à-dire un Moyen-Orient dans lequel Israël ne serait plus l'unique État de la région à posséder l'arme nucléaire (acquise avec l'aide de la France et la complicité silencieuse de l'Occident) et à dicter les règles du jeu, mais devrait "partager" ce pouvoir avec Téhéran. C'est ce que Nétanyahou et Barack veulent empêcher à tout prix et non, comme ils l'affirment à l'encan, protéger Israël d'un éventuel blitz nucléaire iranien...

3) Israël, non signataire du Traité de Non-Prolifération, veut garder à tout prix son monopole nucléaire dans la région.

4) Israël ne veut pas d'alter ego palestinien, c'est-à-dire d'un État palestinien souverain à côté de lui. Il veut le monopole de la souveraineté sur l'ensemble de la Palestine.

Ces quatre paramètres sont d'autant plus dangereux qu'ils doivent désormais s'appliquer dans une région en plein bouleversement géostratégique. Le Moyen-Orient est l'épicentre de la transition d'un monde unipolaire vers un monde multipolaire. Et pour ces puissances émergentes au Moyen-Orient, la puissance passe par la possession de l'arme nucléaire.

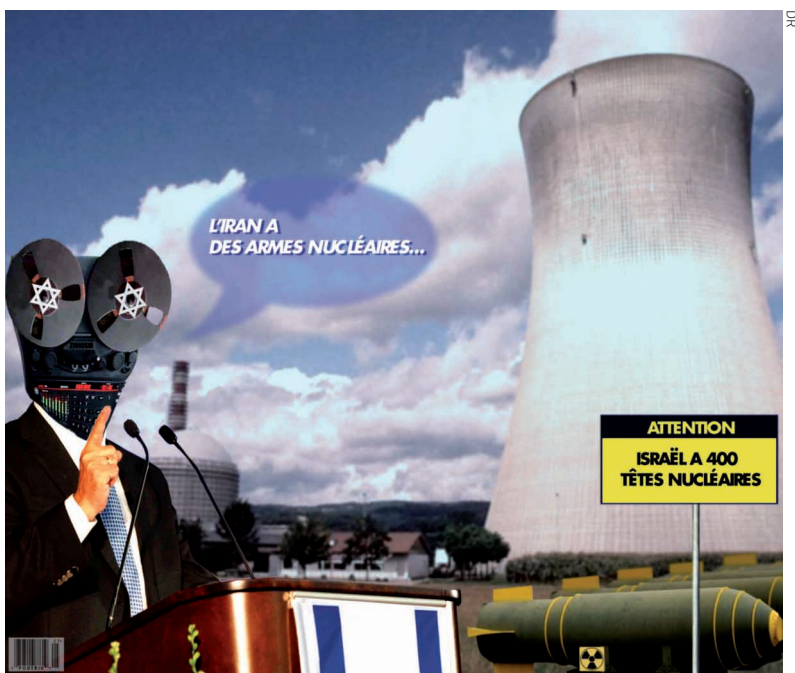
La question capitale est celle de la sécurité à l'échelle régionale. Elle serait bien plus grande si au Moyen-Orient personne n'avait d'armes nucléaires comme Israël, ni de programme d'enrichissement de l'uranium comme l'Iran. Aujourd'hui, pour éviter la guerre, la diplomatie peut faire beaucoup. Et, dans l'immédiat, il faut garantir à l'Iran qu'il ne subira pas d'attaques externes, rouvrir les relations diplomatiques avec les États-Unis et, surtout, mettre sur la table les armes nucléaires israéliennes.

De tout cela, Obama à son arrivée au pouvoir était conscient. C'est pour cela qu'au moment de la Conférence de suivi du TNP en 2010 il a soutenu la proposition arabe dans la déclaration finale prévoyant la tenue en 2012 d'une conférence internationale pour un Moyen-Orient dénucléarisé. Cet accord, soutenu par l'Iran, a été vite sabordé par Israël qui a annoncé qu'il ne participerait pas à cette conférence qui aurait relancé le dialogue entre États et facilité une négociation régionale pour un règlement politique de la question palestinienne.

Israël maintient son choix d'une possible guerre préventive de type nucléaire contre l'Iran, comme il a choisi d'empêcher par la force les Palestiniens d'avoir leur État. Le refus d'Israël de donner à l'Iran sa garantie de non agression nucléaire n'est que la projection à l'échelle régionale de son refus d'un État palestinien souverain. Ce double refus ouvre, quelle que soit l'issue de l'actuel bras de fer, une nouvelle phase de prolifération nucléaire au Moyen-Orient qui devient la région de plus haute probabilité d'utilisation de l'arme nucléaire depuis la fin de la guerre froide.

Bernard Ravenel

historien, spécialiste du Moyen-Orient
membre du Comité de rédaction de Damoclès
(la lettre de l'Observatoire des armements)



La "logique" de la position israélienne s'explique par quatre fondamentaux :

1) Tout problème qui semblerait mettre en question la sécurité d'Israël doit être réglé par la force, que ce soit les roquettes sans valeur militaire du Hamas ou l'arme nucléaire iranienne encore à l'état virtuel.

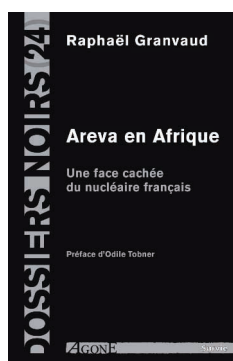
2) Israël a besoin d'une "menace existentielle" pour quatre raisons : assurer la cohésion nationale derrière le pouvoir menacé ; donner la priorité à la solution militaire sur la solution politique ; s'attirer la solidarité des États-Unis ; faire passer au second plan le règlement de la question palestinienne.

À livres ouverts...

Comme à chaque numéro, nous partageons avec vous nos impressions sur quelques-uns des livres que nous avons reçus ces derniers mois.

Areva en Afrique – Une face cachée du nucléaire français

Raphaël Granvaud, Ed. Agone, février 2012, 304 pages. À commander sur <http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou en envoyant un chèque de 17,50 € (port compris) au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.



Contrecarrer le fameux "mythe de l'indépendance énergétique de la France, grâce à l'uranium" : telle est l'ambition du dernier ouvrage de Raphaël Granvaud, *Areva en Afrique*, une face cachée du nucléaire français. En détaillant les conditions dans lesquelles la France et Areva se procurent un uranium majoritairement africain, l'auteur signe un brûlot sans concession pour les ingérences politiques françaises et ses conséquences environnementales, sanitaires et sociales terribles pour les populations locales.

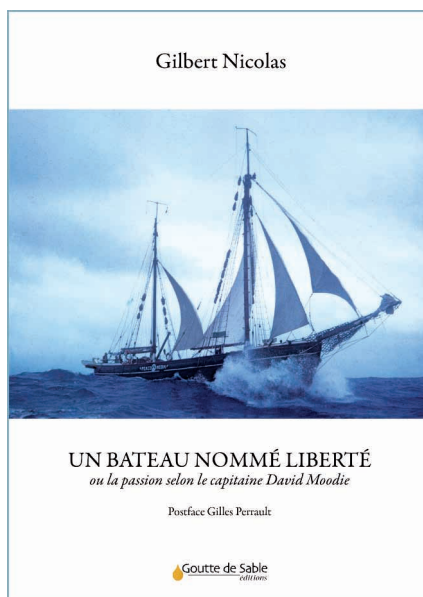
Car le constat est sans appel : Areva se procure un tiers de son uranium au Niger, un pays pourtant bon dernier en matière de développement humain. Dans cette entreprise, la multinationale a toujours pu compter sur le fidèle soutien de l'État français, mais aussi sur l'appui des réseaux de la Françafrique : Areva s'assure ainsi de son droit de pillage, en échange du soutien politique et militaire de la France aux régimes autoritaires africains amis.

L'auteur dévoile enfin les efforts considérables d'Areva en matière de communication, pour que la réalité implacable des faits ne vienne surtout pas entacher une image de marque qu'elle souhaiterait immaculée.

Opale Crivello

Un bateau nommé liberté

Gilbert Nicolas, Éd. Goutte de Sable, 2011 (1ère édition 1976), 176 pages, 16 €, disponible en librairie.



En 1973, des militants contre les essais nucléaires français à Mururoa embarquent à bord du Fri, destination la zone d'essai. Ce témoignage de Gilbert Nicolas, l'un des équipiers du Fri, est le récit d'une aventure humaine et militante des plus palpitantes. De leur chevauchée sur les océans au départ de la Nouvelle-Zélande jusqu'à l'acte de piraterie de l'armée française à leur rencontre, nous suivons au jour le jour leur quotidien, leurs questions et leur détermination.

Le Fri et les actions contre les essais nucléaires ont été les premiers faits d'armes d'une organisation internationale qui serait créée en 1974... Greenpeace. Gilbert Nicolas est aujourd'hui encore, à presque 80 ans, un militant actif de la lutte antinucléaire. Sa dernière virée date d'octobre 2011, lorsqu'il participa à une marche en Australie contre des projets de mines d'uranium. Remercions Gilbert pour ce témoignage qui nous renvoie aux sources de la contestation antinucléaire, et pour ce chemin de vie personnel pour la paix et la justice.

Jocelyn Peyret

L'écologie en 600 dates

Éd. Le Passager Clandestin, 2012, 88 pages, à commander sur www.revuesilence.net (12 euros + port) ou en librairie.



Dresser un panorama subjectif de l'écologie à travers le monde et depuis son émergence, c'est à cette gageure que s'est attelée, avec succès, l'équipe de la revue écologiste Silence.

Le livre aborde de façon brève et accessible une multitude de thèmes, d'événements marquants, de luttes et d'organisations militantes, de personnalités qui ont contribué à divers titres à l'émergence de l'écologie, d'abord comme science, puis comme ensemble d'idées et de pratiques.

Ce projet collectif a convoqué de nombreuses plumes de la mouvance écologiste. Cette variété de tons est un des atouts de l'ouvrage ; plus que "l'écologie", c'est une vision – leur vision, large et vivifiante – de l'écologie que les nombreux contributeurs élaborent et offrent au lecteur. Bien sûr, chacun-e pourra relever des manques ou a contrario des choix parfois improbables (qui contribuent à l'intérêt de l'ensemble), mais ne boudons pas notre plaisir !

Loin de toute théorisation absconse, "L'écologie en 600 dates" est avant tout une invitation à s'intéresser à l'éventail des luttes protéiformes qui font l'infinie variété du mouvement écologiste. Une approche pertinente du sujet en cette époque de déprédation accélérée de la biosphère par les activités humaines, que ce soit le nucléaire, l'utilisation des énergies fossiles, l'agriculture industrielle et transgénique...

Xavier Rabilloud

Deux courts romans pour les enfants

Tchernobyl, bienvenue en enfer,
février 2011, 100 pages

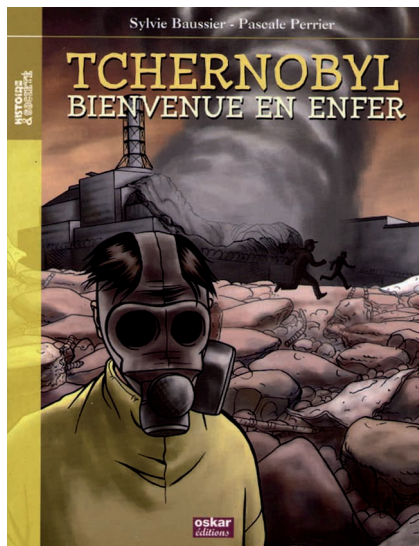
Japon, touché au cœur,
septembre 2011, 127 pages

Deux livres de Sylvie Baussier et Pascale Perrier, Ed. Oskar, à partir de 10 ans.

À commander au prix unitaire de 9,95 € (frais de port en sus : 3,5 € pour un article, 5 € pour plusieurs) sur :

<http://boutique.sortirdu nucleaire.org>

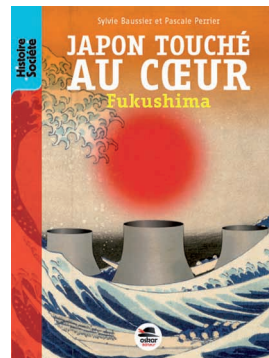
ou par chèque au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.



Natalia est une fillette de 11 ans dont la mère vivait à Pripjat lors de la catastrophe de Tchernobyl. Sa mère, alors âgée d'une dizaine d'années, tenait un journal intime confié à sa fille avant sa mort. Natalia décide de mettre en ligne sur son blog les pages de ce journal, ce qui ne plaît apparemment pas à tout le monde...

Avec une intrigue tout à fait passionnante pour tenir nos bambins en haleine, ce court roman jeunesse prend aux tripes. Les passages du journal intime de Svetlana sont édifiants. Grâce à une écriture plaisante, simple et dynamique, le défi de traiter ce sujet de manière vivante et intéressante pour des enfants de ce siècle est relevé.

À la fin du livre, un dossier de 10 pages est consacré au nucléaire. On retrouve une première partie qui retrace les événements de Tchernobyl et une autre plus générale sur les différents types de centrales, partie toutefois traitée avec trop de légèreté.



Fanny est la meilleure amie de Natalia. À la suite de la catastrophe de Fukushima, Fanny doit accueillir dans sa famille Ima, une cousine japonaise qu'elle ne connaît pas. Nathalia, dont la maman a vécu à Pripjat, voit ses vieux fantômes resurgir. Des liens forts se créent entre elle et Ima. Cependant, tout n'est pas simple pour Fanny qui doit accepter au mieux cette nouvelle cohabitation et ressent malgré elle un sentiment de jalousie à l'égard de son amie. De son côté, Ima pense que ce n'est pas bien d'avoir fui son pays et tente le tout pour le tout pour venir en aide à ceux qui n'ont pas eu la chance de partir. Ce court roman nous fait vivre à travers le regard de ces trois fillettes les épreuves qu'ont dû vivre un bon nombre d'habitants du Japon : le tremblement de terre suivi du tsunami puis la catastrophe nucléaire, la séparation des familles, l'expatriation, le doute et l'angoisse liés à la désinformation, la peur de l'avenir.

Une jolie histoire d'amitié, avec au cœur du sujet le Japon et le drame quotidien que vivent les habitants de ce pays. Comme pour le premier livre (Tchernobyl, bienvenue en enfer), un dossier sur le nucléaire qui pourrait être plus juste.

Delphine Boutonnet

Comme dans un linceul de bure

Armand Gautron, AG Éditions, 2011,
166 pages, 15 €, disponible en librairie.



Avec ce nouveau roman, le quatrième des aventures d'Antoine Landrini, Armand Gautron nous plonge dans les méandres des lobbies industriels prêts à tout pour arriver à leurs fins et dans l'action d'une association anti-stockage de déchets radioactifs.

Cette nouvelle enquête du détective Landrini commence mal. Il en a pourtant résolu un grand nombre, mais là, il n'est pas motivé. Après un appel téléphonique, tout démarre, s'accélère, et à une vitesse prodigieuse alors que rien ne le laissait présager.

Voilà notre détective qui se retrouve à devoir défaire les nœuds d'une vieille pelote de laine. Pourtant ça commence simplement par le ramassage du lait qui ne se fait plus dans un petit village de la Meuse. L'histoire se passe non loin de Bure et de son laboratoire de recherche souterrain pour le stockage des déchets radioactifs.

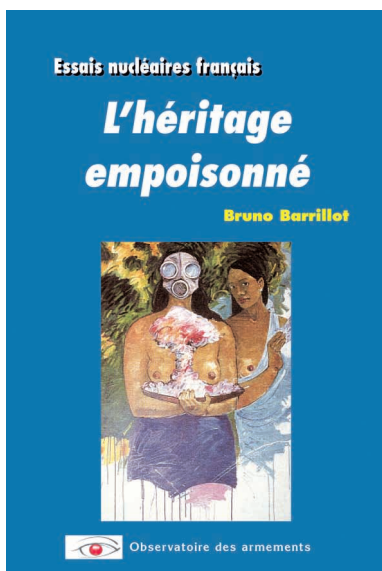
Mais il n'a pas spécialement la fibre "écolo", Antoine. Allez, au boulot, il faut maintenant tenter de découvrir d'où vient cette pollution invisible, démasquer les possibles taupes, amadouer les paysans du cru qui ne sont pas faciles, et surtout tenter de rester en vie.

Durant toute la lecture, le suspense nous tient en haleine et une fois que l'on a ouvert le livre, on ne le referme qu'à la dernière page.

Benoît Cachard

Essais nucléaires français : l'héritage empoisonné

Bruno Barrillot,
Observatoire des armements,
2012, 320 pages,
disponible au prix de 22 € (port compris)
auprès de l'Observatoire des armements,
187 montée de Choulans, 69005 Lyon.



De 1960 à 1996, les gouvernements français successifs — de droite comme de gauche — ont fait exploser 210 bombes nucléaires dans le Sahara algérien et sur les atolls de Moruroa et Fangataufa en Polynésie française. La règle du secret militaire, imposée à toutes les activités liées à l'arme nucléaire, reste plus que jamais d'actualité.

Certes, la France a commencé — de manière fort timide — à reconnaître que ses essais nucléaires n'étaient pas "particulièrement propres", mais de là à rendre justice et vérité à toutes les victimes — personnels militaires et civils, comme populations environnantes —, il y a un pas que le ministère de la Défense n'est pas près de franchir !

Cet ouvrage raconte non seulement l'histoire des essais français, mais fait le point sur les conséquences sanitaires, environnementales et pointe les "dérives de l'auto-surveillance" exercée aujourd'hui par le ministère de la Défense et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Un argumentaire particulièrement fouillé, indispensable pour tous ceux qui veulent "sortir de l'âge nucléaire".

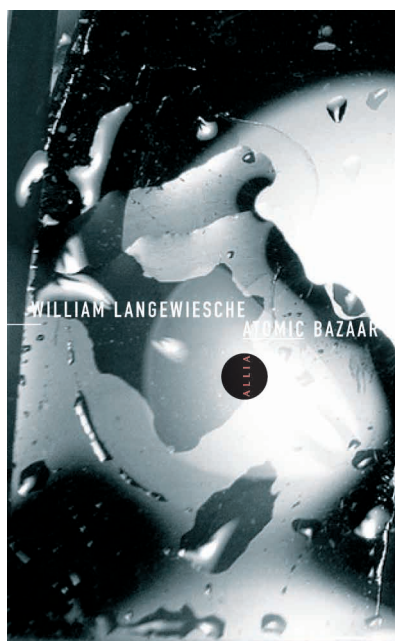
Patrice Bouveret

Atomic Bazaar Comment l'arme nucléaire est devenue l'arme du pauvre

William Langewiesche,
Ed. Allia, 2010, 216 pages,
9 €, disponible en librairie

Dans ce reportage documentaire qui tient presque du roman d'espionnage, le journaliste d'investigation William Langewiesche nous tient en haleine au fil de son analyse des enjeux de sécurité et de sûreté liés à l'industrie nucléaire et à son inscription dans la géopolitique. Avec précision, l'auteur nous en apprend beaucoup sur le désarmement russe d'après Guerre froide et ses conséquences, et souligne la préoccupante bêtise des dispositifs mis en place par les Américains pour lutter contre la prolifération et le terrorisme nucléaires.

Avec force faits éprouvés et une solide analyse des enjeux mercantiles et guerriers, l'auteur démontre avec quelle facilité des pays tel que le Pakistan auront pu se doter de la bombe, au su de l'ensemble de la communauté internationale et avec le discret soutien des États européens.

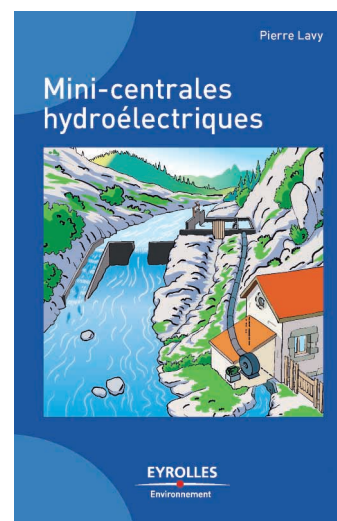


Précise et vive, l'analyse nous amène à réfléchir sur le réel impact de la non prolifération telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée. Un livre qui fournit d'intéressants éclairages et une grille de lecture stimulante sur les enjeux du nucléaire, civil ou militaire, de la dissuasion à la non prolifération.

Baptiste Coll

Mini-centrales hydrauliques

Pierre Lavy,
Ed. Eyrolles, mars 2011, 110 pages,
9 €, disponible en librairie.



Bien que la plus grande partie du potentiel de production d'électricité hydraulique soit exploité, il reste encore en France de nombreux moyens de développer cette énergie, notamment en ayant recours à la micro-hydraulique.

L'énergie hydraulique est, avec l'éolien, une énergie qui est utilisée depuis des temps très anciens, pour sa force mécanique, puis ensuite pour la production d'électricité. Contrairement au barrage hydraulique, la micro-centrale a un impact relativement faible sur l'éco-système. Toutefois, elle est très réglementée, ce qui est aujourd'hui son principal frein.

Pourtant, sans créer de nouvelles centrales, de nombreux sites anciens et abandonnés pourraient être réhabilités si la réglementation n'était pas aussi sévère. Une autre piste très intéressante et en plein essor en zone montagneuse est le turbinage dans les adductions d'eau potable. Il suffit d'installer une turbine à la place des réducteurs de pression dans les conduites pour produire l'électricité d'une petite commune par exemple. Cette solution est très exploitée en Suisse et se développe enfin chez nous.

Ce petit guide, écrit par Pierre Lavy, ancien directeur des filiales de petit hydraulique à EDF, répond aux questions techniques et juridiques sur ce sujet. Cette collection "environnement" Eyrolles est très pratique mais n'a pas pour but d'amener un débat politique ou environnemental sur le sujet abordé.

Delphine Boutonnet

Découvrez l'équipe du Réseau "Sortir du nucléaire"

16 bénévoles membres du Conseil d'administration (8 titulaires et 8 suppléants)



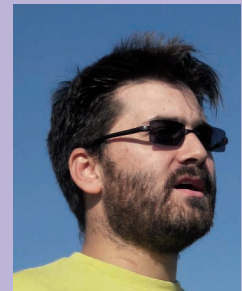
Jacky Berthomé
Sortir du nucléaire 89
Région Bourgogne



François Mativet
Sortir du nucléaire 89
Région Bourgogne



Martial Chateau
Sortir du nucléaire 72
Région Pays de la Loire



Pierric Duflos
Sortir du nucléaire
Drôme-Ardèche (26-07)
Rhône-Alpes



Cédric Lucas
Rhône-Alpes sans nucléaire
(69) - Région Rhône-Alpes



**Anne-Sophie
Cordoeiro**
Rhône-Alpes sans nucléaire
(69) - Région Rhône-Alpes



**Marie Hélène
Mancinho**
A.V.E.N.I.R. (84) - Région
Provence Alpes Cote d'Azur



Jean-Louis Gaby
A.V.E.N.I.R. (84) - Région
Provence Alpes Cote d'Azur



Anne Meyssignac
Collectif Corrèzien Sortir
du nucléaire Région Limousin



Martin de Lavarde
Collectif Corrèzien Sortir du
nucléaire - Région Limousin



Jean-Pierre Minne
Oui à l'Avenir (23)
Région Limousin



Monique Labarthe
Collectif Agir Santé
Environnement - PACA



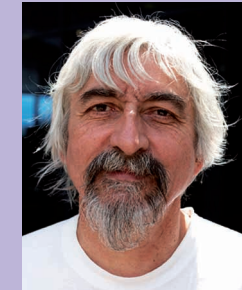
Steven Mitchell
Collectif Stop EPR 2 (76)
Région Haute Normandie



Sophie Morel
Les Désobéissants (14)
Région Basse Normandie



Daniel Roussée
Les Amis de la Terre
Midi-Pyrénées (31) -
Région Midi-Pyrénées



Marc Saint Aroman
Environnement Conscient
(Haute-Garonne)

15 salarié-e-s et 1 prestataire



Philippe Brousse
Coordinateur général



Anne-Laure Méladeck
Coordinatrice générale adjointe



Opale Crivello
Attachée de presse et chargée de communication



Charlotte Mijeon
Chargée de campagne et relations extérieures



Régis Delhomme
Responsable abonnés et commandes



Delphine Boutonnet
Responsable des expéditions et des stocks



Nadia Boukacem
Secrétaire



Xavier Rabilloud
Responsable des publications



Baptiste Coll
Responsable gestion et collecte de fonds



Annie Orenga
Secrétaire comptable



Laura Hameaux
Coordinatrice nationale des groupes et actions



Marie Frachisse
Coordinatrice des questions juridiques



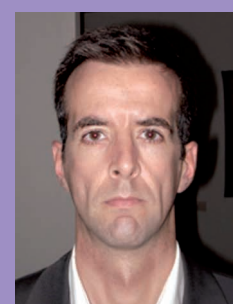
Sabine Li
Webmestre infographiste



Myriam Battarel
Assistante Webmestre



Benoît Skubich
Assistant webmestre technique



Benoist Busson
Avocat, Conseiller juridique Prestataire de services

Merci aussi aux centaines de bénévoles partout en France qui contribuent à l'action du Réseau et dont la photo n'apparaît pas sur ces pages.

Tchernobyl, Fukushima Plus jamais ça !

Journées internationales d'actions
du 26 au 29 avril 2012

Formons des chaînes humaines pour sortir du nucléaire

Après la mobilisation historique du 11 mars, poursuivons notre action !

Du jeudi 26 au dimanche 29 avril 2012 Tchernobyl, Fukushima : plus jamais ça ! Journées internationales d'actions

Formons des chaînes humaines locales pour la sortie du nucléaire

Le dimanche 11 mars 2012, nous étions 60 000 à former une immense chaîne humaine entre Lyon et Avignon. Au cours du week-end, quarante-trois autres initiatives pour la sortie du nucléaire ont eu lieu en France : chaînes humaines locales, rassemblements, actions de protestation ou d'information... Une journée historique pour la lutte antinucléaire !

Alors que les élections présidentielles approchent à grands pas, la preuve a été apportée que les Français sont prêts à se mobiliser par dizaines de milliers pour sortir du nucléaire. La chaîne humaine dans la vallée du Rhône est une belle démonstration de force et a prouvé que nous pouvions rassembler bien au-delà des convaincus et faire descendre notre famille, nos amis et nos voisins dans la rue.

Mais soyons lucides, une seule grande et belle action ne suffira pas. Nous devons continuer, dans les mois qui viennent, à informer et mobiliser encore plus largement.

La catastrophe de Fukushima ne doit pas faire oublier celle de Tchernobyl, qui dure toujours et entrera dans sa 27^{ème} année le 26 avril 2012. À cette occasion, du jeudi 26 au dimanche 29 avril, nous vous proposons de participer aux journées d'action décentralisées qui auront lieu partout en France et en Europe. Profitons de ce laps de temps juste entre les deux tours des élections présidentielles pour rappeler les dangers du nucléaire et les solutions bien réelles pour en sortir !

Du 26 au 29 avril Tchernobyl, Fukushima : plus jamais ça !

◆ Organisez des chaînes humaines locales autour d'installations nucléaires ou au départ de lieux symboliques (préfectures, agence EDF ou AREVA...)

◆ Si vous ne pouvez pas faire une chaîne humaine, organisez des actions "porteur de parole" pour que chacun-e puisse se réapproprier la question énergétique, qui nous a été trop longtemps confisquée par les élites.

Le principe ? Installer dans une rue passante des panneaux avec de simples questions, pour provoquer la discussion et le débat avec les passants, et les inviter à donner leurs avis. Plus d'informations sur ce type d'action.

◆ Diffusez massivement nos revendications pour la sortie du nucléaire en commandant des tracts et documents, et affichez vos couleurs à l'aide de banderoles, drapeaux, badges et autocollants.

Un grand merci pour votre engagement !

Plus d'info : <http://chernobyl-day.org>